SOCIALISME

PIERRE BONNIER

Socialisme



PARIS (5e)
M. GIARD & É. BRIÈRE
LIBRAIRES-ÉDITEURS
16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1914

SOCIALISME

Depuis trente ans que j'appartiens au parti socialiste, je me suis attaché à faire disparaître le malentendu qui fit confondre à beaucoup de militants l'*antinationalisme*, qui est l'opposé de notre doctrine, avec l'*internationalisme* qui en est la base, et qui implique le *nationalisme* défini par le programme du parti ouvrier. Ce contresens nous a fait perdre trente ans de propagande.

J'ai, d'autre part, cherché à montrer que le principe des *huit heures* était la condition première de toute réforme dans le domaine de l'hygiène sociale.

Enfin, j'ai défini un *sexualisme* scientifique à côté du socialisme, posant la question de la lutte des sexes à côté de celle de la lutte des classes, associant la révolution sexuelle à la révolution sociale.

On trouvera quelques répétitions dans les articles que je réunis ici : les mêmes idées se formulant dans les mêmes mots. Ce qui se rapporte au *Sexualisme* forme un autre volume.

1er mai 1913.

25 août 1895.

(Le Socialiste).

LA PATRIE

Il faut toute la mauvaise foi des adversaires du socialisme et l'insondable naïveté de ceux qui les écoutent, pour qu'il soit permis d'opposer, comme on le fait tant aujourd'hui, le patriotisme au collectivisme. Et je me demande quelles singulières conceptions peuvent bien avoir du patriotisme ceux-là même qui ont l'aplomb de nous traiter d'anti-patriotes, alors que nos orateurs n'ont à la bouche que les mots de *nationalisation*, de *retour à la nation*, de monopoles d'Etat préparant la *production nationalisée*, la création de *services nationaux*, etc.

Il est curieux que ce soit ceux qui veulent la nation grande, forte, féconde et belle qui soient les antipatriotes ; et ceux-là qui la font divisée, livrée au laisser-faire-laisser-passer, à l'anarchie dans la production et dans la consommation, à l'exploitation réciproque des fils d'une même mère, à l'usure, au vol consacré et

encouragé sous mille formes, aux banqueroutes sans cesse acceptées, aux humiliations extérieures et à d'indignes et dégradantes alliances qu'on croit légitimées par la peur, — c'est ceux-là qui sont les vrais patriotes. Il ne suffit pourtant pas de crier incessamment le mot patrie en roulant les r et les yeux ; il serait bon que nos adversaires consentissent à nous dire un jour ce qu'ils entendent par là. Pour quiconque a appris à se servir de son cerveau comme on apprend à se servir de ses mains, c'est-à-dire pour tout homme qui a cherché à se faire une doctrine, il faut opter entre les deux formules qui se disputent le champ de l'évolution sociale, *l'individualisme et le socialisme.*

On parle beaucoup d'individualisme depuis quelque temps, et la classe au pouvoir, pratiquant le *divide ut imperes*, diviser pour régner, a mis ce thème dans l'encrier de tous ses écrivains de la presse et de la littérature, dans le verre d'eau de tous ses orateurs et conférenciers. Et elle a raison. Si le dernier des Horaces avait eu le temps de prêcher quelque philosophie aux trois Curiaces, il leur eût fort recommandé l'individualisme, sûr qu'il était de les battre isolément. Que voulez-vous que fasse contre la nation tout entière la minorité parasite qui l'exploite ? Elle se défend de sa meilleure arme, la division individualiste, dont un tranchant nous décime en attendant que l'autre la tue elle-même.

Pendant des années, la forme même de la propriété, l'effritement de l'ancien patrimoine féodal qui s'est éparpillé à l'infini après être devenu un instant

national, ont suffi pour diviser et opposer les intérêts personnels ; puis, le capital entraînant tout dans l'orbe de sa gravitation, la richesse s'est massée en haut sous forme d'actionnat, tandis que par la vigilance incessante de la magistrature, de la presse, de l'armée, du clergé et des chambres, elle s'opposait à ce que la misère en fît autant sous forme de syndicat de résistance.

La misère, la maladie et l'ignorance, ou, si l'on veut, la misère économique, physiologique et intellectuelle, ces trois têtes de l'hydre qu'attaque le socialisme, ont longtemps séparé, morcelé, pulvérisé, opposé les intérêts des travailleurs ; la lutte pour la vie, que la concurrence entre salariés, les chômages, la surproduction, rendent individuelle, les livrait sans armes, sans cohésion, toujours vaincus d'avance, malgré l'immense supériorité du nombre.

Aujourd'hui, grâce à l'évolution fatale du milieu économique et à l'action socialiste, qui l'éclaire, la misère d'en bas imite les procédés de la richesse d'en haut ; elle cherche aussi à se prendre en masse, à former des noyaux durs, résistants, sous forme de syndicats, de corps électoraux, d'unions corporatives, contre lesquels tout l'effort du parasite, malgré sa puissante organisation, va bientôt s'épuiser. Aussi, quel redoublement de haines clairvoyantes dans la presse officielle, quelles féroces attaques contre tous ceux qui se chargent de mettre en gerbes, de lier, de mettre en monts et en meules la moisson socialiste ! Et c'est au nom de la patrie qu'ils prêchent l'individualisme, c'est-à-dire

chacun livré à ses propres forces, ne s'accroissant qu'en pillant la part du voisin, ne devenant fort qu'en l'asservissant, ne dominant que par l'usure, sous forme de salariat ou de spéculation ; ou, au contraire, s'il est vaincu, disparaissant bientôt, submergé par le flot tumultueux des ambitions individuelles, déchet de l'immense consommation d'existences qu'un peu de cohésion et de socialisme rendrait si heureuses et si fécondes, tandis que l'individualisation à outrance les rend le plus souvent inutiles et même nuisibles aux autres et à elles-mêmes.

Pour les anti-socialistes, la patrie ne peut être que la proie commune où chacun vit en parasite à l'abri des mêmes lois. Ils la disent belle et noble, parce qu'elle est à eux ; il la veulent grande et riche, parce qu'ils en vivent ; ils en font un symbole, un drapeau, un fétiche, parce qu'il faut, comme on dit, une religion au peuple, et que c'est le peuple qui doit défendre ce patrimoine national, qui n'est un patrimoine que pour ceux qui possèdent et qui n'est national pour personne ; et c'est encore le peuple qui est l'agent de la grandeur et de la richesse de cette patrie qu'il fait vivre pour son parasite.

Il ne serait pourtant pas bien difficile de comprendre que le socialisme est la seule doctrine dans laquelle le mot patrie, de même que le mot nation, ait et puisse avoir un sens positif. Et même en dehors de toute doctrine, comment ne pas admettre la série hiérarchique formée par l'individu, la famille, la patrie et l'humanité ? N'y a-t-il pas la même étroitesse, le même

égoïsme, la même erreur à se mettre soi-même au-dessus de sa propre famille qu'à mettre sa famille au-dessus de la patrie, la patrie au-dessus de l'humanité ? La doctrine individualiste tend sans cesse à mettre les plus petits intérêts au-dessus des plus grands. C'est une morale à l'envers. N'y a-t-il pas la même infamie à mettre les intérêts de son pays au-dessus de ceux de l'humanité, et à parler de patriotisme et de nationalisme en temps de lutte sociale, en temps de crise économique générale, qu'à mettre ses propres intérêts ou ceux de sa famille au-dessus des intérêts nationaux en temps de guerre nationale, quand la patrie est en danger ? Nous autres, socialistes, qui seuls luttons pour une cause plus grande, plus élevée et plus sainte que toutes les causes nationales prises isolément, nous seuls pouvons parler de patrie, parce que nous entendons ce mot dans le sens de nation organisée, féconde et heureuse, prenant la direction consciente de ses destinées, et non pas dans le sens d'un patrimoine dont chacun cherche à accaparer la plus grosse part et où l'accaparement est si protégé par la loi que la grande majorité de la nation ne possède pas.

Oui, c'est nous, les internationalistes, qui, seuls, pouvons honnêtement parler de nationalisation parce qu'elle est presque tout notre programme politique et le premier stade de notre révolution ; parce que l'internationale rêvée n'est possible qu'*entre nations* déjà organisées, mûres pour l'entente réciproque et dont les intérêts subiront une commune orientation. Nous seuls sommes un parti d'organisation, tous les autres sont

les mille formes de l'anarchie individuelle ou nationale. De même, nous seuls donnons au mot patrie son véritable sens pratique, parce que nous voulons une nation maîtresse d'elle-même, organisée par la socialisation systématique et évolutive des forces et des intérêts individuels vivant comme tous les êtres organisés, — et non un champ de bataille divisé en lots et en positions antagonistes.

Cette socialisation des intérêts individuels formant la nation, c'est-à-dire la patrie vivante, nous la poursuivrons au delà de la nation individualisée en un organisme vivant sa vie propre ; nous voulons la socialisation des nations elles-mêmes en une humanité vivant sur cette patrie commune qu'est notre vieille terre. En attendant, notre but est la constitution d'une nation recevant de chacun de nous sa contribution personnelle à la satisfaction des intérêts vitaux du corps national, et lui rendant en retour, surabondamment, les mille services qui permettront à chaque individu de ne plus laisser s'absorber toutes ses forces personnelles dansla recherche de la satifaction des besoins immédiats et intérieurs — le laissant, en l'assurant contre les impérieuses nécessités de la vie, se créer à lui-même, de son propre superflu de force et de vitalité une liberté qui ne sera limitée que par la sauvegarde de l'intérêt général et par la liberté des autres individus, ces limites s'écartant à mesure que s'accroîtra l'organisation générale. Actuellement, grâce aux doctrines individualistes, de même que la richesse des uns est faite de la misère des autres, de même la liberté des uns est faite de l'asservissement des autres et au

lieu de servir l'intérêt social, n'est employé qu'à lui nuire.

Les socialistes savent que la plus grande liberté individuelle résultera de la santé, de la force et de l'organisation du corps social et non de l'anarchie individualiste et de la division des forces nationales en efforts antagonistes. Ils savent qu'il n'y a de citoyens libres et heureux que dans une nation organisée et en pleine évolution, le reste est duperie idéaliste ; tout notre programme est inspiré de cette idée : « nationaliser », c'est-à-dire faire vivre la patrie de la vie organique et en faire autre chose qu'un mot sonore et creux ; faire participer chacun à la vie nationale et de la vie nationale. C'est pourquoi, si nous ne nous égosillons pas à crier : « Vive la Patrie », tant ce cri est devenu odieux et stupide dans certaines bouches, nous avons encore celui de : « Vive la Nation », que nos ennemis n'ont encore pu salir et qui, pour qui connaît le programme du Parti ouvrier, résume toute notre politique intérieure.

C'est en vain que l'on cherche à faire de nous des antinationalistes, toute notre politique montre que nous ne rêvons l'internationale que par la cohésion de nations subissant entre elles la même orientation que les intérêts individuels auront subie à l'intérieur de chaque nationalité. Etre internationaliste n'est pas être anti-nationaliste : qui a jamais pu supposer qu'associer deux intérêts était chercher à leur nuire ?

Le parti révolutionnaire est le parti organisateur : à l'intérieur, il organise par la nationalisation, c'est-à-dire

en socialisant les intérêts individuels ; à l'extérieur il organise par l'internationalisation, c'est-à-dire en socialisant les intérêts nationaux. Trouvez-moi un autre-programme aussi précis, aussi simple et aussi large !

20 octobre 1896.

(Le Réveil du Nord).

PARTI NATIONAL

Comme un diamant qui ne perd rien de sa pureté à être taillé et qui doit même son éclat à l'orientation de ses facettes, le programme socialiste ne peut craindre d'altérer sa haute signification historique et biologique en appropriant sa formule à de multiples adaptations économiques, politiques et philosophiques. On peut même affirmer qu'il ne fera que gagner, comme éclat et comme portée, en présentant à la masse des esprits chercheurs et inquiets de notre époque de liquidation sociale autant de spécialisations particulières, autant d'offres de solutions qu'il doit y avoir de demandes formulées.

Le parti socialiste a hautement et définitivement affirmé sa tactique révolutionnaire, qui est la conquête des pouvoirs publics dans la commune et dans la nation ; il faut qu'il s'engage aujourd'hui dans la conquête de l'opi-

nion publique et qu'il s'empare à la fois des consciences individuelles et de la volonté nationale.

Le premier coin enfoncé dans le vieux monde anarchiste et étroitement individualiste a été naturellement le programme du parti ouvrier que nous connaissons tous. Il aura été comme le premier boulet que la doctrine marxiste a envoyé dans les rangs de la bourgeoisie capitaliste. Son œuvre est considérable et décisive.

Mais à côté du travailleur de l'usine et de l'atelier, il y a le travailleur du sol et du sous-sol : et le parti socialiste, sans cesser d'être lui-même et pour étendre sa propagande de ce côté, a dû changer sa tenue de travail. De cette nécessité d'approprier une formule unique à différents modes d'exploitation humaine, sont sortis d'abord notre programme agricole, puis notre programme maritime.

Il reste des facettes à tailler, et l'on conçoit qu'au programme ouvrier, au programme agricole, au programme maritime, doit succéder dans les préoccupations des Congrès, dans la propagande écrite et parlée du Parti, l'élaboration d'un programme destiné aux salariés des professions libérales, sciences, arts, lettres, enseignement, médecine, droit, etc. Tout ce monde de travailleurs n'est pas accessible à nos programmes, tels qu'ils sont faits, et cependant la formule socialiste lui est applicable autant qu'aux autres.

De même — point capital —les aptitudes et les charges sexuelles de la femme, les intérêts supérieurs de la société et de l'espèce attachés à sa sauvegarde, lui créant vis-à vis des conditions actuelles de la production et de la

reproduction une situation distincte de celle de l'homme, le Parti devra, — il aurait dû — mettre à l'ordre du jour de ses congrès et de sa propagande la confection d'un programme féminin, purement protecteur de la femme exploitée comme salariée et comme femme — dépossédée comme salariée du produit de son travail et forcée, pour vivre, de se vendre dans son travail et dans son sexe ; dépossédée comme mère du produit de sa chair, si elle est mariée ; écrasée sous toutes les charges de la maternité, en dehors du mariage ; doublement serve comme productrice et comme reproductrice.

Ce que je vais dire semblera puéril, mais pourquoi le socialisme, qui apparaît à tant d'esprits comme la seule solution juste, féconde, fatale et salutaire, ne cherche-t-il pas à se rendre aussi *sympathique* à ceux qu'il veut gagner ? Il doit non seulement montrer le mal et son remède, mais il doit encore faire détester le mal par l'appât même du remède.

Il faut qu'à la misère économique, physiologique et intellectuelle, à toutes les formes de la cachexie sociale, il apparaisse comme la crise salutaire.

Il ne suffit pas de convaincre, il faut faire aimer la doctrine elle-même, la plus noble et la plus joyeusement libre que l'humanité ait encore conçue.

L'avènement du socialisme est fatal et tous les militants du parti disparaîtraient subitement qu'il suffirait de peu d'années pour le reconstituer aussi fort. Il est dans la force des choses ; mais il ne faut pas se contenter d'en faire une fatalité, il faut en faire un idéal

nettement pressenti et désiré. Son grand antagoniste est l'individualisme rétrograde, celui de la division infime des forces sociales exploitées par une minorité ; on lui oppose la propriété, l'initiative, la liberté, la morale individuelles.

La biologie nous montre que tout progrès organique se fait par la socialisation, c'est-à-dire par le passage d'une individualisation plus petite à une individualisation plus grande.

C'est la formule de l'évolution organique. La propriété devient de plus en plus collective ; féodalisée par quelques sociétés d'accapareurs, il lui reste à devenir nationale pour subir une individualisation supérieure, profitable à tous. L'initiative est de moins en moins individuelle; l'homme isolé pouvant peu réaliser, et le concours des volontés et des intelligences prenant forcément une forme de plus en plus socialisée.

La liberté individuelle, qu'est-elle pour celui qui doit se vendre pour vivre, utiliser toutes ses forces pour lutter contre la concurrence ? La liberté devient, elle aussi, collective par l'union des intérêts communs, par la cohésion dans les revendications et les efforts individuels. Mais la morale peut-elle être individuelle, quand, à chaque instant, nos petits intérêts personnels entrent en conflit avec les intérêts de l'Espèce et de la société.

Et puisqu'aujourd'hui rien ne dure et ne fructifie que par le placement, comment mieux placer notre propriété individuelle que sur l'évolution économique de la puissance nationale ; comment mieux développer notre initiative qu'en l'orientant non plus en vue d'un intérêt

étroitement égoïste, mais en vue d'un service social rendu à l'ensemble des intérêts associés ? Et notre liberté, peut-elle jamais être aussi étendue que quand elle se définit par la participation de chacun à une vie sociale plus libre et plus large ? La liberté de chacun s'agrandit par l'organisation plus parfaite de cet individu social qu'on appelle nation et moins la lutte est âpre entre les iudividus, plus sont reculées les bornes où la liberté de chacun est menacée par la liberté des autres. Et quand les intérêts matériels et intellectuels sont ainsi orientés et appuyés sur le devenir social, quelle base solide acquiert la morale personnelle, débarrassée des antagonismes entre les intérêts individuels, dans un milieu où il y a — enfin — plus d'intérêt à être honnête qu'à ne l'être pas !

Mais il est un point sur lequel le parti doit nettement se prononcer. La propagande socialiste doit, je le disais l'an dernier, avoir actuellement pour but la constitution d'une formule politique simple, décisive et évolutive. Cette formule, c'est l'évocation d'une nation organisée, d'une patrie vivante et consciente.

Il est extrêmement malheureux que le mot patrie nous soit opposé, à nous qui seuls avons un programme où ce mot ait un sens, par des imbéciles qui seraient bien en peine de le définir. Il est absurde que dans une foule de cervelles indécises les phrases creuses que rabâchent nos ennemis sur la patrie puissent tenir en échec notre programme de nationalisation.

Le mot de patrie est employé contre nous d'une façon stupide.

Il nous faut le prendre comme on enlève un drapeau à l'ennemi. Notre programme est patriotique, nationaliste et internationaliste par cela même qu'il est socialiste. C'est une position que nos ennemis ont prise contre nous ; il faut l'enlever de force, et montrer, sur le terrain même du patriotisme, que s'il existe un patriotisme raisonné, conscient et fort, c'est le nôtre ; que nous seuls, par la nationalisation, voulons faire une patrie, c'est-à-dire un patrimoine national, et une nation, c'est-à-dire une patrie vivante. Il faut que notre patriotisme tue le leur et que notre nationalisme étouffe leur chauvinisme.

Il ne faut pas craindre les mots quand on leur apporte un sens véritable. Le parti socialiste doit être le parti national nationalisant. Aucune équivoque n'est possible avec les idées de M. Georges Thiébaut. Ce malentendu qui a aventuré le patriotisme entre notre nationalisme et leur chauvinisme doit cesser ; et ce n'est pas parce qu'une foule d'imbéciles croient nous troubler en criant « vive la patrie », que nous devons le crier moins qu'eux. Ils se contentent du mot ; nous avons les choses au moins en programme prenons-leur aussi le mot.

Quant à l'internationalisme, faut-il être très intelligent pour comprendre qu'il associe, socialise des intérêts nationaux comme le nationalisme socialise des intérêts individuels, et que l'un ne fait que prolonger l'autre ? Le socialisme admet la socialisation simultanément dans l'intérieur de chaque nation et entre les nations elles-mêmes. En quoi la politique syndicale et com-

merciale nuit-elle à la politique nationale ? En quoi la politique nationale est-elle en opposition avec l'internationale ?

L'internationalisme n'est pas plus l'antinationalisme que le nationalisme n'est l'ennemi de l'individualisme bien compris. C'est être sottement individualiste qu'être égoïste ; c'est être mauvais patriote qu'être chauvin. Tout socialiste est à la fois individualiste, nationaliste et internationaliste, et notre parti doit être à la fois parti national et international. Il est temps qu'il le comprenne et l'affirme.

Février 1897.

(*Le Socialiste.*)

NATIONALISME

A mesure que s'effectue la concentration nationale et internationale des forces socialistes, toutes les forces réactionnaires éprouvent le besoin, de plus en plus pressant, de se concentrer de leur côté pour arrêter une fois de plus le soleil, faire tourner la terre à rebrousse-poils, écraser l'avenir sous le passé, et faire face à l'ennemi commun, le socialisme. La fameuse concentration dite républicaine est reconnue décidément insuffisante, d'abord parce qu'elle n'existe pas, et c'est là son moindre défaut, et aussi parce que son existence serait rendue impossible par les visées des ralliés, les intérêts franco-russes, les tendances de l'aristocratie financière et qu'il lui manquerait peut-être bien l'appui de la droite sans laquelle rien ne se fait aujourd'hui. Il faut une concentration ; elle a été cosaque, il y a quelques mois ; mais elle ne sera jamais républicaine.

Sous quel drapeau sonner le rassemblement ? Il est

impossible de parler du principe de l'accaparement qui est le vrai principe défendu par nos ennemis ; ni même de sa forme officielle, le capital. Il faut une doctrine, une religion, un culte. Peut-on crier, comme Gautier : « Vive sa majesté l'ordre des choses, et son auguste famille ! » C'est trop long, mais il y a de ça.

On a commencé par opposer à l'expansion socialiste, d'abord la religion sous les espèces sympathiques de Notre-Dame-de-l'Usine, des patronages et des pèlerinages ouvriers. Les socialistes n'ont pas assez ri pour être désarmés. On a lancé l'antisémitisme, qui fait long feu et fait à peine ses frais. Puis c'est l'antiprotestantisme qui s'établit en face, et cherche déjà à céder sa boutique.

On a repris le patriotisme, et sous son nom on a, d'une part, acclamé la nation sœur qui nous a lâchés en 1870, et, d'autre part, hué les quelques amis qui ont eu le cœur et l'audace de protester contre la continuation de la guerre après Sedan et contre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine ; on a expulsé même les élus des annexés d'Alsace et rejeté hors de France ceux qui représentaient tout ce qu'il y avait de protestataires dans ce vieux morceau de France, sacrifié définitivement pour plaire à la politique russe. Ce patriotisme-là a surpris bien des gens qui ont réfléchi depuis, et qui viennent au socialisme, à cause même de la définition qu'il donne du patriotisme mieux compris.

Enfin, maintenant, voici qu'un esprit que l'on ne peut croire qu'hostile au socialisme et que nous avons souvent trouvé mieux informé et mieux inspiré surtout —

M. Maurice Barrès — reproche aux socialistes l'*erreur internationaliste* et à Marx et aux marxistes de méconnaître « le nationalisme qui, dit-il, est la loi qui domine l'organisation des peuples modernes » (*Journal* du 22 janvier).

M. Barrès a trouvé l'étiquette que les concentrateurs cherchent depuis un quart de siècle. C'est sur le terrain nationaliste que pourra se faire la concentration antisocialiste. L'idée de patrie, même détachée des discours de distribution de prix, de comices agricoles, de tournées ministérielles et d'ordres du jour des régiments, même abstraite de l'évocation sympathique, des sociétés de gymnastes et de sports athlétiques, même à l'abri du rayonnement miraculeux des trois lettres L.D.P. que Déroulède a chipées à Joseph Balsamo, l'idée de patrie reste un peu flou et absconse en elle-même, vu le triste usage qu'on en fait journellement. L'idée de nationalisme est plus précise, plus combative, plus stratégique et plus vraie à la fois, et nous serions infiniment réjouis de voir les antisocialistes porter la lutte sur ce terrain, — par la bonne raison que le parti socialiste l'y a depuis longtemps portée de lui-même.

Que M. Barrès relise le beau discours de Delory, maire ouvrier de Lille, ses déclarations nettement, catégoriquement socialistes et patriotes à la fois et la phrase où il rappelle la superbe déclaration de Faidherbe, dont on érigeait la statue, et dans laquelle le grand patriote se montrait si nationaliste et si internationaliste en même temps, dans son républicanisme, que le socia-

lisme de notre ami n'avait pas un mot à y ajouter.

Qu'il se reporte aux déclarations si précises de Guesde et de Jourde à Croix-Wasquehal, dans une solennité patriotique que les patriotes réactionnaires durent laisser fêter par les socialistes.

3 octobre 1897.

(*Le Socialiste.*)

LE PÉRIL RUSSE

Pendant que les Français, cet hiver, seront exclusivement occupés à s'affubler de ces déplorables casquettes, dites russes chez nous et allemandes en Russie, et à étouffer dans les fourrures, parce qu'il fera froid à Pétersbourg, comme on replie le bas de son pantalon parce qu'il pleut à Londres, il pourrait bien se passer d'étranges choses en Orient.

Ce n'est pas sans une certaine satisfaction que nous comptons de combien d'années nos maîtres, les instructeurs de l'armée révolutionnaire, ont précédé les éducateurs les plus avancés de la société bourgeoise.

L'autre jour, c'était M. d'Estournelle qui découvrait, à l'horizon de la production européenne, l'énorme banquise dressée par la concurrence des pays jeunes et poussait des cris d'alarme en voyant combien le monde ancien se trouvait désarmé devant la poussée incessante des mondes nouveaux : Japon, Chine, Australie, etc.

Puis c'est M. Anatole Leroy-Beaulieu qui reconnaît en Russie l'organisation du prolétariat groupé par la conquête industrielle, et le danger, pour le travailleur français et bientôt même pour le capitaliste français, — de cette production russe, labourée et ensemencée par les capitaux français eux-mêmes. Il prédit une prochaine lutte de classes et même de révolutions politiques provoquées par les transformations économiques. Voyez la belle découverte et quelle merveilleuse clairvoyance permet à M. Leroy-Beaulieu d'enfoncer en Russie une porte largement ouverte depuis tant d'années en France et dans le monde entier par Marx et les autres, et que les économistes officiels croyaient avoir à jamais refermée. Lui aussi voit le péril russe, mais il ne le voit pas le premier, et il a beau finir en chantant l'hymne russe d'un air dégagé, il ne sait trop comment tout cela va se terminer.

Enfin, voici un très remarquable article de M. René Pinon, dans le dernier numéro de la *Revue des Deux Mondes* (15 septembre), où il apparaît que les Russes, admirablement secondés par la finance et la sottise françaises, pourraient bien tenter de mettre la main sur les productions incommensurables de la Chine et en inonder l'Europe. Il y a là, en Chine, une population de près de *quatre cent millions de producteurs* qui, industrialisés par les Japonais, exploités par les Russes, réaliseront une puissance productive unique, et le *péril prochain*, comme dit l'auteur, « sera imminent quand des peuples plus hardis — (les Russes), moins enfoncés, dans une routine séculaire, disposant de capitaux —

(sept milliards d'or français), et de soldats — (les nôtres en seront sans doute) — auront commencé cette mise en valeur de la Chine.., »

Si l'on jette les yeux sur une carte du monde, que l'on contemple cet immense empire russe et que l'on se représente en même temps l'insondable naïveté française, on constate aussitôt que la véritable question d'Orient n'est pas aux Dardanelles. Il y a encore une question d'Extrême-Orient, bien autrement menaçante pour l'Europe. Nous l'avons déjà signalée dans ce journal en remarquant que c'est au moment où la Russie a poussé ses voies ferrées vers l'Inde, au delà de la Caspienne, et vers le Japon et la Chine, avec le Pacifique comme terminus, qu'elle a su, à bien peu de frais, attirer la France dans son jeu.

Les sept milliards, que nous lui avons prêtés pour nous consoler des cinq que nous avions dû verser à l'Allemagne, la promesse de la paix européenne, garantie par notre sublime renoncement à l'Alsace et à la Lorraine, lui ont permis de déterminer, ou peu s'en faut aujourd'hui, les chemins de fer qui lui assurent la conquête par voie de terre de l'immense empire du Milieu. Notre action diplomatique, la campagne de presse contre l'Angleterre, et à l'occasion notre intervention militaire serviront à la Russie à neutraliser au besoin l'influence anglaise et la dévorante activité du Japonais. C'est ce que le *Matin* du 27 septembre appelle sans doute les « admirables desseins de la politique Moscovite », dans un article où il met en évidence la tortueuse politique des Russes, et qu'il intitule assez drôlement « Perfide Albion ».

Dans un an on traversera toute la Sibérie en chemin de fer ; et cette ligne sera comme le sillon où germeront toutes les richesses de cette Sibérie, aussi productive à elle seule que l'Europe et, grâce à nous, bientôt aussi productrice, et par où circuleront, vers nos marchés, tous les produits de cette Chine qui n'attend que l'industrialisation japonaise ou Européenne pour ruiner l'Occident. « Du péril prochain, dit M. Pinon, la Russie est loin d'être effrayée. Grâce à son chemin de fer, elle sera l'intermédiaire entre la Chine productrice et l'Europe consommatrice. Son industrie naissante n'aura pas à souffrir de la concurrence de la main d'œuvre jaune ; *au besoin, elle saura l'employer pour inonder l'Europe de produits à bon marché*... ; en exploitant la Chine. Les Russes, du même coup, mettront en valeur la Sibérie ; ils en feront rapidement l'un des plus grands centres de production agricole du monde. »

Le Japon avait ambitionné ce rôle d'exploiteur de la Chine, et il est intéressant de suivre, dans l'article de M. Pinon, la tactique habile qui permît à la Russie de manger les marrons que les Japonais avaient tirés pendant la dernière guerre sino japonaise, et cela sans perdre un homme ni un kopek. Port-Arthur est un terminus de la ligne qui part de Pétersbourg ; une autre ligne leur ouvre la Mandchourie et il se réservait le droit d'occuper militairement tous les ports importants !

« De Pékin en Europe, on mettra *vingt jours*, tandis qu'il en faut trente-cinq par le Transcanadien et quarante-cinq par Suez. Les marchandises utiliseront d'autant plus volontiers la nouvelle voie que, depuis quel-

ques années, les chemins de fer russes ont abaissé leurs tarifs de *trois quarts*. Ce prix de transport est devenu environ le *quart de ce qu'il est en France*. Le gouvernement du Fils du Ciel a consenti, en faveur de la Russie, à la suppression presque complète des droits sur les marchandises qui sortiront par ces voies ferrées, etc... »

Et non seulement les Russes ont acquis ces avantages en regardant se battre les Japonais, mais les avantages économiques les plus considérables leur seront fournis par l'industrialisation de la Chine, grâce à l'industrie japonaise.

M. Pinon cherche à montrer que nous avons aussi quelques intérêts, en faisant au Sud ce que les Russes font au Nord. « Nous n'avons guère à nous préoccuper, dit-il, de la concurrence japonaise, *car notre négoce et notre cabotage dans les mers chinoises sont presque nuls* (!) Notre Tonkin, notre Cochinchine sont riches, *mais manquent de colons* (!) Puisque nous ne colonisons pas nous-mêmes, *laissons coloniser chez nous par d'autres.* »

— Et voilà. En d'autres termes, nous n'avons là ni commerce, ni négoce, et notre intérêt, — chose exquise à s'entendre dire, « consiste à favoriser l'entente entre les deux concurrents pour l'exploitation de la Chine. *La France semble réservée, en cette circonstance, à la tâche généreuse de médiatrice* ». — On voit que nous sommes loin de la Chine.

Si MM. Félix Faure et Hanotaux n'ont pas senti le mépris qu'on avait pour eux en Russie, au moment où

ils ont signé implicitement toutes ces choses à Péterhof, sans compter d'autres peut-être plus coûteuses pour notre avenir, puissent-ils vivre assez pour connaître la haine et la colère qu'éprouveront bientôt par leur facilité et leur duplicité, tout ce que la France peut encore contenir de bons Français et de bons citoyens !

En attendant, le Capitalisme international n'y perd rien. Mais peut-être la main d'œuvre en Occident aura-t-elle bien peu à se réjouir de voir l'argent ou plutôt l'or français commanditer l'industrie, le commerce, les entreprises financières et militaires, favoriser le développement agricole et l'abondance des voies de circulation chez des étrangers qui n'ont pu, jusqu'ici, que nous engager à oublier nos défaites politiques d'il y a vingt-sept ans, — sans doute pour songer à nos prochains désastres économiques.

. . . .

J'écrivais ceci en 1897. Depuis, il y a eu la guerre russo-japonaise, la première révolution russe, étouffée grâce à l'or français, la république en Chine, l'écrasement de la Turquie, et l'espoir d'une seconde révolution en Russie...

7 janvier 1899.

(*Le Socialiste.*)

UN PROGRAMME INTELLECTUEL

Je demandais, il y a plusieurs années de cela, soit dans *le Socialiste*, soit dans *le Réveil du Nord*, « qu'au programme industriel, au programme agricole et au programme maritime succédât, dans les préoccupations des Congrès, dans la propagande écrite et parlée du Parti, l'élaboration d'un programme destiné aux salariés des professions libérales, sciences, arts, lettres, enseignement, médecine, droit, etc. Tout ce monde de travailleurs intellectuels, disais-je, n'est pas accessible à nos programmes tels qu'ils sont faits, et cependant la formule socialiste lui est applicable autant qu'aux autres ». Je demandais aussi un programme pour la production féminine et cette idée semble devoir faire son chemin.

Le mot de programme intellectuel s'impose actuellement, d'abord parce qu'il existe des travailleurs qui se sont proclamés intellectuels, et surtout parce que la

production intellectuelle est profondément entamée par les vicissitudes économiques qu'ont traversées les autres modes de production.

Il y a dans l'attitude adoptée par le parti socialiste à l'égard de ceux qu'on a appelés les intellectuels, la légitime défiance qu'ont forcément des révolutionnaires organisés pour des indignés, des révoltés d'occasion. Le prolétariat en veut à ces savants de ne pas savoir, d'étudier les mille formes de la vie en ignorant sa formule économique, de ne s'éveiller que quand depuis longtemps la bataille est engagée et de laisser voir, au moment où ils prennent les armes, le néant de leur instruction sociale et l'incohérence de leur tactique. Le sursaut du réveil nous montre combien était profond leur sommeil et il est naturel de se demander si, après qu'ils se sont un moment frotté les yeux, leur vue ne va pas rester trouble jusqu'à ce qu'ils se rendorment de nouveau.

Au point de vue social et socialiste, les intellectuels semblent aussi peu conscients de la machine sociale, de l'évolution économique du milieu qui produit tout, le pain comme la science, que l'ouvrier que n'a pas encore visité la propagande socialiste. S'ils se servent plus que lui de la spéculation cérébrale, ils sont moins que lui aux prises avec la morsure des faits et l'on ne sait jamais bien que ce qu'on a pu sentir.

Combien de nos savants sont restés des esprits religieux, combien de nos intellectuels sont bourrés d'invraisemblables préjugés sociaux et moraux? Il est curieux, pour tout socialiste qui a pu apprécier la solidité

des convictions, de la dialectique, de l'esprit discipliné et véritablement scientifique, d'un grand nombre d'ouvriers socialistes sans instruction autre que celle qu'a suggérée la propagande révolutionnaire, de constater que l'intellectuel actuellement en mouvement atteint à peine, dans ses maximum d'exaltation, le niveau de pensée des anarchistes. Sans doute, ils peuvent compagnonner avec ces derniers dans leurs réunions de ces temps derniers, sans que cela tire à conséquence. L'éloquence sonore, monotone et négative des anarchistes les retient un moment, mais l'habitude des méthodes de critique scientifique, la pratique du raisonnement déterministe et de la philosophie biologique leur montrerait vite le néant de l'individualisme rétrograde ; les idées d'expansion infinie de l'individu, de liberté, de vérité absolues, de droit, de justice immanente et autres hallucinations d'affamés — ou de blasés — ne pourront trouver place dans ces cerveaux raisonnants.

Il n'ont pas encore compris les causes, mais ils se décident à combattre les effets ; ils triomphent, en dépit de leur incohérence de doctrine, grâce à la profonde supidité des gardiens de ce qu'on a appelé l'honneur national. C'est d'ailleurs cette incohérence qui devait faire penser au Parti socialiste qu'après la disparition de la cause qui les unit pour le moment, rien ne permet de croire que le camp ne se dispersera pas aux quatre vents de la politique. Sans doute, des sympathies sont nées, des préventions tombées ; mais pouvons-nous considérer comme engagés à d'autres réformes, à d'autres résolutions ces gens que les plus terribles crises sociales

n'ont su émouvoir, et qu'elles ont d'ailleurs le plus souvent trouvés du côté où nous n'étions pas !

Sans doute, il est heureux qu'on déplore les sept mille hommes immolés à Madagascar à l'infâme incapacité de ceux qu'on attaque aujourd'hui, mais n'y a-t-il pas bientôt dix ans que M. Constans, pour ne citer qu'un exemple, démontrait en pleine Chambre que si l'on faisait en France, au point de vue sanitaire, ce qu'a fait l'Angleterre, on sauverait chaque année plus de cent mille existences. Ce chiffre ne valait-il pas qu'on s'éveillât un peu plus tôt ?

Mais il ne faut pas trop demander. Il a fallu qu'ils fussent touchés aux points sensibles, dans les sentiments sociaux qu'ils pouvaient avoir. Tant de lâchetés se sont montrées à côté de tant de cynismes que ceux-là qui ont pu trouver en eux cette vertu sociale, l'indignation, et la proclamer, méritent réellement de s'appeler des révolutionnaires. Quelle garantie désormais, pour chacun de nous, disent-ils, si une pareille injustice est tolérée ? C'est un tout petit point de vue révolutionnaire, mais c'en est un. Que les juifs se soulèvent pour sauver un juif innocent et victime d'une infamie militaire et catholique qui les atteignait tous, puisqu'elle était dirigée contre eux tous ; que de bons bourgeois défendent un des leurs, officier et riche, je trouve cela tout aussi naturel que le soulèvement des ouvriers pour protester contre une infamie patronale ou policière qui les menace tous en frappant l'un d'eux ; que des écrivains libertaires réclament l'abolition des lois scélérates, des lois d'exception, cela ne

peut étonner ceux qui ont réclamé le droit à la grève.

Combien, dans le Parti ouvrier, sont devenus socialistes et révolutionnaires à la suite d'injustices et de misères personnelles ? Ceux-là ont senti l'aiguillon révolutionnaire et sont entrés dans le sillon tracé devant eux, et leur conviction pour être née d'une nécessité individuelle en est-elle moins solide et moins bien argumentée ?

Il n'y a de solidarité vraie que la communion d'intérêts ; les militaires ne pouvaient s'y tromper. Tous se déshonoreront plutôt que de désavouer un traître acquitté par ses pairs et que l'on n'abandonne que le jour où il se met à avouer et à dénoncer ses complices. Les listes de la *Libre Parole* nous montrent l'enrôlement volontaire de nombreux généraux français dans le grand parti uhlan ; mais les militaires ont un avantage, ils ont une consigne là où nous n'avons qu'une conscience. La conscience est si faible en général qu'il suffit que la consigne soit forte pour que tout le monde aille de son côté. Quand M. Trarieux eut la mauvaise fortune de déclarer en plein Sénat que l'armée était la plus haute personnification de la patrie, au moment même où le général Billot se donnait comme la plus haute personnification de l'armée, il crut sans doute bien faire et c'est le général Billot qui l'emporta aux yeux de cette singulière patrie, au service de cette singulière armée, qui porte si honorablement la livrée nationale. Plus récemment, à peine M. Cavaignac eût-il fini de nous démontrer que les pièces inconnues du dossier secret

étaient d'autant plus authentiques que celles qu'il avait choisies entre toutes étaient plus fausses, que M. G. Monod entreprit d'établir que tout le corps de nos officiers est d'autant plus honorable que le grand Etat-Major contenait plus de faussaires.

Tout cela nous met assez loin de la doctrine socialiste.

Mais pouvons-nous exiger de ces intellectuels, des travailleurs des professions libérales, qu'ils fussent accessibles à nos programmes intellectuel, agricole ou maritime? Il y avait pourtant pour eux place dans nos rangs. Mais c'est, je crois, l'erreur de beaucoup des nôtres, de penser que la révolution, dans ses termes actuels de socialisme économique, doit entraîner, du même pas, toutes les capacités.

La question sociale, telle quelle est posée par le parti socialiste, est évidemment la clef d'autres questions, mais elle ne les contient pas toutes. Je l'ai montré pour la question sexuelle et j'ai esquissé la lutte des sexes à côté de la lutte des classes et lui survivant, j'ai montré un sexualisme indépendant du socialisme.

De même la production intellectuelle, si elle est forcément tributaire des lois de la production économique dans ses conditions immédiates, s'en détache dans certains termes et nécessite un programe propre à sa particularité.

Il y a pour eux place dans nos rangs. Ce sont des travailleurs qui sont plus longtemps que d'autres préservés de l'incessante crise sociale qui a formé successivement les assises profondes du prolétariat, mais ils sont atteints par la fatalité économique qui domine

toutes les formes de la production humaine, car eux aussi se vendent pour vivre et chez eux comme partout l'exploitation a créé des classes antagonistes.

Qui ne voit que la production intellectuelle subit les mêmes transformations économiques que la production industrielle ? Ici, le machinisme abaisse la main-d'œuvre, simplifie et réduit l'intervention personnelle et humaine, crée un prolétariat ouvrier sans cesse croissant ; là, la technique scientifique, si développée de jour en jour, et représentant nettement le machinisme dans la production scientifique, se substitue à la sagacité, à l'universalité cérébrale, si merveilleuse jadis, quand l'intellectuel était comme l'artisan forcé de tout savoir et de tout faire. Les laboratoires, les procédés d'analyses si précis dans les sciences physiques et naturelles enlèvent à l'ouvrier intellectuel une grande partie de sa valeur individuelle pour en faire, comme dans l'industrie, un rouage vigilant et conscient du machinisme scientifique. L'extrême diffusion des œuvres produites, l'énorme mise en circulation du savoir contemporain facilitent le nivellement des valeurs individuelles en saturant la capacité intellectuelle de la grande majorité des producteurs.

Il s'en suit aussi, à côté du surmenage, une surabondance de producteurs et une production surchauffée par la concurrence, puis du chômage et de la dépréciation ; combien de professions jadis forcément individuelles deviennent collectives, comme les industries, pour résister à la concurrence intraprofessionnelle ; combien de spécialités, nées d'hier, s'associent aussitôt, formant des

organes complexes de production scientifique, les gros écrasant les petits et les isolés ; la production intellectuelle devient collective, chacun des producteurs s'assimilant ce que produisent tous les autres ; la science se socialise avec des crises identiques à celles qu'ont traversées les autres formes de la production humaine, éveillant déjà, chez les plus avisés de nos ennemis, l'idée d'un féroce protectionnisme des formes condamnées, et de lois réductrices prohibitives de l'instruction générale de la nation. Il existe déjà un prolétariat intellectuel, voici venir un véritable prolétariat bourgeois. C'est une force à discipliner comme les autres.

3 octobre 1900.

Lettre à *L'Aurore* après le Congrès de la salle Wagram.

Citoyen de Pressensé,

Permettez à un dreyfusard du Parti ouvrier français, — aussi satisfait d'avoir, à la réunion de la salle Wagram, rompu avec tout le monde et le n'importe quoi socialistes qui suivent Jaurès, que d'avoir dans les tout premiers porté son nom à l'*Aurore* le lendemain même de « J'accuse », de mettre au point plusieurs choses que définit mal, à mon avis, votre article d'hier. Il y a un parti qui a rencontré plus de haines vraies que le parti dreyfusard, c'est le Parti Ouvrier Français. Ne vous reposez pas dans la médiocre satisfaction de penser comme la majorité. Votre belle évolution vers le socialisme ne peut s'arrêter déjà ; la majorité est toujours composée de fatigués et de rétrécis.

E. Zola, dans sa respectueuse lettre à M. Félix Faure, dénonçait un crime militaire et clérical un peu plus cynique que tant d'autres ; c'était naïf et hardi. Nos torts sont plus grands.

Notre parti a, le premier, fixé les revendications pro-

létariennes sur le solide terrain de la lutte de classes, peu sympathique aux cerveaux légers qui caracolent autour du socialisme en marche ; les premiers, nous avons transformé le féminisme bourgeois en un sexualisme scientifique, rattachant la question sexuelle à la question sociale ; les premiers, nous avons dénoncé le boulangisme, et laissé, à cette occasion, glisser dans l'eau trouble des alliances bourgeoises nos camarades de la veille ;

Les premiers nous avons dénoncé et combattu l'antisémitisme, et il fut un temps, bien avant l'affaire Dreyfus, où Drumont, Morès et Guérin ne trouvaient devant eux que Guesde et Lafargue ;

Les premiers nous avons attaqué le nationalisme à la Barrès en lui opposant notre programme de nationalisation et d'internationalisation ;

Les premiers nous avons dénoncé la honteuse duperie de l'Alliance russe que vous combattez à l'*Aurore* ;

Les premiers nous avons montré que l'affaire Dreyfus n'était qu'un épisode agonique de la désorganisation sociale et déclaré aux intellectuels, qui désertaient vaguement la bourgeoisie, que nous ne les accepterions dans nos rangs qu'après un stage et que la Révolution n'avait pas à s'éclairer de leurs feux de paille ;

Les premiers, nous avons montré aussi que ce qu'on appelait si triomphalement l'entrée du socialisme au ministère ne pouvait être que l'entrée du ministère dans le socialisme, et que, malgré le riant spectacle qu'offraient l'autre jour les nombreuses organisations écloses de la veille sous la rosée ministérielle, nous ne

confondrions jamais la défense socialiste avec la défense républicaine ;

Les premiers enfin nous rompons avec les socialistes ralliés à la République bourgeoise, persuadés que tous les socialistes conscients comprendront avant peu que ce qu'on appelle Défense républicaine n'est que la défense de la domination bourgeoise et capitaliste contre ses ennemis du passé, et que nous restions, nous seuls et toujours, ses irréductibles ennemis du présent et de l'avenir.

3-10 février 1901.

(*Le Socialiste.*)

NATIONISME

Le jour où la bande des derniers Cartouche et l'armée des derniers Mandrin ont mis la main sur le nationalisme, elles ont joué un assez méchant tour aux socialistes. Le colosse du socialisme a senti qu'un de ses pieds devenait d'argile et put craindre l'ataxie. Notre sectarisme bien connu depuis le Congrès de la salle Wagram avait toujours cru naïvement que l'internationalisme consistait à internationaliser des nations nationalisées, et qu'on ne pouvait être internationaliste entre nations qu'en étant en même temps « nationaliste » dans les nations. Quand nos programmes du Parti Ouvrier français cessent un moment de parler internationalisation, c'est pour réclamer la nationalisation de tout le patrimoine national accaparé par nos parasites. L'un ne va pas sans l'autre, et nous l'avons dit cent fois.

Mais à côté du nationalisme de nationalisation, on a vu renaître le nationalisme de nationalité. Quand

M. Barrès, un esprit sagace, mais pas bien sérieux, a lancé la chose, le Socialiste a réclamé hautement contre l'équivoque, comme on l'avait déjà fait dès 1895, contre la suffisance et l'insuffisance intellectuelle de ces esprits qui ne peuvent dépasser les étroites limites de leur individualisme que pour atteindre celles de nationalité. Notre formule à nous était autrement large et saine.

« Le parti révolutionnaire, disions-nous, est le parti organisateur : à l'intérieur il organise par la nationalisation, c'est-à-dire en socialisant les intérêts individuels ; à l'extérieur, il organise par l'internationalisation, c'est-à-dire en socialisant les intérêts nationaux. » Et nous reprenions le vieux cri de : « Vive la Nation » qui ferait trembler les nationalistes s'ils l'entendaient de nouveau.

« M. Barrès, écrivais-je ici en février 1897, a trouvé l'étiquette que les concentrateurs cherchent depuis un quart de siècle. C'est sur le terrain nationoliste que pourra se faire la concentration antisocialiste. L'idée de patrie, même détachée des discours de distribution de prix, de comices agricoles, de tournées ministérielles et d'ordres du jour des régiments, — même abstraite de l'évocation sympathique des sociétés de gymnastes et de sports athlétiques, même à l'abri du rayonnement miraculeux des trois lettres L. D. P. que le grand cophte Déroulède a chipées à Joseph Balsamo, l'idée de patrie reste un peu flou et absconse en elle-même, vu le triste usage qu'on en fait journellement. L'idée de nationalisme est plus précise, plus combative, plus stratégique

et plus vraie à la fois, et nous serions infiniment réjouis de voir les antisocialistes porter la lutte sur ce terrain, — par la bonne raison que le parti socialiste l'y a depuis longtemps portée lui-même. »

Puis l'Affaire est venue, et la doctrine nationaliste, c'est-à-dire la fédération de tous les chantages politiques et autres qui assiègent la vieillesse de la République bourgeoise, la doctrine nationaliste a pris dans cette boue clérico-militaire une trempe inespérée même de l'Internationale noire, catholique et romaine qui l'a remuée. D'une tache de l'Etat-Major, une simple trahison sans importance, on a barbouillé tout l'Etat-Major, ça a tenu. Un beau tapage pour une minime affaire dans un pays où par l'esprit de discipline, « cette force première des armées » on a vu et on verrait encore soixante-dix-mille hommes, — les braves gens ! — se rendre à l'envahisseur sur le signe auguste d'un maréchal de France, avec armes et drapeaux, d'un seul trait. Le temps de trouver un pauvre bouc émissaire, et l'on crut l'incident clos. Mais le cléricalisme tenait à tremper son arme, et il avait beau jeu avec les défenseurs de la justice et de la vérité qui, comme Trarieux, proclamaient que l'armée était la plus haute personnification de la patrie au moment où la plus haute personnification de l'armée était le général Billot ; ou qui,comme Demange, faisaient du colonel Henry le type du loyal soldat.

Pour effacer la tache de l'Etat-Major, on barbouilla toute l'armée, comme pour effacer la honte de l'armée, on barbouilla, par l'amnistie, de la même infamie, toute la Nation. Nous voilà bien. C'est Cornély, le père des

krachs, qui a trouvé la formule de l'éponge ; salissez le tout, on ne verra plus les taches !...

Aujourd'hui, le nationalisme, de toutes ces hontes bues, est devenu gros et gras. Si gros qu'il a fait peur à certains socialistes, qui se sont ralliés sans hésiter à la République bourgeoise, les plus avisés étant déjà à l'abri dans des ministères ou aux environs.

L'affaire de la salle Wagram nous a débarrassés de tous les ralliés, et le Parti Ouvrier français n'a plus aujourd'hui qu'à serrer les rangs et les idées.

Nous ne pouvons pas abandonner la base de notre propagande et de notre programme, qui est avant tout, la nationalisation. Sans doute à beaucoup d'entre nous le cœur lèverait à l'idée de reprendre le mot de nationalisme là où il est tombé. Mais tous nous savons que nous ne pouvons laisser falsifier la moitié au moins de notre doctrine. N'avons-nous pas l'internationalisme de la Congrégation, l'alliance internationale contre le socialisme, etc ? Tous nos ennemis sont internationalistes eux aussi, cela nous empêche-t-il de l'être à notre façon ? Si quelque Barrès de plus grandes dimensions lançait l'antisocialisme international comme on a lancé le national, devrions-nous nous laisser enlever notre étiquette internationaliste comme nous avons laissé prendre la nationaliste ?

En fait, nous devrions reprendre le nationalisme et reporter notre effort sur ce terrain, opposer le *nationalisme de nationalisation* au nationalisme de chantage et de nationalité, engager la lutte à la fois sur la chose et sur le mot. Ne pas craindre les mots et ne pas se

soucier des individualités, c'est la première condition d'une campagne clairvoyante et libre.

Prenons au moins le nationisme et l'internationisme, nous y gagnerons deux syllabes et dix ans de lutte ; nous jetterons une grande lucidité dans les idées des amis et des ennemis, une grande simplicité dans la propagande et dans le programme. Sur le terrain de la nationalisation, notre programme n'a pas d'équivoque à craindre ; hors de nous personne ne la désire, au contraire. Nationaliser le patrimoine national, y compris l'Etat, c'est toute notre révolution au-dedans de chaque nation et la condition immédiate de toute internationalisation.

10-17 mars 1901.

(*Le Socialiste.*)

RESTONS NOUS-MÊMES

Nous demandons tous l'unité, c'est entendu. Et cela, parce que nous voulons que le parti socialiste pénètre comme un clou dans le vieux monde bourgeois et le fasse éclater. Or un clou ne s'enfonce bien que s'il n'a qu'une seule pointe, et l'union telle qu'on nous la fait entrevoir serait comme un clou à trente-six pointes et à trente-six têtes. C'est donc bien l'union que peuvent souhaiter les socialistes qui entrevoient la révolution vers l'an 3.000 environ. Nous ne voulons pas de ce genre d'unité.

Jamais nous ne nous associerons aux socialistes qui se sont si opportunément ralliés à la République bourgeoise. Leur chemin n'est pas le nôtre. Nous ne nous attarderons pas davantage à mettre en faisceau les bâtons flottants qui dérivent autour de nous.

Restons chez nous et parlons de nos affaires. Avant tout restons pointus, c'est dans notre caractère.

Pour cela, commençons par secouer loin de nous

quelques vieux malentendus qui ne peuvent qu'émousser notre force de pénétration et fausser notre pointe. Un des plus déplorables est la confusion — entretenue par nos ennemis et propagée par eux dans les milieux socialistes — entre l'internationalisme et l'antinationalisme. On ne peut pas être moins antinationaliste qu'un internationaliste, puisque l'internationalisme socialiste est la socialisation des intérêts nationaux, communs à toutes les nations organisées. Associer des nations n'est pas les détruire.

Réunir plusieurs choses en les supprimant est d'une singulière arithmétique. Pour la même raison qu'il est tout le contraire d'un antinationaliste, l'internationaliste est forcément et en même temps nationaliste, et notre Programme du Parti Ouvrier est très net sur ce point (p. 24). « Une Révolution seule, en effet, — comme l'affirment les considérants du programme, — permettra à la classe productive de s'emparer du pouvoir politique et de le faire servir à l'expropriation économique de la petite France capitaliste et à la nationalisation ou socialisation des forces productives. »

La socialisation des intérêts individuels est le nationalisme, c'est-à-dire la nationalisation du pays ; la socialisation des intérêts nationaux est l'internationalisme, c'est-à-dire l'internationalisation des nations. On ne peut internationaliser que des choses nationalisées, ou les mots ne veulent rien dire ; et il ne faut pas confondre internationaliser et dénationaliser. Donc le Parti Ouvrier est nationaliste et internationaliste, par cela même qu'il est socialiste.

Je ne parle, bien entendu, que du nationalisme de nationalisation, et non de l'entreprise de chantage où la vieille République bourgeoise expie ses lâchetés.

Un second malentendu soigneusement entretenu pour émousser la formule socialiste est l'antagonisme absurde entre l'*individualisme* et le *socialisme*. Quelle doctrine favorise plus l'évolution individuelle que le socialisme? Dans quel milieu l'individu aura-t-il moins à vendre tout ou partie de lui-même et de sa possession individuelle pour vivre? Dans quel milieu le minimum indispensable à la vie individuelle sera-t-il mieux garanti que là où les intérêts fondamentaux de l'existence seront assurés par la socialisation nationalisée et internationalisée de ces intérêts? Dans le milieu social actuel, chaque individu doit se vendre tout entier pour assurer sa survivance et sa reproduction ; s'il est des privilégiés qui, par la fortune, ont une liberté relative, combien plus nombreux ceux à qui la misère fait une loi de se vendre plus qu'entiers et de compromettre par le surmenage et l'usure professionnelle, sans compter le chômage, leur capital d'existence individuelle et celui de leurs enfants, c'est-à-dire l'espèce elle-même? Où est la liberté individuelle, là où la concurrence entre individus s'oppose encore à la socialisation des intérêts individuels? Rien n'est plus individualiste que le socialisme, car il assure le minimum à chacun et libère ainsi l'évolution individuelle.

Voilà donc deux points à fixer. Le socialisme implique le nationalisme et l'internationalisme, et il est la plus heureuse solution de l'expansion individuelle, non par

la meurtrière concurrence, mais par la socialisation des intérêts communs et fondamentaux de tous.

Mais si chacun de nous veut prendre un par un tous les articles de notre programme, aussi bien dans sa partie économique que dans sa partie politique, il constatera qu'ils signifient tous : nationalisons. Ils peuvent se résumer ainsi :

« La nation garantit à tous ses membres la liberté de penser, de parler, d'écrire, la liberté de réunion et d'association intra et internationale, la dignité et l'indépendance professionnelle, civile et sexuelle. Elle reprend le budget des cultes, les biens de main-morte, meubles et immeubles, des corporations religieuses et de leurs annexes industrielles et commerciales ; elle nationalise les chemins de fer, banques, mines, etc. ; supprime la Dette publique ; organisme la défense en la nationalisant et abolit l'armée professionnelle, parasite et antinationale, incapable de sauvegarder la dignité nationale et l'intégrité du territoire. La commune est responsable, vis-à-vis de l'individu, de la protection nationale et, vis-à-vis de la nation, de la contribution individuelle à l'ordre et au développement social.

« La nation garantit au travail nationalisé l'hygiène, la sécurité, la dignité, le développement scientifique et la pleine rémunération de son effort, prenant à sa charge l'éducation, la surveillance et l'assistance des enfants, des vieillards et des infirmes ou invalides du travail. »

Le socialisme aboutit à la responsabilité mutuelle de la nation et de l'individu, c'est-à-dire à l'individualisation de la nation.

12 mai 1907.

(*Le Combat*, Montluçon.)

MISE AU POINT

La récente déclaration de Bebel au reporter d'un de nos grands journaux réactionnaires aura, on peut l'espérer, définitivement corrigé le contre-sens qu'ont commis depuis quelques années certains socialistes à la suite d'Hervé, et que le journal le *Socialiste* signalait dès 1895.

Ce contre-sens grossier consistait à confondre *internationalisme* avec *antinationalisme*.

Le parti socialiste international n'a pas attendu Hervé pour être antimilitariste et pour reprocher à l'armée de porter toutes les livrées, celle d'un homme, d'une caste, d'une classe, du pape, du patron, mais jamais la livrée nationale. Par une douce ironie, un groupe du jardin des Tuileries représente l'Alsace défendant l'armée française ; c'est l'histoire de ces trente dernières années, où la Revanche nous a déjà coûté bien plus cher que la Débâcle. L'armée a mal défendu la nation contre ses

ennemis du dehors, mais elle défend bien contre elle ses ennemis du dedans. C'est son rôle historique et le militaire est l'ennemi du citoyen, chacun sait ça.

Mais la question n'est pas là. Le mal est dans l'équivoque lancée contre nous par nos ennemis et qu'ont sottement exploitée certains des nôtres.

En 1895, au moment où Thiébaud et Barrès inauguraient le nationalisme des Jules Lemaître et des Jules Guérin, le *Socialiste* disait (25 août)... : « Il faut toute la mauvaise foi des adversaires du socialisme et l'insondable naïveté de ceux qui les écoutent pour qu'il soit permis d'opposer, comme on le fait tant aujourd'hui, le patriotisme au collectivisme. — Et je me demande quelle singulière conception peuvent bien avoir du patriotisme, ceux-là mêmes qui ont l'aplomb de nous traiter d'antipatriotes, alors que nos orateurs n'ont à la bouche que les mots de *nationalisation*, de retour à la *nation*, de monopoles d'Etat préparant la production *nationalisée*, la création de services *nationaux*, etc.

« Il est curieux que ce soient ceux qui veulent la nation grande, forte, féconde et belle, qui soient les antipatriotes, et ceux-là qui la font divisée, livrée au laisser-faire laisser-passer à l'anarchie dans la production et dans la consommation, à l'exploitation réciproque des fils d'une même mère, à l'usure, au vol consacré et encouragé sous mille formes, aux banqueroutes sans cesse acceptées, aux humiliations extérieures et à d'indignes et dégradantes alliances qu'on croit légitimes par la peur, — c'est ceux-là qui sont les vrais patriotes ! »

Ceci paraissait à l'époque où un de nos grands jour-

naux proposait qu'on abandonnât le 14 juillet et qu'on prît pour fête nationale celui où le Tzar mettait le pied sur le sol français.

C'était également l'époque où Paris et la France se paraient de drapeaux tricolores sur lesquels était imprimée l'aigle noire des Romanoff. Les deux livrées n'en firent plus qu'une ce jour-là ; — je continue à citer.

« Oui, c'est nous, les internationalistes, qui, seuls, pouvons honnêtement parler de nationalisation, parce qu'elle est presque tout notre programme politique et le premier stade de notre révolution : parce que l'*internationale* rêvée n'est possible *qu'entre nations* déjà organisées, mûres pour l'entente réciproque et dont les intérêts subiront une commune orientation.

« Nous seuls, sommes un parti d'organisation, tous les autres sont les mille formes de l'anarchie individuelle ou nationale. De même nous seuls donnons au mot *patrie* son véritable sens pratique, parceque nous voulons une nation maîtresse d'elle-même, organisée par la socialisation systématique et évolutive des forces et des intérêts individuels, vivant comme tous les êtres organisés, — et non un champ de bataille divisé en lots et en positions antagonistes.

..... « Tout notre programme est inspiré de cette idée : « nationaliser », c'est-à-dire faire vivre la patrie de la vie organique et en faire autre chose qu'un mot sonore et creux ; faire participer chacun à la vie nationale et de la vie nationale. C'est pourquoi, si nous ne nous égosillons pas à crier : « vive la patrie ! » tant ce mot est devenu odieux et stupide dans certaines bouches, nous

avons encore celui de « vive la Nation », que nos ennemis n'ont pu encore salir et qui, pour qui connaît le programme du Parti ouvrier, résume toute notre politique intérieure.

« C'est en vain que l'on cherche à faire de nous des nationalistes, toute notre politique montre que nous ne rêvons l'internationale que par la cohésion de nations subissant entre elles la même orientation que les intérêts individuels auront subie à l'intérieur de chaque nationalité. Etre internationaliste n'est pas être antinationaliste ; qui a jamais pu supposer qu'associer deux intérêts, était chercher à leur nuire ?

« Le parti révolutionnaire est le parti organisateur : à l'intérieur, il organise par la *nationalisation*, c'est-à-dire socialisant les intérêts individuels ; à l'extérieur, il organise par l'internationalisation, c'est-à-dire en socialisant les intérêts nationaux. »

En 1899, le 20 octobre, dans un article intitulé *Le Parti national*, j'écrivais dans le *Réveil du Nord*, alors organe du parti :*Notre programme est patriotique, nationaliste* et *internationaliste par cela même qu'il est socialiste*... Le parti socialiste doit être le parti *national*, *nationalisant* .....

Je reprenais cette thèse par le *Socialiste* du 15 février 1897. Après le Congrès de la salle Wagram, j'écrivais à de Pressensé, dans l'*Aurore* du 9 octobre 1900 : « Les premiers (nous marxistes), nous avons attaqué le nationalisme à la Barrès, en lui opposant notre programme de nationalisation et d'internationalisation ». En février 1901 je reprenais la question. « Nous ne pouvons pas abandon-

ner la base de notre propagande et de notre programme, qui est, avant tout, la nationalisation. Sans doute à beaucoup d'entre nous, le cœur lèverait de reprendre le mot de nationalisme là où il est tombé. Mais nous savons que nous ne pouvons laisser falsifier la moitié au moins de notre doctrine...

« En fait, nous devrions reprendre le nationalisme et reporter notre effort sur ce terrain, opposer le *nationalisme de nationalisation* au nationalisme de chantage et de nationalité, engager la lutte à la fois sur la chose et sur le mot...

« Prenons au moins le *nationisme* et *l'internationisme* nous y gagnerons deux syllabes et dix ans de lutte ; nous jetterons une grande lucidité dans les idées des amis et des ennemis, une grande simplicité dans la propagande et dans le programme. Sur le terrain de la nationalisation, notre programme n'a pas d'équivoque à craindre ; hors de nous, personne ne la désire, au contraire. Nationaliser le patrimoine national, y compris l'Etat, c'est toute notre révolution au dedans de chaque nation, et la condition immédiate de toute internationalisation »...

En mars 1901, je montrais que tous les articles de notre programme, pris un par un, signifiait : *nationalisons*.

Il est temps que l'équivoque cesse et que tout contresens, que tout non-sens disparaise de notre propagande. Qu'on s'en serve contre nous, cela est naturel, mais que des nôtres s'y laissent prendre, c'est pitoyable. Comme nos camarades d'Allemagne et de tous les

pays, nous défendrons le patrimoine national contre les ennemis du dehors en temps de guerre et contre les ennemis du dedans en temps de paix. L'Internationale ne sera demain que si la Nationale est aujourd'hui, et cela ne se fera pas sans coups de fusil, à moins que l'armée ne passe du côté de la nation, ce qui s'est déjà vu dans notre histoire.

22 mars 1913.

(*L'Humanité.*)

CONTRE LES TROIS ANS

Toute la partie mâle de chaque génération sera appelée, dès qu'elle aura vingt ans, à faire le service militaire. Jusque-là, sa croissance ne sera nullement surveillée, elle poussera au hasard ; aucune de ces facultés, de ces qualités que le service national réclamera d'elle du jour au lendemain n'aura été cultivée.

A vingt ans, une masse considérable de déchets. Quant au reste, on le prend, on l'enlève à la vie nationale, civile, individuelle, et on juge que trois ans ne sont pas de trop pour en faire la masse disciplinée que les gouvernants auront à mobiliser peut-être contre les armées étrangères, certainement contre le prolétariat national.

A la naissance de chaque petit garçon, la nation compte un futur soldat. Elle a vingt ans devant elle pour faire ce soldat à sa convenance. Elle laisse passer

ces vingt années, pendant lesquelles son développement physique est ignoré, abandonné, sacrifié à l'abominable épuisement scolaire, écrasé sous le criminel encombrement des classes et des programmes. Elle ne surveille pas cette croissance physique et morale : elle ne semble pas songer qu'elle aura besoin non seulement d'un soldat, mais d'un homme et d'un citoyen, d'un mâle et d'un travailleur pour la ruche sociale.

Puis, quand il a vingt ans, elle se souvient tout à coup de lui. Et pour la première fois, l'examen physique intervient, et il faut le reconnaître, constate un état lamentable de la race. Il suffit de voir passer un de nos régiments, avec cette pauvre humanité dégradée et mal venue, cette jeunesse qui n'en est pas une, pour se faire une idée de ceux dont on n'a pas voulu.

Alors, de ceux qu'on a trouvés à peu près bons, on fera des soldats en trois ans. Puis après, on les reversera au tas.

On m'a raconté qu'un chirurgien de nos hôpitaux avait eu l'idée de proposer aux parents des élèves, dans un de nos grands lycées, de faire officieusement commencer dès quinze ans l'examen physique de leurs enfants au point de vue aptitude millitaire, de façon à pouvoir, en cinq ans, redresser, corriger, parfaire les constitutions physiques des garçons et les amener systématiquement au niveau exigé. Le pays, les enfants y eussent gagné. Les parents refusèrent. Le goût pour le noble métier des armes est, en réalité, si peu dans le sang français, ou bourgeois, qu'une foule de pères de famille se consoleront de l'infirmité de leur enfant

en pensant qu'au moins, il ne fera pas son service. On ne va plus jusqu'à les estropier avant la conscription, comme autrefois, mais si la bonne nature les dispense elle-même de la servitude militaire, pourquoi contrarier la nature ?

Si notre garçon est refusé au service pour débilité, pour tuberculose, nous le marierons le plus vite possible, pendant que ses camarades seront à l'armée. En tout cas, il ne perdra pas ses trois ans à oublier son métier et à laisser prendre les bonnes places. Quant à la guerre, si elle arrive, elle se fera sans lui ; les autres, les valides, les utiles, se feront casser la tête pour lui ; tout est donc pour le mieux. Et s'il fait souche de tuberculeux, autant que les Prussiens n'auront pas, comme on disait jadis.

Je ne me rappelle plus l'argument par lequel ces braves parents s'étaient opposés à l'examen médical de leur progéniture, pendant les années scolaires. Sans doute, d'abord pour ce que je viens de dire, mais ils n'ont pas dû l'avouer. Mais ils ont certainement dû mettre en avant l'argument qui a servi, dans le même esprit, à propos de l'impôt sur le revenu : leur horreur bien naturelle de toute inquisition médicale, qui se mêle parfois de remonter aux antécédents paternels, idée tout à fait insupportable. La liberté des pères de famille doit profiter de l'incroyable absurdité de la loi, qui permet la moisson de l'humanité quand elle est mûre, mais ignore totalement sa culture jusque-là.

La vaccine est obligatoire dans les écoles, et partout elle pourrait l'être. Pourquoi l'inspection médicale, au

point de vue de la culture individuelle, et même au point de vue du recrutement militaire, puisque nous en sommes encore aux siècles barbares, ne pourrait-elle pas saisir le jeune citoyen dès son entrée dans le monde, et se faire responsable de sa maturation et de sa culture vis-à-vis de la nation ? Il est pénible de reconnaître qu'un garçon ne vaut rien au point de vue national, quand il a vingt ans ; mais pendant ces vingt années, eût-il été si difficile d'en faire un homme valable et valide ?

Les programmes scolaires sont supérieurs à la capacité physique et intellectuelle du plus fort de chaque classe, très au-dessus de la capacité de l'élève moyen, infiniment au-dessus de celle du plus faible. Il y a donc surcharge, et par suite, déformation, Or, chaque enfant travaille déjà vingt-quatre heures par jour à sa croissance. Il faudrait sans hésitation aucune retirer les trois quarts de la matière enseignée.

Un enseignement dans lequel on donnerait aux enfants deux cents idées par an, une par jour d'école, serait un enseignement merveilleux et d'une fécondité infinie, Nous en sommes loin. On surcharge effroyablement certaines capacités, on néglige toutes les autres. Il s'en suit que non seulement le corps, mais l'esprit pousse tout de travers. Et après les années scolaires, quand l'enfant est déformé, mais figé dans sa déformation par les vingt ans de croissance malheureuse qu'on lui a laissé mal faire, on demande encore trois ans de vie brutale pour en faire le meurtrier discipliné et maniable dont on peut avoir un jour besoin. Total, vingt-

trois ans de sacrifiés, plus de la moitié de ce que l'homme vit en moyenne.

Rien ne serait plus facile que de cultiver cette croissance dans un but d'appropriation à la vie sociale, à la vie individuelle, et même à la vie militaire, si l'on veut. Un garçon de quinze ans peut apprendre le détail de la vie militaire, apprendre à marcher, à monter à cheval, à nager, à faire des marches d'endurance et d'entraînement, à manier un fusil, un sabre, à faire de petites manœuvres collectives. A vingt ans, il serait prêt au service militaire vrai ; il suffirait de peu de mois pour en faire un soldat. Il ne serait pas nécessaire d'ajouter l'abrutissement militaire à l'abrutissement scolaire et l'on aurait une armée autrement solide que celle que nous voyons et que l'on considère aujourd'hui comme si insuffisante. En temps de guerre, de nécessité, on trouverait facilement des garçons de dix-neuf, de dix-huit et de dix-sept ans capables de faire en peu de temps des soldats. La préoccupation du développement physique et de l'appropriation à un service national contribuerait singulièrement à faire sauter cet épouvantable moule universitaire dans lequel ont été étouffées tant de générations.

Le surcharge scolaire est pour notre pays au moins aussi dangereuse pour la race que la surcharge des armements pour le travail et pour l'épargne de la nation. Et l'Université aura aussi bientôt son compte à régler vis-à-vis de l'opinion publique.

En vingt ans, le service national de l'instruction publique devrait avoir fait des hommes, et de ces hommes

des citoyens capables de défendre le sol national. Nous en sommes bien loin. Elle n'y a pas songé. Et après ces vingt ans si mal employés, le service de la guerre prend ces hommes comme il les trouve, mal faits et mal appris, et il les prend pendant trois ans pour en faire des machines à meurtre, à conquête...

Nous sommes loin de l'idéal socialiste, dans lequel la nation est responsable vis-à-vis de chacun de sa culture, de sa préparation à l'activité individuelle et sociale ; nous sommes loin de la ruche, de la fourmillière, où chaque sujet a dans le sang la conscience et l'instinct de l'intérêt national. Nons sommes un pays riche par la suppression de la natalité ; nous prêtons à l'étranger l'argent que nous n'employons pas en culture infantile, notre valeur numéraire est en raison inverse de notre valeur numérique, et nous vivons de plus en plus de l'apport étranger.

C'est à la naissance que garçons et filles devraient être réquisitionnés pour la vie sociale, et cultivés dans ce but, en vue du rendement social le plus complet. Seulement, les dirigeants ont besoin d'une armée enlevée à la nation, et redoutent une nation armée.

6 février 1892.

(*Le Socialiste.*)

LE DROIT A L'HYGIÈNE

I

Dans une conférence faite à Limoges, le 8 août 1890, à l'Association française pour l'avancement des sciences, M. le Docteur Napias traitait des Revendications ouvrières au point de vue de l'hygiène, et faisait remarquer que dans ces revendications les graves questions de la salubrité et de la sécurité du travail n'occupaient pas lap lace qu'elles devraient avoir.

Nous estimons au contraire que la solution des Trois-Huit comporte une réforme infiniment plus précise dans son but et plus radicale dans ses effets que les soi-disantes lois de protection du travail que les hygiénistes s'efforcent de produire de temps à autre.

Si général et si étendu que soit le domaine de l'hygiène, nous ne devons pas oublier que l'hygiéniste n'est, après tout, qu'un spécialiste, et que comme tel il est impuissant à saisir non seulement l'universalité de sa

science propre, mais encore les rapports que celle-ci présente avec d'autres sciences.

Si la classe ouvrière ne peut, comme le ferait un hygiéniste de profession, attacher à la salubrité et à la sécurité du travail l'importance qu'elles exigent, c'est pour la simple raison qu'une partie de la masse ouvrière est forcée d'accepter le travail quelque insalubre et quelque dangereux qu'il soit, sous peine de tomber en famine, et que l'autre partie ne cherche qu'à sortir de la famine au prix de n'importe quel travail. Les ouvriers ne peuvent se plaindre que quand le chômage leur en donne le loisir, et quand il sont bien convaincus qu'ils ne retrouveront pas leur place perdue. Le travail, dont on a fait presque un dieu, est comme une de ces divinités féroces des pays anciens, qui dévore et consume ses fidèles, et les sauve ainsi de la fâcheuse nécessité de se dévorer les uns les autres. C'est presque uniquement en cela qu'il est moralisateur, dans la vie économique actuelle. M. Napias rappelle à son sujet la phrase de Voltaire : « Le travail éloigne de nous trois grands maux : l'ennui, le vice et le besoin ». Et il ajoute, « il nous donne aussi de grandes joies qui nous font oublier toutes les fatigues, quand nous travaillons pour ceux que nous aimons ». Si nous considérons que les ouvriers sont assez ingrats pour ne pas aimer follement les rentiers et les patrons pour lesquels ils travaillent toute leur existence, nous nous expliquerons que la joie de travailler pour eux ne leur fasse pas oublier toutes leurs fatigues. Quant à éloigner le besoin, le vice et l'ennui, nous ne l'en aurions jamais

supposé capable, car on les retrouve toujours ensemble. Evidemment le travail vu d'en haut ne ressemble pas du tout à celui que nous voyons d'en bas.

Mais les ouvriers ont une autre raison pour ne pas parler d'hygiène : ils ne la connaissent pas plus pratiquement que théoriquement. Ceux qui font profession de l'enseigner et de la pratiquer devraient s'éviter le ridicule et l'odieux d'un tel reproche, d'autant qu'il serait plaisant de leur demander à leur tour où ils ont pu acquérir les singulières notions d'économie sociale dont ils font montre à l'occasion.

Je prends quelques phrases que je dédie, — au nom de deux de nos plus réputés hygiénistes officiels, — à nos camarades de l'atelier, de l'usine, de la mine et de l'hôpital.

« Le travail des machines, dit le Professeur Proust, se substituant au travail musculaire, affranchit chaque jour une plus grande portion des humains du dur labeur manuel, et lui crée *des loisirs dont l'intelligence ainsi que l'hygiène font leur profit.* » Impossible de définir plus galamment ce que le brutal langage des économistes appelle *l'armée de réserve* de la classe ouvrière.

Qui oserait, dans une réunion d'ouvriers, soutenir, comme le fait le docteur Napias à propos des Trois-Huit, que leur application est impraticable pour des raisons de la force de celle-ci : « Il est à la rigueur possible de s'assurer que l'ouvrier ne travaille que huit heures à l'atelier, mais comment saura-t-on qu'il ne travaille pas ensuite chez lui quelques heures en plus et qu'il ne fait pas ainsi concurrence à ceux qui préfèrent se reposer ?

Comment s'assurera-t-on qu'il emploie quelque temps à perfectionner son instruction? Comment s'assurera-t-on qu'il dort huit heures? Et s'il lui plaît de dormir neuf heures ou sept seulement, voilà la règle des Trois-Huit irrémédiablement compromise ». Et je vous les donne tous deux comme des plus intelligents de leur classe, mais avouez qu'il est bien regrettable que le travail des machines scientifiques ne leur ait pas à eux aussi créé les loisirs dont leur instruction économique eut sans doute fait son profit. Voilà tout l'écho que notre fondamentale révolution des huit heures a su par avance tirer des savantes cervelles officiels hygiénistes — je me souviens que cette réfutation parut si concluante au journal *le Temps* qu'il la reproduisit en toutes lettres, sans trop savoir ce qu'il faisait.

Qui oserait encore, à moins d'être aussi complètement étranger aux questions économiques que M. Napias semble l'être, soutenir que la loi des Trois-Huit « réduirait la richesse nationale, que la question de la durée de travail est intimement liée à celle des salaires, qui ne saurait être autrement réglée que par le *libre contrat* ». Voilà ce qu'on apprend, à faire son éducation scientifique aux frais de la nation! Ils en parlent tous, de ce libre contrat, comme s'ils l'avaient jamais vu quelque part, comme s'ils le supposaient possible même. Depuis que la Révolution du Tiers, il y a cent ans, permit à tous ceux qui avaient un peu d'argent de côté d'acheter du bien de noblesse et de clergé, ces gens sont restés comme affolés de liberté, et tous les parvenus de la classe qui détient le patriotisme encore national

aujourd'hui, international demain, ne parlent que de liberté du contrat, liberté du travail, liberté de conscience (ils en usent), de presse, de bourse, liberté individuelle, ils en demandent trop pour ne pas être fixés mieux que personne sur la valeur d'usage de ce mot là.

Après avoir admis que le salaire ne peut être réglé que par le libre contrat, M. Napias estime que l'Etat doit réserver son intervention pour les questions de salubrité et de sécurité du travail, et que si l'Etat a protégé l'enfant, s'il lui a assuré l'instruction, s'il a veillé sur ses premières années de travail à l'atelier, prenant soin que sa croissance ne soit pas entravée, que sa santé ne soit pas compromise par l'excès de fatigue, par les attitudes déformantes par tous les dangers de l'industrie, il ne doit plus rien à l'homme adulte que la liberté ! »

Tout bourgeois a dans le cœur un anarchiste qui sommeille et réciproquement. Il ne peut en être autrement ; tous deux sont individualistes, mais l'un est plein, tandis que l'autre sonne à vide ; aussi ces libertaires bourgeois, médecins ou sénateurs, savent bien que la liberté de leur classe finit là où la nôtre commence, et ils s'inquiètent d'avance en voyant qu'ils seront battus sur leur propre terrain et sur bien d'autres.

Il ne sera pas bien difficile cependant de démontrer à nos hygiénistes que s'ils sont absolument ignorants de la vie de l'organisme social sur lequel leur classe se plaît à parasiter, le prolétariat du monde entier a trouvé précisément dans la formule des Trois-Huit une

solution aussi large et profonde dans l'ordre hygiénique que dans l'ordre économique ; infiniment supérieure à toutes les lois protectrices du travail qu'ils font et défont pour passer le temps, avec la conviction, assez légitime d'ailleurs, qu'ils ne sauraient donner à la classe ouvrière aucun avantage qui ne devienne immédiatement une arme dont ils sentiront aussitôt les premiers coups et que les parts respectives du capital et du travail sont si sévèrement délimitées par nos lois, que tout ce qui sera désormais donné à l'un ne pourra qu'être pris à l'autre.

Nous ne chercherons pas à discuter la question des Trois-Huit au point de vue économique ; ce serait entraîner nos hygiénistes sur un terrain par trop méconnu d'eux, à en juger par les idées singulières qu'ils paraissent s'en faire. Pour nous mettre facilement d'accord avec eux, nous les prierons simplement d'observer que si la réduction à huit heures de la journée de travail devait amener une baisse de salaires, elle serait depuis des années inscrite en première place dans nos codes, et que ce ne serait pas les ouvriers qui la réclameraient, mais les patrons, c'est-à-dire le pouvoir. Quelle que soit la sollicitude de nos gouvernants pour la classe ouvrière, nous nous refusons absolument à croire qu'ils se soient décidés à faire fusiller à Fourmies des jeunes filles et des enfants, pour bien faire comprendre aux survivants qu'ils avaient tort de s'engager dans cette voie contraire à leurs véritables intérêts et que c'était bien malgré eux que les patrons ne consentaient pas à réduire la journée de travail.

Il s'agissait alors de défendre ce principe du plus haut intérêt, la liberté du travail, qui marche avec la liberté des contrats. Quand une grève éclate, les journaux bourgeois comptent combien de jours les grévistes pourront tenir contre la famine, qui est encore une des nombreuses garanties de cette liberté ; mais comme la famine trop prolongée affaiblirait encore la force-travail des grévistes quand ils seront forcés de rentrer *dans le devoir*, on envoie l'armée nationale, pour économiser le temps et la force, et la liberté est sauvée.

On en tue quelques-uns et le reste s'en va retrouver à trois cents mètres sous terre la liberté qu'il s'était exposé à perdre par son irréflexion. C'est à cela que se borne leur thérapeutique. C'est pour bien démontrer combien ils tenaient à cette liberté du travail qu'ils ont creusé entre la classe ouvrière et la classe parasite le sanglant fossé de Fourmies, sur lequel ils ne pourront plus revenir. C'est nous qui le repasserons, sur nos morts.

Le terrain économique et politique présente aux programmes ouvriers des solutions trop nettes pour que nous insistions. Nous ne voulons voir que le côté hygiénique de la formule des Trois-Huit. Nous développerons certains points peut-être encore peu familiers à nos camarades qui n'ont pas le temps de cultiver les facultés cérébrales dont nous avons vu nos savants, instruits aux frais de la nation, faire un si brillant usage, et pour mieux montrer notre respect profond pour la science officielle, nous emploierons le *truc-système et ne prendrons que chez elle nos arguments*.

II

Chacun de nos camarades, dans sa partie, connaît par sa propre expérience et par celle de ses compagnons, ce qu'on appelle les *risques professionels*. Il serait un peu long, dans le nombre si considérable des industries diverses et possédant chacune des procédés et des conditions variant avec la région, avec l'avarice de l'exploitant, la routine, les habitudes et le climat, de résumer les risques inhérents à chaque profession et à chaque spécialité d'ouvrier dans une même industrie.

M. de Freycinet a déclaré que *toutes les industries étaient insalubres*, c'est vrai et toutes le sont inégalement aussi, — et les ouvriers, selon l'âge, le sexe, la santé et le tempérament, y sont inégalement exposés à la destruction. Ces dangers sont variables, on peut les éviter en partie ; mais ce qu'il importe de démontrer, c'est que, indépendamment des remèdes spéciaux et partiels que l'on doit apporter à la destruction de l'homme par la production industrielle, il est un facteur qui domine tous les autres, c'est la *durée même* du travail ; et c'est à ce titre que la formule des Trois-Huit est une solution bien autrement efficace que toutes les lois faites ou à faire sur la protection du travail. On peut isoler les engrenages et les courroies, de façon à les empêcher de happer les hommes abrutis de travail et de fatigue ; on peut substituer un phosphore inoffensif à celui qui empoisonne peu à peu les travailleurs, mais

on ne pourra pas remplacer le mercure, le plomb, l'arsenic, l'électricité, la vapeur ; on ne pourra empêcher les ouvriers de certains ateliers de vivre dans la poussière et la chaleur étouffante, — mais on peut les y laisser *moins longtemps exposés*, c'est-à-dire permettre à l'homme de réparer le mal que le travail vient de lui faire, et de reproduire sa force de travail et sa force de vie, compromises toutes deux, avant d'en fournir à nouveau aux dépens de son organisme affaibli.

La réduction de la journée de travail sera aussi utile moralement que physiquement au salarié. Elle est en quelque sorte une condition indispensable à la venue pacifique de la Révolution à laquelle aspire l'humanité en mal d'émancipation sociale.

Dangers et accidents professionnels. — Les machines sont une cause de destruction des plus malthusiennes, elles moissonnent la classe ouvrière en herbe, car ce sont les enfants qui sont les plus atteints. Sur 100 accidents (Proust), 41 frappent *des enfants au-dessous de 13 ans* (!), 36 des jeunes gens de 15 à 25 ans, 13 des adultes de 25 à 40 ans, et le reste au-delà. Les derniers, des vieillards, car on vieillit vite dans le travail, sont sans doute ménagés en vue des caisses ouvrières de retraite que leur réserve le projet Constans-Rouvier.

D'après les statistiques allemandes, les manœuvres sont les plus éprouvés parmi les adultes de chaque industrie. En Allemagne et en Autriche, les patrons sont considérés, sauf démonstration du contraire, comme responsables des accidents arrivés pendant le travail, et les assurances sont obligatoires. En France, grâce au

régime de cette fameuse liberté dont nous sommes si fiers, le massacre est toléré dans la plus large mesure et nous n'avons pas de bonnes statistiques d'assurances. Quelques compagnies ont bien essayé, dans les grands centres d'extermination, comme Roubaix par exemple, d'engager les ouvriers à s'assurer *eux-mêmes*, et ont dû pour cela dresser des tables de risques professionnels, sur lesquelles l'assurance se réglait selon la catégorie des assurés ; mais ces tables sont trop vagues et assez mal faites.

On en a établi en Autriche de plus complètes et de mieux sériées, et l'on comprend pourquoi. Nous les empruntons à notre tour à M. Napias : elles divisent les professions en douze catégories. Nous pensons que chacun de nos lecteurs sera charmé de voir évaluer sa peau par les assureurs, de savoir le coefficient de destruction attaché à sa profession. La proportion des chiffres que nous allons donner en suivant l'ordre ascendant peut s'appliquer à la gravité des risques et dangers que les auteurs ont évaluée dans chaque classe d'ouvriers. On accorde tout de suite 100 à 81 aux ouvriers des fabriques de poudre, de dynamite, de mélinite, etc.

Il semble que la vraie protection du travail, s'il y avait quelque logique dans notre anarchie sociale, devrait fixer des minimums de salaire proportionnels à ces coefficients de mortalité si élevés. Il n'en est rien.

— 80 à 65, pour les fabriques de cartouches, de capsules, d'allumettes, de cellulose, les scies circulaires et à rubans.

— 64 à 53 pour les couvreurs, ferblantiers et zin-

gueurs pour bâtiments et poseurs de paratonnerres.

— 52 à 43, machines à couper le fourrage, les machines à faucher, la construction des ponts et tunnels, grues à vapeur, les carrières, les travaux des ports, les fabriques d'asphalte, chantiers de terrassements, etc.

— 42 à 35, moulins à vapeur, sucreries, charpente.

— 34 à 28, machines à battre et à labourer, machines à égruger, construction des wagons, fondeurs de fer et d'acier, fabriques de machines agricoles, fabrique de canons, chantiers de construction de navires, les fabriques de phosphores, de produits phosphoreux, les papeteries, cuirs et peaux, etc.

— 27 à 22, les tôleries, hauts-fourneaux, briquetteries à vapeur, forges et chaudronneries, fabriques de rivets et boulons, fabriques d'acide nitrique et chlorhydrique et raffineries d'huile, le pilage et le broyage du tan, etc.

— 21 à 18, fabrication du coke, usines de cuivre, laiton et zinc, fabriques d'armes, polissage de l'acier, les fabriques de potasse, de salpêtre, d'acide sulfurique, de blanc de zinc, de minium, fabriques d'huiles pour la peinture, fabrication des briquettes, raffineries de pétrole, distilleries.

— 17 à 14, orfèvreries avec moteurs mécaniques, travail de la tôle et du fer, les fabriques de chaînes, de coutellerie, de serrurerie, fabriques d'appareils de précision, le tannage du bois, les blanchisseries, imprimeries et lithographies mécaniques.

— 13 à 11, taille et polissage de la faïence, poteries et porcelaines, verreries, tréfileries, savonneries et par-

fumeries, filatures, le blanchissage, la teinturerie et l'impression sur étoffes, les fabriques de chocolat, de chaussures.

— 10 à 8, la bimbeloterie en fer et acier, les fabriques de montres, d'instruments de musique, les tissages divers, la bonneterie, la reliure, le cartonnage, la sellerie, les brosses, les chapeaux de paille, la boulangerie, le travail de la corne et de l'écume de mer.

— 7 à 5, l'orfèvrerie, bijouterie, fabrication des gants, de la lingerie, des vêtements, du tabac, etc.

Mais ce tableau est encore trop large, et il faudrait entrer dans chaque industrie, comme le fait M. Napias, d'après Schüler et Burkhardt dans un autre graphique où l'on voit encore des chiffres très différents pour les diverses spécialités, dans une même industrie.

Ainsi, dans la filature de coton, par exemple, les ouvriers employés aux laminoirs et aux bancs à broches ont 14 1/2, les batteurs s'élèvent à 54 et les chauffeurs mécaniciens et manœuvres à 52 ; le risque total restant à 21. — Dans les tissages de coton, les bobineurs, les ourdisseurs ont 4, les tisseurs 9, les colleurs 13, les manœuvres 44. Le risque total est cependant de 10. Dans le tissage de la soie les variations sont moindres, mais dans l'imprimerie sur coton, les imprimeurs ont 14, tandis que les manœuvres vont jusqu'à 74, etc.

La loi allemande précise encore davantage ; elle établit des cas d'invalidité selon le membre ou le segment de membre frappé de rigidité ou totalement perdu. Les catégories font monter les coefficients de cotisation, mais non les salaires.

Mais il ne s'agit ici que d'accidents brusques, de dangers immédiats, nous verrons que la destruction a des procédés infiniment plus variés et plus subtils, sur lesquels l'assurance obligatoire n'a guère prise et qui sont aussi moins connus des intéressés. Un phtisique entre à l'hôpital sans savoir d'où lui vient son mal ; comment aurait- il l'idée d'en rapporter la responsabilité à ceux qui lui ont pris à la fois son travail et sa vie ?

Supposons, sans même les examiner, que les lois les mieux intentionnées aient été votées maintes fois pour protéger le travail, ce serait bien méconnaître notre pays de liberté que de supposer un moment qu'elles seraient appliquées ; mais le fussent-elles, existe-t-il pour l'aveugle, l'estropié, le phtisique une indemnité équivalente à ce qu'ils perdent ?

Il est bien évident *à priori* que si le salaire que l'on abandonne à l'ouvrier valide et en pleine activité de travail est très inférieur au produit que l'on retire de ce travail, — l'indemnité qu'on lui accordera alors qu'il ne peut plus être utile à l'exploitant sera tout à fait insuffisante à l'entretien de ses béquilles. Et s'il a de la famille, si ses enfants sont malades de la maladie qu'il a contractée dans le service industriel, qui paiera la casse ?

Les accidents du travail sont presque tous dus à l'incurie des chefs d'industrie, à leur avarice et quand ils proviennent du fait même des victimes, ce qu'on finit toujours par démontrer, on oublie de faire constater par combien d'heures, d'années d'abrutissement et de misère le travail avait appesanti, figé leurs facultés d'atten-

tion, combien elles étaient surmenées par la durée et la continuité même du travail ; sans cela, on comprendrait peut-être mieux qu'avec des journées plus courtes les ouvriers seraient moins longtemps exposés d'abord, plus attentifs, et aussi plus exigeants vis-à-vis des patrons à qui on a trop laissé voir que les accidents ne leur coûtent jamais cher.

Déformations organiques professionnelles. — Les travaux spéciaux rivalisent de descriptions empruntées aux auteurs les plus compétents ; et nous sommes fort porté à croire que tout ce luxe de détails n'existerait pas si les hygiénistes officiels pouvaient supposer que les intéressés arriveraient un jour à s'en procurer. Nous ne citerons pas les auteurs, et nous emprunterons simplement nos renseignements aux traités les plus classiques et les plus accrédités.

Nous y relevons, sans ordre et sans plus ample description, les principales déformations et altérations organiques connues, comme la *grenouille* des ravageurs, débardeurs et arracheurs de bateaux, les gerçures, callosités et rétractions des mains chez les blanchisseurs et blanchisseuses, le *choléra des doigts, le rossignol* des mégissiers, les fustules, le charbon chez les tanneurs, criniers, pelletiers, marchands de peaux ; les furoncles, les érysipèles, etc., chez les filateurs et cardeurs de laine, de lin, de soie.

On connaît la main des brunisseuses, la main gauche du marbrier, la droite du maréchal-ferrant, les ampoules des pieds des mineurs et houilleurs ; la gale des épiciers, l'eczéma des cuisiniers, les mains brûlées des

foulons, la peau cuite des forgerons, verriers, pâtissiers, le psoriasis des boulangers, les conjonctivités meuliers et caillouteurs des ouvriers en nacre de perle, les abcès des doigts chez les dévideurs de cocons de soie ; *le mal de ver*, le mal de bassine, les ulcères et la gangrène chez ceux qui manient les verts arsénicaux et toutes les couleurs minérales en général, etc.

Il y a des abcès, des érosions, des ulcères dans beaucoup de professions, mais certaines d'entre elles entraînent aussi des troubles internes plus ou moins graves, comme chez les vanniers, les ouvriers qui pèlent les oranges amères, et dans une foule de produits chimiques et pharmaceutiques, en particulier les sulfates de quinine et de cinchonine, si employés.

Ce sont là des lésions par blessures, par contacts prolongés ou répétés ; il y a des déformations par attitudes vicieuses ou trop longtemps soutenues. On observe chez les tourneurs, outre certaines callosités de siège constant sur les mains, une déviation de tout le thorax, le côté droit porté en avant, les côtes rétrécies et les pieds élargis vers la pointe, surtout le gauche. Chez le cordonnier, outre l'attitude assise persistante, l'index coupé par le fil, le pouce aplati, la poitrine est encore défoncée au creux de l'estomac. Les tailleurs, culs-de-jatte par profession, ont des inflammations sur les parties du pied qui portent constamment sur le siège ; ils ont eux aussi la poitrine défoncée.

Les aiguiseurs présentent des ulcères aux jambes et le corps est tout à fait désaxé. Toutes ces déformations sont naturellement plus prononcées et plus défini-

tives quand l'artisan y est soumis dès sa jeunesse.

Les cloutiers et ferronniers boitent très souvent, paraît-il encore. Leur main droite est déviée et se ferme de plus en plus ; les tourneuses qui font marcher à bras les dévidoirs des cocons ont la colonne vertébrale infléchie, les bras longs, les jambes atrophiées et cagneuses (on ne parle pas du bassin, il serait intéressant de savoir comment se passent les couches de femmes ainsi contrefaites). Les cantonniers, tailleurs de pierres, tonneliers, matelassiers, souffrent des genoux et des doigts ; les tourneurs en bois sont très déformés, ceux qui emploient l'herminette ou la soie verticale deviennent bossus ; les houilleurs de Belgique ont les jambes cambrées, les pointes des pieds en dedans et les mollets en dehors ; le bassin tassé, tordu ; beaucoup boitent.

Et comme les femmes ont un travail aussi pénible que celui des hommes, on voit d'avance comment ces bassins abîmés supporteront les grossesses et les couches. Dans quelques mines d'Angleterre (Proust) l'humidité est telle qu'elle mouille en quelques minutes les ouvriers jusqu'à la peau. Dans d'autres, l'air est si chaud qu'on y travaille à demi-nu. Enfin, certaines galeries sont si étroites, que les ouvriers y sont recherchés en raison de l'exiguité de leur taille. Aussi rencontre-t-on un grand nombre d'enfants dans certaines mines.

Les houilleurs sont presque tous voûtés ; les courbures et les maladies de l'épine dorsale sont très fréquentes parmi eux.

L'enfant des mines étant obligé de courir continuel-

lement sur le sol inégal, sans bas et sans souliers, il se glisse entre les orteils des fragments de charbon et de pierre qui occasionnent des phénomènes d'irritation locale et vont même jusqu'à les rendre boiteux.

Tous les manouvriers connaissent l'ay du poignet; le pied des gendarmes, douaniers et facteurs est classique; les briquetiers qui mâchent la pâte, les teinturiers qui tordent les soies sont obligés de s'arrêter quelquefois à cause de l'inflammation des jointures. On connaît les paralysies de l'épaule et les atrophies chez les forgerons; on a décrit les crampes des écrivains, des menuisiers, graveurs, pianistes, compositeurs d'imprimerie, émailleurs de photographies, rouleuses de cigares, etc.

Il est évident qu'une foule de ces lésions disparaîtraient en diminuant simplement la durée du temps pendant lequel les ouvriers y sont exposés; cette mesure, nous le répétons, serait bien plus immédiatement utile à prendre que les procédés de préservation soi-disant en usage, l'interdiction de certaines matières dangereuses, contre laquelle la fraude a toujours prévalu; car la surveillance est nulle de la part de ceux qui devraient chercher moins platoniquement à redresser cette déformation, cette dislocation du type humain chez le travailleur, celui qui produit et reproduit pour la société entière.

Et nous sommes heureux de trouver chez M. Napias, qui les emprunte à Ramazzini, ces paroles :

« Il faut convenir que les métiers deviennent une source de maux pour ceux qui les exercent, et que les malheureux artisans, trouvant les maladies les plus

graves là où ils espéraient trouver le soutien de leur vie et celui de leur famille, meurent en maudissant leur ingrate profession. »

Il y a longtemps que Ramazzini est mort; il n'a pu même voir la prise de possession du territoire national par une bourgeoisie avide de liberté au point de vouloir la liberté de tout le monde.

Il ne put soupçonner l'accaparement de toute la vitalité, cette division à l'infini des forces humaines en vue d'une surproduction et d'une surmisère menées de front, et qui en moins de cent ans de règne industriel et bourgeois fit descendre la natalité française au-dessous de celle de n'importe quel pays d'Europe.

Et encore Ramazzini ne pouvait voir comme aujourd'hui le triste héritage que ces estropiés et ces empoisonnés du travail laissent à leur misérable descendance, comme la terrible et presque universelle tuberculose et les affections nerveuses si variées et si définitives qu'ils transmettent à leurs enfants quand des poisons comme le plomb ou d'autres ne les empêchent pas d'en avoir.

INTOXICATIONS PAR LES MATIÈRES PREMIÈRES

Le Plomb.

Nous laisserons de côté la manière un peu brutale d'absorber le plomb, dont la classe ouvrière a pu maintes fois apprécier les effets, lors des massacres de l'Empire et de la République ; les hygiénistes officiels n'ont jamais pu l'étudier de près et on ne peut raison-

nablement pas exiger de nos gouvernements qu'ils renoncent à ce moyen de modération des revendications ouvrières qu'ils jugent déplacées.

Mais les moyens lents d'absorption font infiniment plus de victimes en faisant moins de bruit et ici les hygiénistes sont sans cesse sur le champ de bataille, qu'ils connaissent bien. Les hôpitaux possèdent continuellement des saturnins, comme on dit, des ouvriers plombifères, bien étudiés des médecins. Je me rappelle avoir observé, dans un de nos grands hôpitaux parisiens, un petit garçon de 13 à 14 ans, qui rentrait à l'hôpital pour sa cinquième colique de plomb. On le gâtait.

La question est des mieux connues. Nous la résumerons brièvement.

Les ouvriers employés à l'extraction, au triage et surtout au grillage du minerai sont exposés aux coliques et aux autres affections saturnines.

En Saxe, d'après Hirt, sur 1.000 de ces ouvriers, 870 sont atteints ; leur mortalité est de 18 0/0 par an. Il est vrai qu'on ne trouve pas cette fréquence en France.

Mais une fois extrait, le plomb va multiplier ses victimes. La fabrication de la céruse avant tout, avec les procédés employés qui font varier le nombre et la gravité des accidents, comme à Lille, où certaines fabriques, pour 100 ouvriers, donnent annuellement de 52 à 56 malades. Nous empruntons à M. Proust la nomenclature des différentes professions dans lesquelles le pomb exerce son action très meurtrière. Disons en passant que le plomb, une fois entré, s'emmagasine et ne déloge plus que très difficilement.

Les ouvriers des fabriques de plomb de chasse, étameurs, fondeurs de caractères, imprimeurs, lapidaires. tailleurs et polisseurs de cristaux, fabricants de vieux meubles (polisseurs et ponceurs), ouvriers des manufactures de glaces, potiers de verre, faïenciers, porcelainiers, verriers, vitriers, fabricants de potées d'étain, d'émaux, ouvriers travaillant à la contre-oxydation du fer, fabricants de verre mousseline, doreurs sur bois et sur laque, teinturiers employant le sucre de plomb, ouvriers préparant certains vernis (noir d'imprimerie), peintres en bâtiment, en voitures, en décors, lettres et attributs, sur porcelaine, peintres et vernisseurs de métaux, broyeurs de couleurs, fabricants de papiers peints, de cartes d'Allemagne, de cartes glacées, dessinateurs en broderies, ouvrières en dentelles, en soie, couturières, ouvrières travaillant l'alpaga anglais, boîtes de conserves de la marine, chauffeurs et mécaniciens, métiers à la Jacquart, fabricants de bâches, cardeurs de crins, tisseuses de coton, dévideuses de laines colorées en orange, pharmaciens, gantiers parfumeurs, fabricants de cosmétiques, ceinturonniers, affineurs, marteleurs et fondeurs de plomb, fabricants de soldats de plomb, fondeurs de cuivre, de bronze, ferblantiers, bijoutiers, joailliers, orfèvres, polisseurs de camées, de caractères d'imprimerie, bronzeurs pour étiquettes, etc., etc.

On voit que le plomb a de multiples usages, sans compter celui d'alourdir les produits qui se vendent au poids. On le voit aussi, il est impossible de le proscrire de toutes ces industries dont nous n'avons donné la longue liste que pour montrer d'abord l'immense

variété des professions dans lesquelles le plomb entre comme cause immédiate d'intoxication ; montrons, en outre, que tous ses effets sont parfaitement connus des industriels et de ceux qui sont chargés de la santé publique.

Ajoutons seulement que quelle que soit la bonne volonté de nos gouvernants et de nos savants, nous les défions de trouver à opposer à la mort par le plomb une entrave aussi générale et aussi efficace que la réduction du temps pendant lequel on le laisse opérer sur des milieux d'individus au moins aussi intéressants que les cobayes de laboratoire. Le reste n'est que détail, — la plupart du temps sans application.

Le plomb pénètre dans l'organisme par toutes les voies d'absorption. Il anémie d'autant plus qu'il s'adresse directement aux globules rouges du sang ; le cœur grossit et devient gras : il peut donner de l'asthme, il se loge dans les poumons, le foie, le cerveau, la moelle. On connaît assez la terrible colique de plomb, les paralysies, les tremblements, les maux de tête.

On sait que le plomb donne son nom à une goutte spéciale, on a décrit des folies qui relèvent de lui, etc. Il va plus loin, il dépasse l'individu et le détruit dans sa descendance : il tue l'espèce elle-même.

Le plomb fait avorter, ou bien l'enfant meurt en naissant, ou reste idiot, ou devient épileptique, etc. On a relevé jusqu'à 22 avortements et 4 enfants morts pour 27 grossesses ; 32 fausses couches pour 43 grossesses chez des femmes empoisonnées par le plomb ; quand c'est le père qui est saturnin (c'est le nom des victimes

du plomb), ça ne vaut guère mieux : sur 141 grossesses où le père était atteint, on a relevé 82 avortements, 4 avant terme, 5 morts-nés. Sur les 50 vivants, 20 sont morts avant 1 an, et 15 de 1 à 3 ans. Enfin quatre seulement sur 141 vécurent après 3 ans.

Mais jamais les plus beaux massacres d'ouvriers et d'ouvrières par l'armée nationale, ou impériale, jamais les fameuses commissions militaires n'ont espéré atteindre ce chiffre. Quand on songe aux magnifiques funérailles de M. Thiers, qu'avait-il fait d'approchant ? Et les avorteuses que l'on condamne, que sont elle-auprès de cette abominable *mort-aux-gosses* qu'on appelle l'industrie ?

Je ne fais absolument que copier un traité que tous les médecins ont entre les mains, dont l'auteur est membre du comité consultatif d'hygiène. Je me rappelle avoir autrefois entendu le professeur Ball, à Sainte-Anne, comparant les deux terribles poisons qui envoient tant de monde dans les asiles d'aliénés, dans les hôpitaux, dans les prisons et dans la Seine, constater que l'un, l'alcool, excitant génésique, multipliait ses victimes de génération en génération, procréant les maladies les plus diverses et les plus complexes, tandis que l'autre, le plomb, avait au moins la conscience d'éliminer de l'espèce humaine, dès la naissance, les porteurs de ses dépôts morbides, taillant ainsi dans la racine une foule de maladies que les médecins ne peuvent connaître parce que la mort va trop vite. C'est une consolation à la rigueur.

Le *Cuivre* et le *Zinc*, comparés au plomb, sont presque inoffensifs.

Le *Mercure* frappe, lui aussi, tout d'abord ceux qui l'extraient et ceux qui lui donnent ses premières adaptations chimiques ; puis les étameurs de glaces, fleuristes, empailleurs, photographes, bijoutiers et orfèvres, fabricants de draps imprimés, fabricants d'aniline, damasseurs de canons, doreurs, chapeliers, etc. Il attaque surtout la bouche, souvent d'une façon très grave ; la phtisie est fréquente dans son domaine, ainsi que les tremblements, les paralysies et l'affaiblissement intellectuel. Il provoque l'avortement, comme le plomb, ou bien des produits qui ne valent guère mieux que des avortons.

L'Arsenic. Ils sont encore bien nombreux, les malheureux qui ont affaire à ce poison. On cite les ouvriers de fabriques de plomb de chasse qui cumulent ainsi deux poisons, les ouvriers en papiers peints, broyeurs de couleurs, imprimeurs, satineurs, découpeurs, feuillagistes, fabricants d'abat-jour verts, corroyeurs, couturières, ouvriers, travaillant au veloutage, apprêteurs d'étoffe, teinturiers, imprimeurs sur étoffe, peintres en bâtiments, fabricants et marchands de couleurs, peintres de décors, fleuristes, ouvriers des fabriques d''aniline, fondeurs, fabricants d'acide arsénieux, etc. Il y a l'empoisonnement aigu et le chronique. Le dernier commence par l'inappétence, les maux de tête, les nausées, la diarrhée, les douleurs, l'anémie ; puis viennent la fièvre et le reste si on ne quitte pas la profession. Les yeux, le nez, les bronches sont irrités. Il y a des vertiges, des paralysies, des ulcérations, etc.

Le *Phosphore* fait principalement ses victimes des ouvriers employés à la fabrication des allumettes, qu'il

comble de douleurs d'estomac, de coliques, de bronchites avec étouffements, de maux de tête, d'engourdissement, de dépression intellectuelle, et surtout de la nécrose des mâchoires, si connue des ouvriers. Il prédispose à l'avortement. Mais nos hygiénistes semblent trouver une consolation et une explication à ce meurtre perpétuel, à cette mort aux gosses autorisée, patentée, privilégiée, dans cette constatation que dans les fabriques d'allumettes comme dans celles de céruse, on ne « rencontre guère que le rebut des classes les plus infimes ou de pauvres ouvriers que le chômage d'une autre industrie force à chercher là une occupation temporaire. Ces individus sont d'une extrême malpropreté, se nourrissent mal, et se livrent de la manière la plus forte aux excès alcooliques ». C'est donc du bon malthusiasianisme, l'industrie joue le rôle d'une émonctoire. Nous comprenons dès lors que l'économie de ces vies humaines doive céder le pas à l'économie que trouvent les fabricants à préférer le phosphore qui tue, mais coûte moins, à celui qui coûte cher, mais a l'avantage tout à fait secondaire d'être inoffensif.

Les hygiénistes rappellent encore les accidents professionnels qui frappent les ouvriers livrés à la production et à l'usage de la *benzine*, de la *nitro-benzine*, de *l'aniline*, et de la *rosaniline*, qui se complique de l'action arsénieuse, du *sulfure de carbone* et de *l'oxyde de carbone*, que connaissent les travailleurs des hauts-fourneaux et bien d'autres ; de *l'acide carbonique* que toutes les professions dans les espaces clos comportent toujours, et qui asphyxie en particulier les brasseurs,

les vignerons dans leurs cuves, les fabricants de papier, les raffineurs, distillateurs, tonneliers, fabricants de levure, de vins de champagne, ceux qui travaillent aux fosses, aux tombes, etc. ; de *l'hydrogène sulfuré* (tanneurs, corroyeurs, vidangeurs, égoutiers, etc.) du gaz d'éclairage, des alcools impurs ou dénaturés, par les ouvriers des docks, dégustateurs, apprêteurs de chapeaux de feutre, d'étoffes de soie, gaziers, ébénistes, etc., etc.

Avant de défendre l'usage de tous ces poisons, ce qui est actuellement impossible, il est absolument urgent d'en défendre l'abus, et la formule des trois-huit est à ce sujet la plus efficace et la plus radicale.

Mais il est encore une matière première indispensable à tout travail et que les chefs d'industrie devraient fournir largement au travailleur, c'est l'air respirable. Or, il n'est pas de matière première plus falsifiée que celle-là.

En dehors des dangers de déflagration, comme les coups de grisou dans les mines, en dehors de la pauvreté en oxygène qui caractérise tous les milieux industriels, des gaz assez dangereux, comme l'acide carbonique, l'oxyde de carbone, l'hydrogène sulfuré, carboné, etc., et une foule de dérivés de la houille et de vapeurs métalliques produisent ensemble cette cachexie bien connue sous le nom d'*anémie des mineurs*. M. Simon (cité par Proust) chef du service sanitaire anglais, établit que les 300.000 mineurs du Royaume-Uni succombent généralement de bonne heure à des bron-

chites et à des pneumonies occasionnées par l'atmosphère impure qu'ils respirent. La phtisie et la scrofule y sont très fréquentes.

L'air respirable doit contenir 21 parties d'oxygène 0/0 Or, d'après Moyle et Leblanc, l'air des mines ne peut contenir que 14 et même 9,6 d'oxygène. On conçoit combien il doit être pénible et dangereux de subir ces conditions ; mais si l'on ajoute à cela que le travail si fatigant de la mine prélève une dîme considérable sur l'oxygène déjà insuffisant que respire le travailleur, que la nécessité de respirer plus souvent accroît l'inhalation des gaz et des vapeurs toxiques, on peut facilement se rendre compte de la quantité de vie humaine consommée par l'entretien des actionnaires d'une mine de charbon, possesseurs du sol et du sous-sol, propriétaires du contenant et du contenu, tant charbon que mineurs. Notez en outre que ces ouvriers déjà si durement rationnés par la pauvreté d'oxygène de la mine, sont le plus souvent rassemblés par points et se font ainsi une terrible concurrence respiratoire, mettant en revanche en commun l'infection de l'air par les produits du travail musculaire, de la fatigue, les sécrétions et les exhalaisons concourant à l'intoxication commune.

Il faut, dit-on, à l'adulte, environ 22 litres d'oxygène par heure rien que pour respirer. Il en faut bien davantage pour fournir un travail pénible. Or, l'industrie ne le fournit qu'exceptionnellement. Si l'on pouvait apprécier la ration moyenne d'air respirable fournie aux travailleurs par l'ensemble des industries, on

s'expliquerait l'asphyxie totale de toute une classe, celle qui produit tout et ne consomme rien, pas même l'air.

« On ne sera pas étonné, dit M. Proust, de voir la « phtisie pulmonaire exercer ses ravages, surtout chez « des individus qui habitent des locaux trop étroits, « chez les soldats casernés dans des baraquements in- « suffisants, chez des ouvriers qui travaillent dans de « petits ateliers, chez les classes pauvres enfin, dont « les habitations n'offrent qu'un espace insuffisant. »

On connaît le mal et le remède, croyez-le bien. Mais on laissera le malade périr ou se guérir lui-même ; encore fera-t-on tout le possible pour l'en empêcher.

Nous insisterons plus loin sur l'insuffisance de l'air respirable ; nous étudierons maintenant, toujours d'après les moins suspects de nos auteurs, la destruction lente de la classe ouvrière, non plus par l'air trop pauvre en principes indispensables à la vie humaine, mais par l'air trop riche en principes nuisibles, trop surchargé de poison, de poussière. Ces dernières agissent mécaniquement en se logeant dans tout l'appareil respiratoire, en enflammant et en altérant rapidement sa texture intime. Elles sont, de l'aveu de tous, une cause puissante de phtisie, et le tableau que nous allons montrer offre des chiffres terrifiants.

Les hygiénistes classent les poussières en minérales et métalliques, végétales et animales. Ce sont les premières qui tuent le plus de monde. On a relevé le nombre de phtisiques pour 100 malades pris dans chaque profession à poussière (presque toutes le sont

plus ou moins), et l'on voit par exemple que sur 100 malades, il y a 80 tailleurs de silex qui sont phtisiques, 60 à 70 aiguiseurs d'aiguilles, 50 à 60 tailleurs de limes, 40 à 60 lithographes et brossiers, fabricants de passoires, rémouleurs et tailleurs de meules, 30 à 40 mouleurs, ouvriers en cigares, horlogers, tailleurs de pierres, fondeurs en caractère (le plomb aidant), coiffeurs, 20 à 30 graveurs, tapissiers, tisserands, voituriers, vernisseurs, peintres (toujours le plomb), pelletiers, etc.

Le *tabac*, outre qu'il empoisonne, rend phtisique, à encore d'autres effets non moins précieux ; il fait avorter, et on sait de plus que beaucoup d'enfants meurent de maladies cérébrales. D'après une statistique établie, sur cent jeunes ouvriers confectionneurs de cigares, de 12 à 16 ans, 72 tombèrent malades dans les six premiers mois de leur séjour dans la fabrique (Kostial).

Le *coton* tue aussi beaucoup de monde, des cardeurs, débourreurs, aiguiseurs, fileurs et rattacheurs. Pour le fil fin, ces derniers travaillent à une température qui peut atteindre 40°. On peut s'imaginer avec quelle rapidité les crachats de phtisiques doivent se sécher, se pulvériser, se volatiliser et devenir ainsi aptes à propager l'atroce maladie, chez ces ouvriers dont les poumons sont déjà malades et dont la transpiration même est une cause de refroidissement rapide. Les batteurs à la main ne peuvent être gardés plus de deux à trois ans. Les ouvriers employés à l'effilochage et à l'écabochage de la ouate souffrent tous de la poitrine. Le gazage, qui exige une température élevée, est également très mal-

sain. D'après M. Mundella, en Angleterre, chez les ouvriers des manufactures de coton, la mortalité est deux fois plus élevée que chez les campagnards, et chez les tisseurs, on meurt cinq fois plus de maladie de poitr ne que chez les ouvriers qui travaillent en plein air.

Notez que toutes les mesures que les chefs d'industrie ont consenti, bien rarement, à prendre pour ne pas perdre de monde à la fois, consistent à placer les ouvriers dans de forts courants d'air, sous forme de ventilation, et dont les malheureux sont naturellement les premiers à souffrir et à se plaindre. Le système entier est bien compris. D'ailleurs, qui se plaindra ? l'ouvrier ? Il ne vit qu'à cette condition, et, s'il meurt, celui qui attendait sa place ne se plaindra pas davantage. L'ouvrier qui, d'après nos ministres et nos savants, n'accepte le salaire que par libre contrat, accepte tout aussi librement l'asphyxie et la phtisie. Il donne la vie pour la bourse et finalement ne garde ni l'une ni l'autre.

Les boulangers, qui travaillent la nuit dans la poussière de farine ne sont pas les plus atteints par la phtisie ; mais, en revanche, ils ont des affections rhumatismales fréquentes, une grande anémie, et meurent pour la plupart du cœur. En temps d'épidémie, ils sont tout désignés pour la peste, la fièvre jaune, le choléra, le typhus. Pendant la célèbre peste de Marseille, les boulangers moururent en si grand nombre et si rapidement que l'on dut appeler les boulangers des villes voisines pour subvenir aux besoins du peuple. On ne dit pas ce qu'ils devinrent à leur tour.

La moitié des brossiers malades sont des phtisiques. Les verriers, outre l'emphysème et d'autres maladies pulmonaires inhérentes à leur métier, se transmettent facilement la syphilis en soufflant tour à tour aux mêmes tubes. La vie moyenne du verrier ne dépasse pas 42 ans et 80 0/0 des malades le sont de la poitrine.

Nous pourrions signaler une foule d'autres affections qui relèvent de la même cause, mais en voilà bien assez. Le tableau n'a rien de gai. Nous constaterons seulement que les auteurs classiques connaissent bien le mal et que si l'on n'y a pas remédié, c'est qu'il s'agit « de graves intérêts particuliers », que la science ne peut méconnaître, n'est ce pas ? Il est bien plus simple de berner les ouvriers avec de grosses caisses de retraite, fournies par eux, et qui les feront patienter jusqu'à leur mort, après laquelle nous reconnaissons volontiers qu'ils n'auront plus besoin de rien.

Nous avons rapidement passé en revue les risques de destruction que court la classe ouvrière, nous allons voir maintenant combien on lui laisse peu de chance d'y échapper. Le plus borné des paysans sait bien qu'il faut de temps en temps laisser reposer sa terre et changer la culture et l'ensemencement pour ne pas épuiser le sol ; il sait aussi qu'il faut le fumer pour maintenir son rendement à un taux suffisant. Ces simple règles économiques sont méconnues des capitalistes, pour qui l'ouvrier est moins que la terre au cultivateur : tandis que celui-ci modifie sa culture pour garder à la terre sa santé et sa force, ceux-là gardent leur in-

dustrie et renouvellent leur personnel à mesure qu'il s'épuise. On a les ouvriers pour rien, relativement à ce qu'on en tire. Le paysan de P. Dupont dit de ses bœufs :

> Ils gagnent dans une semaine
> Plus d'argent qu'ils n'en ont coûté.

Il ne faut pas à l'ouvrier une journée de travail pour donner à son employeur le double de ce qu'il en recevra. Le repos qu'on lui ménage est le chômage et la misère, et si l'alimentation de l'ouvrier est supérieure à ce qu'elle était autrefois (la falsification à part, bien entendu), son rendement est bien plus considérable encore. Les salaires étant toujours au minimum, il faut vivre à bon marché : le travail étant maximum, il faut chercher à réparer les forces perdues et préparer celles du lendemain (Nous verrons plus loin que c'est matériellement impossible).

Bien se nourrir à bon marché constitue le mythe le moins populaire que nous connaissions : c'est irréalisable en ville, dans les conditions actuelles de la production et de l'approvisionnement individuels. La falsification produit un bon marché relatif, et l'ouvrier paie encore trop cher une nourriture malsaine et dangereuse et doit chercher dans les excitants de toute nature le stimulant nécessaire à son travail quotidien. Il s'accoutume à la nourriture journalière comme à l'atmosphère de son atelier, associant le poison de l'une à celui de l'autre et il vit comme cela, travaillant autant d'années qu'il en vit, jusqu'à ce que l'hôpital le nourrisse enfin

sans travailler, chose inouïe pour une classe dont le sort est de travailler sans être nourrie. Dans des professions nombreuses on mange « sur le pouce, au pied levé », ou dans de petits restaurants où l'on est ramené fatalement soit par des dettes, soit par l'impossibilité de trouver mieux ou plus près du chantier. La digestion se fait à l'atelier, à tour de bras, dans la poussière et dans le bruit, dans l'effort, ou dans l'immobilité presque absolue.

Est-il besoin de rappeler que la falsification fait ses ravages surtout dans la classe travailleuse et que les moyens platoniques que l'on feint de temps à autre d'imaginer pour paraître y obvier, restent absolument inefficaces ou n'ont d'autre résultat que d'élever la sophistication à la hauteur d'un art.

Nous avons dit plus haut que l'aliment le plus indispensable à l'homme qui travaille est l'oxygène. Or, écoutez à ce propos la jolie petite page suivante, que nous empruntons intégralement à la conférence de M. Napias, dont nous parlions au début :

« Les forces que l'homme peut employer au travail de l'atelier ont des limites qui ont pu être calculées. Pettenkofer et Voit placent dans une chambre de verre, hermétiquement close, un ouvrier vigoureux, nourri d'une alimentation mixte se rapprochant de celle qui lui est habituelle et chargé de tourner une roue autour de laquelle s'enroule une chaîne supportant un poids de 25 kilos. En déduisant de la journée de cet homme les interruptions occasionnées par les repas et le repos, il avait fait, à la fin du jour, 9 heures d'un travail assez pénible.

« Cet ouvrier était pesé à son entrée et à sa sortie de la cage de verre ; les aliments aussi étaient pesés et analysés et on analysait l'air à son entrée dans la cage et à sa sortie. Je ne veux pas entrer ici plus avant dans le détail de cette expérience, mais il suffit que je dise qu'il en résultait que l'homme, pendant une journée de travail de 9 heures, avait dépensé, sous forme d'acide carbonique, 192 grammes d'oxygène de plus qu'il n'avait pu en aspirer pendant le même temps. C'était un déficit, et, pour le couvrir, il avait fallu qu'il consommât environ 20 0/0 de la provision d'oxygène emmagasinée dans tout son corps.

« Heureusement que pendant la nuit et le repos notre homme absorbait, comme cela est normal, plus d'oxygène qu'il n'en dépensait ; mais l'activité respiratoire étant moindre, il ne récupérait pas toute la provision nécessaire pour entreprendre une nouvelle période de travail. Pettenkofer et Voit estiment que la déperdition journalière d'oxygène n'est pas compensée par une nuit de repos quand le travail est très fatigant, et il peut se faire que cette déperdition exagérée, ce déficit journalier, atteigne 10 et même 20 0/0 !

« C'est sur ces expériences et ces chiffres que le Docteur Hoegler (de Bâle) s'est appuyé pour démontrer la nécessité du repos dominical. Au moyen d'une courbe ingénieuse, il montre que, chaque jour amenant un déficit, il faut hebdomadairement un jour complet de repos pour revenir au point de départ, c'est-à-dire pour récupérer la quantité d'oxygène nécessaire à assurer les combustions journalières qui, par le fait

du travail exagéré et malgré le repos de chaque nuit, mettent chaque jour l'organisme en déficit.

« Mais ces expériences s'appliquent à un travail déterminé et assez rude ; d'autres travaux nécessitent moins de force, et d'autres moins d'attention. Il faut aussi tenir compte de l'insalubrité du milieu, de l'atmosphère du travail. Ne vaut-il pas mieux, par exemple, travailler douze heures au grand air, même avec des efforts un peu pénibles, que huit heures seulement dans une atmosphère viciée par des gaz ou des poussières irritantes ou toxiques ? Il faut savoir enfin que pour une même durée le travail est d'autant plus fatigant et même dangereux qu'il nécessite plus de force et moins de variété ! La variété permet une sorte de répartition générale des pertes subies par l'organisme ; mais si le travail, toujours le même, fait travailler toujours et uniquement les mêmes groupes de muscles, ceux-ci peuvent finir par s'atrophier ; c'est ainsi qu'on a observé quelquefois une paralysie spéciale chez les forgerons, paralysie due à une atrophie des muscles deltoïdes.

« Enfin, ce qu'on ne saurait calculer, mais ce qui est réel, c'est que le surmenage physique constitue une prédisposition morbide dangereuse en mettant l'organisme en état de recevoir plus aisément les contagions ».

Et M. Napias, constatant que 9 heures sont de trop, en demande non pas 8, mais 10 ! Il est vrai que c'est au nom de la liberté.

III

Voyons d'un peu plus près ce qu'est le travail musculaire au point de vue physiologique. On appelle nutrition organique du muscle celle qu'il partage avec tous les tissus de l'organisme, celle qui lui permet de vivre dans l'inaction ; mais il lui faut une nutrition sérieuse, dite dynamique, pour lui permettre un travail mécanique quelconque, toujours caractérisé particulièrement par un ensemble de phénomènes chimiques des plus importants.

Le muscle, neutre quand il se contente de vivre, de respirer, devient acide dès qu'il se contracte. Il produit de l'acide lactique et augmente la quantité d'acide carbonique qu'il devait à sa nutrition et à sa respiration, quand il était inactif ; il fabrique en outre de l'urée et de l'acide urique, de la créatine, du sucre, des phosphates, de la xanthine et de l'hypoxanthine, de l'inosite et de l'acide inosique, des acides gras volatils, que le sang des veines enlève. Quand le travail est un peu forcé, ces produits, surtout les azotés, augmentent considérablement. Le muscle prend au sang des artères les éléments qu'il doit transformer pour accomplir son travail de contractions répétées ou maintenues ; mais s'il se surmène, il ne peut plus trouver dans l'apport sanguin de quoi satisfaire à sa consommation nutritive et à ses transformations, il « se mange » lui-même, c'est-à-dire emprunte à sa propre matière les éléments qu'il doit brûler. De

plus, on sait que la contraction prolongée entrave la circulation du sang dans la masse musculaire. Mais il ne suffit pas de trouver où prendre et renouveler sa provision indispensable au travail exigé par l'incitation nerveuse, il faut encore qu'il se débarrasse de tous les produits asphyxiants, encombrants et toxiques qu'il fabrique en travaillant. Dès que ceux-ci commencent à s'accumuler, il se produit d'abord la sensation de fatigue, puis bientôt le muscle s'empoisonne en se dévorant et inversement. Le sang veineux ne peut le débarrasser, il accumule son poison, et alors apparaît le *surmenage* qui est avant tout une *auto-intoxication*. Nous ne développerons pas davantage. Le muscle absorbe tout ce qu'il peut de sang, plus que sa part organique, il anémie l'organisme d'une part, et lui rend de l'autre les produits de son travail, c'est-à-dire empoisonne le sang veineux, tout l'arbre circulatoire, et avec lui tout l'organisme. Le système nerveux se surmène, pour faire en quelque sorte respecter sa volonté du muscle épuisé ; les organes de transformation et d'élimination se surmènent également, la fatigue et l'empoisonnement dominent toute la physiologie de l'organisme; c'est comme une mine qui prend feu.

Or, on sait et l'on prouve surabondamment (Exp. de Charrin et Roger), que la fatigue et le surmenage diminuent la résistance aux maladies par l'altération même des humeurs qui baignent l'organisme, par les perturbations nerveuses qu'ils développent et l'inhibition des moyens de défense cellulaires, dynamiques et chimiques. La phagocytose est annihilée d'une part, et,

d'autre part, l'altération du milieu séreux organique en diminuant la résistance des tissus à l'invasion microbienne, ne laisse pas que d'ouvrir un terrain plus ou moins favorable à la pullulation des dits microbes, et dont ils s'empressent régulièrement de profiter. Il y a une foule d'expériences qui prouvent ce fait : le surmenage ouvre toutes grandes les portes à l'infection microbienne. C'est l'adulte qui est le plus exposé aux accidents du surmenage, et l'homme plus que la femme ; mais tous les travailleurs y sont voués, aussi bien la jeune bonne qui arrive de son village que l'enfant qui commence son apprentisage. La durée trop courte du sommeil et du repos, dit M. Bouchard, favorise l'auto-intoxication de surmenage. Travailler beaucoup et dormir peu, changer de profession, refaire école de nouveau, se soumettre à la fatigue d'une adaptation nouvelle à un milieu et à un travail, tout cela favorise le surmenage également ; la chaleur excessive diminue la résistance, etc. Nous ne décrirons pas tous les accidents de surmenage, ils tiennent de l'asphyxie et de l'infection ; ils constituent d'ailleurs la maladie endémique fondamentale de la classe exploitée. C'est le surmenage qui la pousse à l'hôpital en masse, et imprime un caractère grave à des maladies si inoffensives dans la classe riche, celle qui répare et ne se « mange pas » elle-même.

Il est presque généralement admis aujourd'hui que la fièvre typhoïde, qui est avant toutes une maladie de surmenés, est produite par l'invasion dans l'organisme d'un microbe qui vit chez nous absolument inoffensif,

et connu sous le nom de bacille d'Eberth. Sous l'influence de l'empoisonnement, du surmenage, il change de caractère en changeant de milieu et devient le bacille typhique ; il se transforme dans l'organisme altéré, et évolue dès lors en réagissant à son tour sur ce milieu organique, éveillant la fièvre, infectant tout, acquérant bientôt une haute toxicité et une formidable pullulation, jusqu'à ce qu'il s'asphyxie lui-même en quelque sorte par l'accomplissement total de son évolution dans un milieu dont la complaisance a des limites, jusqu'à ce que l'organisme l'emporte et parvienne à le mater, jusqu'à ce qu'enfin le microbe se « fatigue » lui-même dans les produits accumulés de son travail chimique de décomposition.

Bien des micro-organismes sont ainsi reçus chez nous, logés gratis sans que nous nous en doutions même, sur un pied de symbiose parfaitement consentie. Mais que notre santé s'altère, par le surmenage ou par le froid, et dans ce milieu transformé le parasite se transforme et la guerre est alors déclarée quand l'ennemi est déjà dans la place. C'est l'histoire de presque toutes les maladies, nous ne vivions que sur la foi d'armistices, que le surmenage rompt sans cesse...

Au surmenage, il est un remède, le repos. Mais celui-là est terrible quand il s'appelle le chômage ; et la classe exploitée n'en connaît pas d'autre. Il y a cependant une condition qui combat momentanément le surmenage et préserve dans une certaine mesure l'organisme des capitulations trop désastreuses. C'est l'entraînement et l'accoutumance. Un homme arrive à

vivre en étendant presque indéfiniment les limites physiologiques de sa vitalité. Des ouvriers résistent pendant des années dans des conditions que ne supporterait pas une heure un homme de la classe entretenue. Mais au prix de quelle complaisance, de quelle déchéance organique, de quelle incroyable surcharge des tissus et des organes l'homme et l'enfant surtout, déjà surmené par son propre développement, acquièrent l'immunité au sein de cette perpétuelle menace du milieu industriel. Aussi à quel point cette malheureuse population des villes, si pliée au travail, altère-t-elle le type national, le type humain, moralement et physiquement. Il est des plus navrants que je connaisse et chacun peut l'étudier facilement autour de soi. L'accoutumance, à elle seule, et la dégradation du travail, et l'ignorance inhérente au travail lui-même suffisent à expliquer ce long retard du quatrième état, de la classe martyre à se révolter et à se redresser ; mais il y a si longtemps déjà qu'elle est ployée sous la haute surveillance de la magistrature et de l'armée, de la religion et de la morale bourgeoises, sous le poids de sa dégradation et de sa misère qu'il faut attendre pour la voir se relever qu'elle ait une fois compris où elle allait et ce qu'on faisait d'elle.

En attendant, c'est une terrible diminution de la natalité, qui est, en France et ailleurs, d'autant plus faible que le pays est plus riche, ce qui suffirait à démontrer qu'il n'y a à la dépopulation qu'une cause économique. La fécondité est en raison inverse de la richesse : et ce que nos médecins, hygiénistes et écono-

mistes, ne voudront jamais voir, c'est qu'il en sera ainsi : tant que la richesse et la production des enfants seront individuelles, la fécondité signifiera toujours partage, division, morcellement, c'est-à-dire destruction.

La fécondité produit un avantage social et non individuel ; or le capital étant jusqu'ici individuel et nominal, il n'a intérêt à développer la fécondité qu'en dehors de lui, dans la masse sociale qui produit le capital, mais ne le possède pas. Aussi sont-ce les capitalistes qui réclament la fécondité, pour les ouvriers seulement. L'industrie pompe les existences humaines, il lui en faut pour boucher les vides qu'elle creuse dans les rangs des travailleurs, il lui en faut pour son armée de réserve, il lui en faut pour alimenter le contrepoids de misère qui lui permet de mener la classe exploitée.

L'industrie vide les campagnes dans les villes et les villes dans l'atelier, dans l'usine ; il en sort du capital d'une part et de l'autre toute une humanité desséchée, passée au pressoir du travail. Il faut renouveler sans cesse, car le capital ne fera de petits, ne « rapportera » que si la classe ouvrière elle aussi fait des petits, de la chair à machines et à travail. L'humanité ouvrière en déficit de reproduction menace de ne plus « rapporter » au capital ce qu'elle doit, étant donné le code ; le capital menace de ne plus rapporter même 3 0/0 au lieu de 5 0/0 comme jadis, aux rentiers. Alors le patriotisme s'est ému, la science a été chargée de renouveler le contingent de matière première indispensable à la production dite nationale..Mais hélas, le capital va manquer de travailleurs, comme les travailleurs manquent d'oxygène et

de pain. Il est loin, le temps où l'on admettait que le salaire était établi sur le minimun nécessaire à l'entretien de l'ouvrier et à sa reproduction. Aujourd'hui il est établi, on le répète assez, sur la liberté des contrats ; on ne parle plus de reproduction, elle est abandonnée, quant à l'entretien de l'ouvrier, la liberté du travail et la concurrence entre travailleurs affamés en ont fait un minimum de minimum ; Lassalle même ne s'y reconnaîtrait plus, M. de Freycinet a bien changé tout cela, ainsi que M. Napias. On a beau chercher, dans tout le bagage de morale et de religiosité que nous ont légué nos pères, on se demande quel mobile peut pousser la société actuelle à se reproduire. L'intérêt individuel, la liberté individuelle qui sont à la base de notre morale anarchique, commandent la stérilité absolue. L'intérêt social est une chose dont on n'ose même parler depuis que le patriotisme a remplacé le civisme et que le socialisme fait parler de lui.

La production a tué la reproduction. On ne peut autrement caractériser la crise actuelle, sa solution ne peut plus être qu'économique et révolutionnaire. Qu'on se hâte donc un peu plus !

Dans les grandes levées de l'Empire, on arrachait à la reproduction nationale les hommes valides et sains, laissant pour les générations que nous représentons actuellement de notre mieux le produit d'unions malheureuses entre des femmes heureusement restées ce qu'elles étaient, et des hommes reconnus mauvais pour le service militaire, mais non réformés pour le service conjugal, dont on ne se souciait pas plus alors que maintenant.

Aujourd'hui l'armée enlève les adultes hommes valides, et laisse à l'atelier et au mariage tous les ratés de la conscription. Avouez que ce moyen de sélection est des plus rigoureux et ne peut manquer son but. Je me souviens que le même M. de Freycinet avait proposé d'éliminer les tuberculeux de l'armée : c'était les laisser s'achever dans l'usine et perpétuer par le mariage ou autrement les cas de réforme pour l'avenir. Mauvais pour l'armée, bon pour la société. Cela montre exactement où nous en sommes.

Disons encore que la morbidité des femmes, jusqu'à l'âge de 45 ans, c'est-à-dire pendant l'activité génitale égale, d'après G. Bertillon, une fois et demie celle des hommes. Ajoutons que toutes les causes de morbidité que nous avons énumérées jusqu'ici se multiplient par l'hérédité et que les enfants nés de parents industrialisés sont désarmés, dès la conception, contre toutes les chances de mort qu'ils auront à affronter dès ce moment même.

La misère physiologique répond toujours à la misère économique. La déchéance de l'Espèce est liée à la détérioration de l'individu. Mais si l'on songe que sous le quatrième état, en pleine marche de révolte aujourd'hui, il existe un cinquième état qui porte double charge depuis toujours, double travail, les femmes en un mot, livrées elles aussi à la vie économique et à la destruction individuelle, — on n'aura pas besoin de beaucoup de réflexion pour comprendre que l'abaissement de la natalité et l'effroyable mortalité des femmes et des enfants sont liés avant tout à l'industrialisation complète de la femme, c'est-à-dire de l'Espèce elle-même. Notre révolution ou-

vrière,qui sauvera le développement de l'espèce humaine dans l'espace, c'est-à-dire parmi les individus vivant en même temps et en collectivité, sera seule capable de préparer la révolution sexuelle, l'avènement dernier et fondamental du cinquième état, et cette dernière seule garantira l'évotution de l'espèce humaine dans le temps, c'est-à-dire à travers la série des individus. Cette révolution du cinquième état nous semble dès aujourd'hui aussi mûre que pouvait l'apparaître à Fourier et à Marx la révolution du quatrième état. L'évolution humaine étant individuelle. sociale et sexuelle, nous aurons successivement après l'individualisme, aujourd'hui corrigé par le socialisme, le sexualisme, peu compris de nos jours, mais dont la révolution prochaine prépare le chemin et dont l'avènement est fatal.

On a remarqué que les fourmis ont beaucoup de soins des pucerons qu'elles vont traire, qu'elles les logent, leur font des logements salubres,de véritables cités ouvrières mieux comprises que les nôtres, qu'elles les aident à se reproduire et surveillent leur entretien ; on a constaté que les pucerons prospèrent et que les fourmis ont soin de leurs petites vaches à lait ; on a donc eu l'idée d'imiter ces prévoyants insectes ; nous avons dû à ce généreux élan des constructions économiques, des cantines ouvrières, des logements fournis par l'employeur, des caisses de retraite, alimentées par l'employé, enfin tout un système de dettes et de retenues de salaires qui rivent l'ouvrier au travail comme le puceron sur sa petite branche bien maçonnée de terre glaise.

Mais on a fait mieux ; il existe, paraît-il, des lois de

protection de l'enfance, du travail des femmes et des enfants, des mesures générales de sécurité du travail et d'assainissement. Tout cela est fort touchant et a jusqu'ici bien rempli son but, qui était de donner du répit à nos gouvernants et de permettre aux députés de paraître faire quelque chose. Au fond, il n'y a absolument rien de fait, sauf que, les lois étant votées, on ne peut plus réclamer. Et les terribles accidents de Châtelus, de Jabin, de Verpilleux, de Villebœuf, de la Manufacture, malgré de luxe de cadavres déployé par les compagnies, ont-ils fait faire un pas de plus à la question ?

Le capital ne fait rien, parce qu'il n'a rien à faire ! Il deviendra social quand la Société le voudra. Mais demander aux capitalistes de se défendre contre une révolution fatale, par des mesures qui ne feront que la hâter, ce n'est pas raisonnable, en vérité. Ils ne peuvent que patienter, dans l'espèce de sécurité inquiète d'un homme qui songerait à retarder l'explosion d'une chaudière en s'asseyant dessus. Ils ne feront pas mieux, jusqu'à ce qu'ils sautent. On n'a pas d'exemple dans l'histoire des révolutions, d'une classe qui garde jusqu'à sa mort l'intelligence qu'elle montra au commencement. Il est impossible à la Bourgeoisie d'être actuellement assez lucide pour retarder d'un moment la chute. Aussi incohérente et maladroite qu'ait pu être la tactique du Quatrième Etat, rien n'a pu le retarder dans sa marche, dans sa marée montante, aujourd'hui si sensible et si marquée.

Le Capital admet le Travail, parce qu'il ne peut se passer de lui ; sans cela, il accepterait la disparition

totale de la classe ouvrière d'un cœur aussi léger que cet ancien qui regrettait qu'on ne pût se passer des femmes pour avoir des enfants. Pour le Capital, les enfants, c'est la rente et le jeu. Et, nous le répétons, il ne sera jamais plus clairvoyant.

Nous nous trompions cependant. Le capitalisme a eu un répit de plus de trente ans dans la Révolution, et il le doit à l'acool qui abrutit, tue, mais distrait la classe ouvrière. Il brûle les femmes de jour en jour davantage, et au delà, des générations de fous et de névropathes, moins généreux que le plomb qui fait au moins avorter tout de suite. L'acoolisme sera un des grands crimes de la classe exploitante, car il a été un de ses plus sûrs instruments de règne. Il est devenu, comme tous les poisons lents, indispensable à des milliers de malheureux dont la vie est faussée depuis l'enfance.

Les médecins, aliénistes ou autres, en connaissent bien les effets, mais n'ayez crainte que l'Etat enlève à l'exploitation industrielle privée cette panacée merveilleuse de tous les maux, cette passion morbide qui est une excellente sauvegarde de la baisse des salaires, et qui livre au Capital le travailleur de plus en plus faible, de plus en plus abruti. L'alcool a mâté plus de révoltés qu'on ne pourrait croire en assujettissant l'ouvrier à la chaîne industrielle, lui faisant oublier la misère, la famine et sa dignité d'homme et de citoyen. L'alcoolique mange de moins en moins, car le foie et l'estomac sont malades, mais il boit de plus en plus ; et, la facile sophistication des boissons alcooliques aidant, l'homme qui boit coûte moins cher que l'homme

qui mange. On sait de plus que ce n'est pas l'ivresse, l'alcoolisme aigu, qui est la plus funeste : elle est infiniment moins dangereuse que l'habitude, une fois prise, de l'alcool, avec ses conséquences, d'abord l'accoutumance, la tolérance et la surcharge acceptées par l'organisme, la destruction lente des tissus et l'abolition progressive des fonctions. Du reste, l'alcoolique aigu ne vieillit guère au travail, tandis que l'alcoolique chronique n'en travaille, pour un temps, que mieux, jusqu'à la ruine organique ou la vieillesse ; mais alors, on le remplace.

En résumé, la durée excessive de la journée de travail et le séjour trop prolongé dans les milieux d'exploitation multiplient : *les Dangers et Accidents professionnels*, en y exposant trop longtemps les ouvriers, en affaiblissant chez eux l'attention et l'habileté, par le surmènement, indépendamment de l'incurie des exploitants, des infractions continuelles aux lois déjà faites ; — *les Déformations organiques professionnelles*, résultant du maintien exagéré de certaines attitudes, de la répétition des mêmes mouvements et des mêmes contacts, et de l'impossibilité pour l'ouvrier d'interrompre assez fréquemment leur influence modificatrice par le repos ; — *les Intoxications par les matières premières*, dont les effets sont longuement énumérés dans tous les livres spéciaux et dont les cliniques abondent en exemples quotidiens ; — *les Lésions organiques par l'air confiné*, dues à l'insuffisance de l'aérage, impuissant à lutter contre les éliminations organiques, pro-

voquant ainsi une auto-intoxication plus ou moins rapide et, d'autre part, à l'accumulation dans l'air respiré de produits toxiques et mécaniquement nuisibles aux tissus, particulièrement à l'appareil respiratoire ;

Ils aggravent : *l'Insuffisance de réparation nutritive* par le peu de temps consacré aux repas, par la nécessité pour l'ouvrier de ne pas s'éloigner du lieu de travail et de manger rapidement ; par l'insuffisance des salaires à assurer une alimentation convenable et surtout la mauvaise qualité des produits alimentaires dont le bon marché est une garantie de falsification ; — *l'Insuffisance de réparation respiratoire* par l'impossibilité, pour les tissus, de fixer une quantité d'oxygène suffisante pour réparer les pertes de la veille, fournir aux dépenses du jour et combler le déficit croissant causé par les emprunts continuels que le travailleur fait à son organisme, dès les premières heures de travail ; — *l'Insuffisance d'élimination*, par l'impossibilité de débarrasser les tissus des produits résultant de l'usure organique et des agents toxiques absorbés, de la surcharge imposée aux tissus par l'accoutumance professionnelle qui livre fatalement le travailleur à une destruction incessante ; — *l'Insuffisance du repos* pendant le travail ou dans les intervalles, le peu d'efficacité d'un sommeil trop court et effectué dans des conditions défavorables à tous égards ;

Ils provoquent : *la Diminution rapide de la résistance*, soit par l'accoutumance qui n'est que superficielle, par la surcharge, la suractivité et la combinaison de toutes les causes destructives énumérées ; — *l'Aug-*

mentation de la réceptivité aux infections, variant avec la profession, mais constituant le facteur étiologique le plus constant et le plus important dans toutes les invasions micro-organiques ; —*l'Augmentation de la réceptivité aux intoxications*, par l'insuffisance des échanges réparateurs ; —*les Spécialisations fonctionnelles* commencées souvent dès l'école professionnelle, rompant l'équilibre individuel, supprimant de bonne heure l'intégrité et la généralité du développement tant physique qu'intellectuel, tout en créant plus de prédispositions morbides héréditaires.

Ils développent : *la Misère physiologique*, soumise aux mêmes lois biologiques que la misère économique, par la combinaison et la réaction réciproques de toutes les nocivités dues aux conditions de classe et de profession, dégradant le type humain chaque jour davantage par l'hérédité des caractères acquis et les prédispositions morbides qui s'accentuent jusqu'à la disparition de l'individu et de sa descendance, ne laissant après elle que le souvenir de curiosités d'amphithéâtres et de Cours d'assises ; — *la Nécessité de stimulants et d'anesthésiques* le plus souvent toxiques comme les alcools dont l'action rapide ou lente s'étend au delà de l'individu et se répercute dans sa descendance par une déchéance nerveuse et des réceptivités morbides croissantes autant que variées.

Ils déterminent : *la Destruction progressive de l'homme* par l'effet combiné de toutes ses causes qui le saisissent le plus souvent dès l'enfance, alors qu'il est déjà travaillé par la misère physiologique et les tares hé-

réditaires ; — *la Destruction progressive de la femme*, dont le travail à bon marché fait une victime choisie, et sur le bassin de laquelle les déformations professionnelles ont un retentissement redoutable lors de la parturition : — *la Destruction précoce de l'enfant*, commencée avant la naissance, assurée de bonne heure par les conditions désastreuses de l'élevage et de l'apprentissage professionnel, la dépravation physique et morale des milieux industriels et misérables ; — *la Destruction de toute vie personnelle, familiale et sociale*, par l'absorption industrielle de toutes les facultés utilisées en vue d'un rendement spécial, dont l'exploitation fait pour le travailleur une condition d'existence ; — *l'Abaissement constant du niveau moral esthétique et philosophique*, par la spécialisation des préocupations intellectuelles dans une lutte dégradante pour l'existence exclusivement économique et végétative ; — *l'Abaissement croissant de la natalité*, par l'excessive consommation d'individus dans la classe qui produit et qui reproduit, et l'indifférence absolue en matière de reproduction qui caractérise notre législation et notre morale individuelle.

8 avril 1893.

(*L'Harmonie sociale.*)

L'ALCOOL

Il n'est pas de crime dont on n'accuse l'alcool, et l'on a infiniment raison de les lui reprocher. Comme on ne fait pas grand'chose pour empêcher ces crimes, il est naturel de penser que ces crimes profitent à quelqu'un et que ce quelqu'un est très puissant. Nous ne nous occuponsici, bien entendu, que de l'alcoolisme chez l'homme, la femme et l'enfant de la classe productrice.

Chaque fois qu'on se propose d'examiner un mal social, il faut envisager son côté physiologique et son côté économique à la fois. Quand ce fléau frappe particulièrement une classe, il faut définir économiquement les conditions d'existence de cette classe ; sa physiologie en découle tout naturellement.

La classe ouvrière vit du salariat. Celui-ci, réduit à sa formule la plus exacte, se définit ainsi : un être humain, pressé par la nécessité, demande à vivre en travaillant ; un autre être, également humain, consent à

acheter son travail sous les conditions suivantes ; il travaillera par exemple douze heures par jour et sera payé au bout de sa quinzaine. Sa misère et sa faim feront quinze jours de crédit au capitaliste. De plus, on diminuera le plus possible son salaire sous forme d'amendes, de retenue pour la retraite, de déficit à combler, etc. Enfin ce salaire representera par jour une valeur moindre que la moitié de celle du travail quotidien ; ou, si l'on veut, on ne paiera que la moitié du travail. Sur un travail de douze heures, six sont payées et leur produit appartient au patron et à l'ouvrier, l'un prenant le travail et l'autre le salaire ; six autres seront données pour rien par l'ouvrier au patron, qui en profitera seul.

L'ouvrier travaille six heures pour lui et six heures pour le patron ; le patron paie six heures et gagne le travail de douze. C'est de l'usure à cent pour cent que fait l'employeur à l'employé, avec cette différence que l'employé rembourse quinze fois de suite avant de toucher son premier salaire. Il n'existe pas de forme plus terrible de l'usure, car la loi reconnaît ce taux de cent et plus pour cent quand le remboursement se fait en travail et en sur-travail, c'est-à-dire en vie humaine.

Le mot usure rencontre ici une autre application non moins abominable. Ce travail fourni par le salarié n'est pas égal au rendement normal d'un individu sain, il le dépasse de beaucoup. Le travail n'est pas la rente de la santé, il n'est pas fait de ce qu'un organisme en bon état physiologique peut dépenser sans que le capital soit entamé. La fatigue journalière dépasse le ren-

dement tolérable, et là aussi l'usure physiologique double l'usure économique.

On sait qu'un homme bien portant et solide a dépensé en neuf heures de travail plus d'oxygène que la respiration ne pourra lui en rendre jusqu'au lendemain. Chaque jour de travail est donc pris non sur les forces réparées et relevées au taux normal par la respiration, l'alimentation et le repos, mais il entame plus profondément ce capital vital déjà compromis par la fatigue de la veille. Ces choses sont classiques et reconnues par les hygiénistes les plus officiels.

Nous avons vu que la femme, par sa merveilleuse résistance physiologique, supportait plus que l'homme et pouvait être moins payée ; ici l'usure est doublée d'une dépopulation suraiguë et la minoration des salaires sous-entend la prostitution.

L'alcool masque les troubles provoqués dans l'organisme par l'usure économique et l'usure psychologique. Il empoisonne lentement et sûrement, mais avant que l'intoxication prenne le dessus, le travailleur qui boit est rivé au travail par l'esclavage de sa passion elle-même et aussi par la dégradation morale qui l'accompagne.

L'alcool est un excitant génésique et pour quelques travailleurs qu'il met hors d'état de travailler, il a fait procréer une foule de petits travailleurs, héréditairement voués à toutes les déchéances. Il augmente l'armée de réserve du capital, la chair à travail. Il fait baisser le salaire commun.

L'alcoolique mange moins et son excitation patholo-

gique lui permet de fournir autant et plus de travail que s'il ne buvait pas.

L'alcoolique sent moins la fatigue morale et physique du travail continu. Sa déchéance intellectuelle, l'abrutissement de sa maladie, la dégradation des milieux où règne l'alcool en font une matière à exploitation avec laquelle le capital ne craint guère d'émancipation systématisée.

Aussi l'alcoolisme a-t-il suivi très exactement les progrès de l'industrialisation de l'ouvrier, de l'ouvrière et de l'enfant. Les cas de folie alcoolique encombrent les hospices ; les meurtres, les monstres, les terribles hérédités s'accumulant, la phtisie s'installe sur ce terrain ouvrier si bien labouré par l'alcool et le surmenage ; l'abrutissement gagne ces hommes et ces femmes dont la vie active et morale est absorbée par le travail dégradant, et qui n'ont guère d'autre diversion que l'excitant de la boisson. La femme, l'enfant boivent comme l'homme. Toute la race s'y fond.

Croyez bien que si l'on s'inquiète aujourd'hui de la mortalité et de la ruine physiologique de toute une classe déjà surmenée et dégradée par le travail, les sentiments humanitaires n'y sont pour rien. C'est la matière première du travail, c'est cette houille humaine qui chauffe la production industrielle, c'est cette chair à salaire qui devient plus rare et qui va coûter plus peut-être. Il en meurt trop. Il en faut pour la caserne et pour l'usine, et le monopole de l'empoisonnement public par l'industrie privée est si puissant que l'Etat lui-même n'ose l'accaparer.

L'acoolisme est le crime d'une classe et ce n'est pas le moindre. Il a succédé à la religion dans la protection de la classe possédante contre la classe productrice. L'esclave moderne a fini par se mettre de lui-même l'entrave aux pieds, on le tient non plus par la superstition qu'il fallait entretenir aux frais de l'Etat et du capital, on le tient par la mauvaise, la maladive passion de l'oubli et de l'entraînement factice, qui enrichit encore le capital aux dépens de la classe ouvrière. Si l'ouvrier ne buvait plus, le salaire ne pourrait rester aussi bas. L'usure physiologique devenue intolérable à l'homme sain, ferait reculer l'usure économique. L'alcool retarde la Révolution.

Quel remède lui oppose-t-on ? Bien peu, tous insuffisants. La cause du mal est dans le mode de production économique, le remède est également là. L'ouvrier travaille trop pour trop peu ; de là, la misère physiologique, économique et morale. On ne laisse à la classe ouvrière que l'alcoolisme et la prostitution pour combler le déficit chaque jour croissant entre le taux de vie possible et exigible et la ruine rapide de la race.

Nous savons que la journée de huit heures relèvera les salaires et la force vitale qui a persisté jusqu'ici dans la classe surmenée de travail et de misère. Elle seule fera disparaître l'alcoolisme et la prostitution et pour des raisons presque identiques, car l'alcoolisme et la prostitution amortissent momentanément la puissance destructive de l'exploitation capitaliste, pour en centupler ensuite les effets.

Il n'est qu'un remède à la tuberculose, à l'alcoolisme,

à la prostitution, au surmenage, qui sont des fléaux mille fois plus meurtriers que la guerre, c'est la réduction de la journée de travail. Soyez certains qu'on essaierait tout avant d'en arriver à ce remède-là, si par hasard on songeait à tenter quelque chose.

3 juin 1893.

(*Le Socialiste.*)

AUX VEUVES

La jurisprudence bourgeoise nous offre un document établissant nettement les limites dans lesquelles le massacre industriel de la classe travailleuse est toléré et le chiffre de victimes que doit atteindre un honnête industriel avant d'être inquiété. Il faut la douzaine.

Nous adressons ce document aux veuves et aux orphelins des ouvriers morts au champ d'honneur de la misère et de l'exploitation ; il est authentique et des plus instructifs.

On sait comment et combien les industries dites *à poussière* attaquent les voies respiratoires et que l'irritation continue de l'appareil pulmonaire par des particules toxiques ou mécaniquement nocives livrent la muqueuse respiratoire aux invasions microbiennes tantôt brutales et rapides comme dans la pneumonie, tantôt progressives et lentes, comme dans la tuberculose ordinaire. On cite des professions, comme celle des

tailleurs de silex, par exemple, où la proportion des morts par phtisie est de 80 0/0.

L'arrêt de la Cour d'appel de Rennes, que nous publions ici, nous enseigne tout d'abord qu'il y des cas où le massacre de la classe ouvrière par les industriels est si flagrant, que la justice même de leur propre classe ne peut passer outre ; il nous apprend aussi qu'il se trouve des savants officiels, aux gages de la même classe possédante, dirigeante et jugeante, capables d'une scandaleuse casuistique médicale, quand ils ont à se prononcer dans le moindre conflit entre travailleurs et exploiteurs.

Nous y voyons encore que la voie judiciaire ne doit pas être toujours redoutée par les exploités, bien qu'elle soit chanceuse et que la justice ne soit faite ni pour, ni par les travailleurs.

Enfin cet arrêt nous permet de constater que l'industriel en question a été regardé comme responsable de la mort de l'ouvrier dont la veuve a intenté le procès et, d'autre part, *qu'en un mois* le personnel du même employeur a présenté pour les mêmes causes 17 cas de pneumonie, dont 11 suivis de mort.

Enfin il y a une justice pour le douzième ! Nous ignorons si l'amende a été forte, mais il faut espérer que la punition du douzième meurtre sera effacée dans l'esprit du coupable par la satisfaction d'en avoir commis auparavant onze autres pour rien.

Voici l'affaire, telle que l'ont rapportée des journaux médicaux.

Un ouvrier nommé Aubry, est mort d'une pneumonie

aiguë quelques jours après son entrée comme manœuvre à l'usine. La veuve, estimant qu'il avait contracté cette maladie à l'usine en aspirant des poussières de scories, et que certaines précautions d'usage n'avaient pas été prises, avait formé une demande en dommages-intérêts contre M. Leblanc.

A la suite d'un rapport d'experts, favorable à la demanderesse, le tribunal de Nantes rendit, l'année dernière, un jugement condamnant Leblanc à payer des dommages-intérêts à la veuve Aubry.

Sur l'appel, la Cour de Rennes a rendu cette année un arrêt qui confirme le jugement de première instance. Après avoir adopté les motifs des premiers juges, la Cour a ajouté les considérants suivants :

« Considérant qu'on ne reproche point à Leblanc, d'une façon générale, l'exercice d'une industrie insalubre, mais l'oubli des soins et des précautions que devait lui suggérer la prudence, afin d'en atténuer le plus possible la nocuité, qu'il ne saurait d'ailleurs être question de risques professionnels en ce qui concerne des ouvriers de hasard, de simples journaliers, recrutés accidentellement comme ceux qui complétaient le personnel de l'usine Leblanc pendant les mois de mai et juin 1888, et qui ont été le plus éprouvés par le fléau ;

« Considérant que les nombreux cas de pneumonie aiguë survenus dans ce personnel, du 28 mai au 26 juin, et suivis de mort, dans la proportion de 11 sur 17, devait faire présumer tout d'abord l'existence d'une cause purement locale constatée en effet par les experts ;

« Considérant que les industries, dites *industries à poussières*, sont, en général, incommodes, celles qui ont pour objet le broyage des scories provenant de la déphosphoration de l'acier, offrent un danger tout spécial lorsqu'elles s'exercent comme dans l'espèce, dans des conditions défectueuses et une aération insuffisante ; qu'elles donnent naissance à des poussières métalliques dont les particules, présentant presque toutes une cassure vitreuse, sont de nature à occasionner dans les voies respiratoires, des plaies que vient encore irriter la chaux vive qui s'y trouve mêlée ; que ces divers éléments, le fer métallique, le fer oxydé et la chaux, retrouvés dans les crachats noirâtres de la plupart des malades prouvent bien que, chez ceux-ci, l'appareil respiratoire était saturé de ces dangereuses poussières ;

« Considérant qu'en dehors des divers faits de circonstances relevés à bon droit par le jugement dont appel, ce qui contribuait puissamment encore, dans l'usine Leblanc, à développer la poussière d'une façon anormale, ce sont les brassées ou mélanges de diverses poussières que les ouvrières faisaient dans les greniers après la trituration des scories sous les meules, à l'inverse de ce qui se passait dans les usines similaires, notamment dans l'usine Dubocher, qui en était toute voisine, et où les mélanges ne s'opéraient que sur les scories elles-mêmes avant le broyage ; qu'à la différence encore de cette usine, où le broyage s'effectuait sous un hangar entièrement ouvert d'un côté à l'air libre, les meules dans celle de Leblanc, sans qu'on ait eu la précaution de les enfermer dans un tambour, se mouvaient dans une

chambre où les résidus du bluttoir venaient en même temps se déverser ; que la poussière qui s'en dégageait a dû atteindre son maximum de densité dans les mois de mai et juin 1888, *où, en raison d'une vente alors très active, les divers appareils fonctionnaient jour et nuit et les ouvriers étaient soumis à un travail supplémentaire* ; qu'il est à remarquer que c'est précisément à cette époque que se sont produits brusquement les nombreux cas de maladies qui ont été observés ;

« Considérant que si, dans sa consultation du 31 décembre 1891, *provoquée par Leblanc, l'éminent docteur Brouardel* (1) *émet l'avis que la pneumonie aiguë est engendrée par un microorganisme appelé pneumocoque auquel ne peuvent, d'après lui, donner naissance les industries à poussières*, il faut noter tout d'abord que ce mémoire, bien qu'émanant d'un des princes de la science, ne peut constituer au procès *qu'un document officieux* et montre que cette opinion n'est pas celle des experts commis par justice d'après lesquels la pneumonie peut être due à une cause inflammatoire ;

« Considérant que tout, dans l'espèce, tend à démontrer que telle a été la véritable cause de la maladie qui a entraîné la mort du sieur Aubry ; que ce qui donne lieu de penser qu'elle n'avait point un caractère épidémique, c'est, comme l'ont dit avec raison les premiers juges, l'absence complète de contamination, soit dans les familles des ouvriers malades, soit à l'Hô-

(1) La médecine, la science officielles sont rarement tombées plus bas que dans cette officieuse consultation.

pital, où quelques-uns d'entre eux avaient été transportés ;

« Considérant que, dût-on même admettre que la pneumonie aiguë ne puisse être engendrée que par un microbe, alors et dans cette hypothèse, soit que les poussières ouvrent la porte au bacille, comme l'ont dit les premiers experts, MM. Laënnec, Androuard et Ollive dans leur rapport du 16 juin 1889, soit qu'elles aient seulement pour effet de faciliter le développement et l'action du préexistant dans l'organisme, *ce que ne nie pas absolument le docteur Brouardel lui-même*, il n'en est pas moins vrai que, dans le premier cas, elles y auront déposé le germe du mal, et que, dans l'autre, en lui fournissant un lieu éminemment favorable, elles en auront provoqué l'épanouissement et déterminé ou tout au moins précipité la catastrophe qui s'en est suivie ;

« Considérant qu'on ne répond pas uniquement du préjudice dont on est l'auteur immédiat, mais encore du mal dont, sans en être la cause première, on a par sa faute aggravé les conséquences, que, si parmi les victimes, il s'en était trouvé qui eussent des prédispositions à la pneumonie, cette circonstances ne serait pas de nature à faire disparaître la responsabilité de Leblanc, mais seulement à l'atténuer dans une certaine mesure ; que les premiers juges d'ailleurs paraissent s'être inspirés de ces considérations en n'allouant aux *demandeurs que des dommages-intérêts très modérés.*

« Considérant enfin qu'on ne doit pas s'étonner de ce que les ouvriers de passage, qui reçoivent, dans les

ateliers, le surnom significatif « d'hirondelles » aient été plus particulièrement atteints ; qu'on s'explique en effet qu'introduits brusquement dans cette atmosphère malsaine, au moment où la fabrication plus active y développait une quantité de poussière plus considérable, ils aient été plus directement affectés que les ouvriers habituels de l'usine, qui s'y étaient insensiblement accoutumés ;

« Par ces motifs, confirme.

28 juillet 1895.

(*Le Socialiste.*)

AUTRE MONOPOLE

Quand les socialistes réclament un monopole d'Etat, il suffirait d'entendre les cris de brûlés que poussent tous les farceurs de la presse à tout faire, pour se persuader une fois de plus que c'est là qu'il faut viser et que c'est sur ce point que se dessine la brèche par laquelle nous entrerons. Et tout en reprenant contre nous les antiques rengaines de socialisme d'Etat, de tyrannie socialiste, d'entraves à la liberté et à l'initiative individuelles, ils sont trop malins pour ne pas savoir où ce chemin les mène et où il nous mène derrière eux. Et, en effet, s'il est évident que l'Etat, dans la société capitalisée où nous vivons, est loin de notre idéal et s'il est même un obstacle naturel à sa réalisation, il n'en est pas moins le but sur lequel convergent tous nos efforts depuis que le prolétariat s'est décidé à porter la lutte sociale sur son terrain utile et pratique.

Ceux-là mêmes qui nous accusent de ne vouloir arriver aux affaires que pour faire les nôtres, c'est-à-dire de

chercher à imiter l'exemple qu'ils nous donnent, auraient mauvaise grâce à ne pas trouver naturel que nous cherchions à engraisser l'Etat avant de le dévorer : ceux-là aussi qui savent que l'Etat est une arme pour qui sait s'en emparer, actuellement aux mains de la classe parasite que nous voulons extirper de l'organisme national et social, ceux-là pensent aussi que nous devons, au jour prochain où nous tournerons cette même arme contre la bourgeoisie féodalisée dont le dernier quart d'heure vient de sonner, souhaiter trouver cette arme en bon état de service et bien chargée.

C'est pourquoi nous devons, nous, socialistes, commencer la Révolution en cherchant à pénétrer dans cette caverne qu'on appelle l'Etat, ce qui devient chaque jour plus possible, et le bulletin de vote remplaçant le mot de passe qu'on avait dû changer depuis l'aventure d'Ali-Baba.

Le monopole de la rectification des alcools par l'Etat est une des rares bonnes choses qui resteront à l'actif de cette Chambre, qui en compte si peu : il va s'en aller maintenant, submergé par le flot des mesures infâmes et des votes infects, entraîné par ce « tout au Sénat », vers ce *veto* constitutionnel que nous devons à la Restauration d'il y a 25 ans.

Supposons qu'il survive à ce contact avec le Sénat, supposons que le monopole de la rectification se complète par celui de la fabrication ; nous devons dès maintenant en proposer un autre tout aussi urgent.

C'est le monopole de la rectification, et même de la fabrication par l'Etat de tous les produits pharmaceu-

tiques et autres, désinfectants hygiéniques, sérums thérapeutiques, et autres produits utilisés pour la sauvegarde publique de l'hygiène et de la santé.

C'est peut-être un peu long comme formule, mais nous avons tout notre temps devant nous. Il suffirait à nos élus et à nos congrès de reprendre sur nouveaux termes l'argumentation qui a servi à la monopolisation de l'alcool, d'y instituer une foule de considérations faciles à saisir et de nature rapidement populaires, pour montrer tous les avantages de ce second monopole d'Etat tant au point de vue de la santé publique qu'au point de vus fiscal.

Ce monopole intéresse le malade, le pharmacien et l'Etat.

Voyons le malade d'abord. Supposons un sirop quelconque, une spécialité à prix fixe. Ne pensez-vous pas que le pauvre diable qui le paie trois francs quand il en gagne à peine quatre par jour, paie ce remède cent fois plus cher que le rentier pour qui ces trois francs ne sont même pas une dépense ? Supposons donc qu'à qualité égale du produit, il y ait prix égal, on ne pourrait guère réclamer. Mais suppose-t-on qu'il y ait qualité égale d'abord entre le produit acheté dans une pharmacie à grand débit, dont le fonds se renouvelle souvent, et celui qu'on déterre dans une petite pharmacie des quartiers pauvres ? Qu'y a-t-il de plus certain que la cherté du produit pharmaceutique et de plus incertain que sa composition.

Je prenais souvent une pommade assez active et d'une couleur fixe. Dernièrement, j'eus l'idée de la faire

demander chez quatre pharmaciens. L'un est mon voisin et me connaît, le second et le troisième sont deux noms très connus parmi les pharmaciens de Paris, le quatrième est un tout petit pharmacien de Montrouge. Mon voisin le pharmacien sait que le médicament est demandé par moi, me le donne de bonne qualité pour six sous. J'ignore s'il gagne quelque chose sur la vente, mais ce ne peut être beaucoup.

Le second me fournit toute autre chose que ce que j'ai demandé, aussi différent comme couleur que comme propriété, et me prend 1 fr. 50 centimes ; le troisième, toujours sur la même ordonnance, me fournit une pommade incolore, sur laquelle il a dû se contenter de prononcer mentalement quelque formule magique et me demande 4 francs. Le petit pharmacien des quartiers pauvres me fait attendre un jour pour se procurer le produit, et me le vend quinze sous. Notez que je prescris cette pommade pour une seule et même affection ; quelle singulière thérapeutique j'ai dû faire parfois, grâce à l'ineffable fantaisie des pharmaciens à qui nos pauvres clients ont pu avoir affaire ?

Combien de produits s'altèrent rapidement en pharmacie, combien sont altérés d'avance ! Et dans ces produits délicats, ces alcaloïdes si volontiers toxiques que vous ne donnez que par gouttelettes, ces sirops de composition fragile que vous administrez par petites cuillerées à votre nouveau-né, savez-vous combien le pharmacien gagne sur le prix, et encore cela vous serait indifférent, si vous ne songiez combien vous perdez, vous, sur la valeur thérapeutique ?

Savez-vous combien un pharmacien gagne sur la potion qu'il vous vend ! Ignorez-le toujours. Ça ne peut pas se deviner ; au-dessous de trois à quatre cents pour cent, il fait de mauvaises affaires, il a perdu sa journée. Tous les médecins savent cela ; mais nous causerons un peu aussi bientôt des médecins. Revenons au malade.

Si l'on a trouvé indispensable de rectifier l'alcool, qui est d'une consommation générale, mais dans une certaine mesure néanmoins facultative, n'est-il pas au moins aussi urgent de rectifier les produits pharmaceutiques, dont la consommation est indispensable et souvent urgente ? Vous pouvez vous absinther, vous empoisonner comme vous le voulez et si vous le voulez, mais rien ne vous y force, au moins directement. Pouvez-vous ne pas courir acheter un médicament quand votre petit enfant tousse ? Pouvez-vous ne pas vous ruiner en médicaments pour adoucir vainement les dernières heures d'une existence qui va finir ? Combien coûte cher la santé aux gens qui gagnent à peine de quoi manger ? Qui ne sait combien sont mal répartis les secours gratuits et quelles bizarreries incroyables et odieuses on rencontre dans la dispensation du médicament !

Sans doute, les pauvres sont mal servis par l'Etat ou par les individus, et les pauvres ne peuvent réclamer. Mais supposez que la même incurie se fasse sentir à tout le monde, durerait-elle ? Ce que nous cherchons dans le monopole d'Etat, ce n'est pas l'extension à tous les services sociaux des défauts de nos administrations publiques, c'est avant tout la responsabilité des admi-

nistrations vis-à-vis du public, mais vis-à-vis de tout le public, le seul assez fort pour faire entendre ses réclamations et se faire servir avec autorité.

Est-il une chose dont la qualité doive être plus sévèrement garantie que ce médicament que le médecin prescrit avec une prudente exactitude, par doses minutieusement calculées, sans que rien ne garantisse d'avance la valeur du produit ? Est-il, je le répète, possible d'admettre que cette potion, dont vous attendez peut-être la vie du bébé malade, a pu être composée avec des produits dont rien ne nous affirme l'authenticité ? Ah ! si c'était du tabac, un timbre, un sou, l'Etat apparaît, la loi se dresse, mais il ne s'agit que de la santé, de la vie ou de la mort, c'est-à-dire de ces choses que notre régime industrialiste livre à l'initiative et à la liberté individuelles.

Mais passons au pharmacien. Oh ! lui, il traverse à son tour la phase par laquelle passent toutes les industries. Le petit pharmacien va mourir, le petit pharmacien est mort. C'est une valeur sociale qui s'éteint. Il s'efface devant les grands magasins et les produits manufacturés, c'est-à-dire les spécialités. Il y a tant de choses toutes faites qu'il finit par ne plus savoir son métier ; les spécialités pharmaceutiques qui se recommandent au médecin par la simplification des prescriptions, la diminution des causes d'erreurs dans l'ordonnance, une vague fixité de dosage et une constance supposée dans la composition, les spécialités abaissent la valeur individuelle du potard, comme la machine abaisse la valeur individuelle de l'ouvrier.

Le pharmacien ne gagne plus sa vie, surtout dans les quartiers pauvres, avec l'ordonnance magistrale, celle qu'il doit exécuter de toutes pièces. Il se soutient, il faut le dire, par l'exercice illégal de la médecine ; et c'est un singulier instinct qui pousse le malade pauvre chez le pharmacien qui lui place toujours quelque produit parfois inoffensif, et qui fait qu'avant même de s'adresser aux consultations gratuites des hôpitaux, le malade a souvent vu plusieurs pharmaciens, éprouvé diverses consultations et toujours laissé de ses plumes entre le pilon et le mortier.

Nous dirons également que la façon dont certaines consultations sont faites dans nos grands hôpitaux justifie assez l'hésitation des malades consultants.

Le petit pharmacien disparaît comme artisan, mais reparaît comme dépositaire, de même que les petits commerçants de quartier qu'a submergés un grand magasin reparaissent comme employés. Ils vendent les spécialités, les produits manufacturés qui consacrent l'impersonnalité dans la production, c'est-à-dire la forme fatale qui s'impose aujourd'hui. On leur fournit les produits, avec étiquettes et flacons à leur nom, avec un prix marqué dont la différence avec le prix qu'ils paient représente la commission. Mais le grand fabricant se fait la part du lion, gagne énormément sur la masse ; et le petit pharmacien, devenu dépositaire avec une ombre d'individualité commerciale, regrette l'ordonnance compliquée où il avait sans doute plus de travail, mais aussi plus de profit, tandis que sur les spé-

cialités comme sur les eaux, il ne gagne, comme on dit, que par le bouchon.

D'autre part, les grandes spécialités simplifient les connaissances thérapeutiques du médecin, elles ont comme toute chose en ce monde leur bon et leur mauvais côté. C'est une forme industrielle qui s'impose, et qu'il importe, précisément à cause de son expansion, de monopoliser au plus vite. Les grandes spécialités mangent les petites, cela est dans l'ordre. Quel produit peut résister à ces grandes réclames, à ces albums pharmaceutiques, avec les autographes et les portraits de toutes les célébrités qui ont usé de tel produit avec une satisfaction évidente, quel produit survivra s'il ne peut fournir les courtages obligatoires à la presse, au monde médical? Il en résulte que le siècle des grands magasins s'annonce pour les choses de la santé comme pour celles de nos autres besoins.

Au train où vont les choses, s'il n'y a pas monopolisation par l'Etat, et comme on a provisoirement écarté les pharmacies municipales, un de ces matins, le Louvre et le Bon Marché, s'ils ne craignent pas l'effroyable levée de caducées de tout le monde pharmaceutique, ouvriront un rayon de pharmacie, avec employés diplômés, titrés, pharmaciens de première classe, (on les aura pour rien), exécutant les ordonnances, confectionnant les paquets avec une grâce inimitable, ayant des bonbons pour les enfants, des sourires pour la maman, livrant à domicile, dans leurs superbes voitures multicolores, vendant les spécialités moins cher qu'en fabrique, les eaux minérales plus pures qu'à la source,

et ce jour-là, les pharmaciens viendront à nous, réclamant le monopole, se voyant déjà fonctionnaires !

En attendant, il y en a encore beaucoup qui font fortune en trois ou quatre ans.

Passons à l'Etat. Est-ce qu'il ne doit pas être responsable de la santé publique dans la mesure où celle-ci dépend de la bonne qualité des produits pharmaceutiques ? Il délivre le diplôme et la patente, pourquoi ne délivre-t-il pas le médicament sous sa responsabilité ? Est-ce que, partout où une responsabilité est possible, quand il s'agit de la vie ou de la mort des individus, l'Etat ne doit pas être forcé de l'endosser ? Nous lui en ménageons bien d'autres.

Quant au fisc, ne pensez-vous pas que cette dîme effroyable que certains industriels prélèvent sur la santé publique, grâce à l'intimidation si facile en matière de santé privée ou publique, grâce à la peur si prompte à nous prendre devant certaines responsabilités, ne pensez-vous pas que ce budget de la santé publique, si mal employé parce qu'il est livré à l'anarchie individuelle, à l'offre et à la demande, au laisser-faire, ne pensez-vous pas que cet argent si facilement acquis ne ferait pas tout aussi bien d'entrer tout de suite dans les caisses de l'Etat, dont les devoirs vont chaque jour grandir avec les droits, grâce à la poussée socialiste ?

Quel revenu superbe ; le marchand de médicament s'enrichit plus vite encore que le marchand de vins. Que l'Etat empoche les bénéfices : ils seront assez grands pour que la collectivité y retrouve immédiatement son

profit, et que l'Etat fasse enfin passer la sécurité des malades avant la tranquillité des pharmaciens.

XIIIe CONGRÈS NATIONAL

du Parti Ouvrier Français

Romilly, 22 septembre 1895.

Le Congrès émet le vœu que les produits pharmaceutiques, hygiéniques, sérums thérapeutiques, etc,, fassent, comme l'alcool, l'objet d'un monopole de fabrication, sous la responsabilité et la garantie de l'Etat, leur distribution devant être confiée à des pharmacies municipales.

22 octobre 1908.

(*L'Humanité.*)

LA QUESTION DE LA VOIX

UN EFFORT A FAIRE

Si l'éducation était ce qu'elle doit être, un réel apprentissage de la vie, on cultiverait dès l'école la voix de l'enfant, autant que ses autres aptitudes physiques, intellectuelles et morales. Après l'école, dans beaucoup de carrières, la voix sera l'instrument de travail, l'outil professionnel.

La question de la voix est donc une question de culture physiologique et de protection sociale.

Ni à l'école, ni dans la carrière, la voix n'est cultivée et protégée ; et cela se montre surtout dans les écoles nationales où l'on prépare la jeunesse à des carrières particulièrement vocales : l'enseignement public, le barreau, le théâtre.

Les jeunes gens, garçons et filles, qui se préparent, dans les écoles normales, à l'enseignement public,

auront, après trois années d'apprentissage professionnel et dès leur entrée en fonctions, à fournir souvent vingt-cinq ou trente heures de travail vocal par semaine. A aucun moment de leur apprentissage, leur instrument de travail n'a été contrôlé, rectifié, formé, trempé. Il en résulte, au début même de la carrière, des invalidations, nombreuses chaque année, des laryngites professionnelles, trop souvent tuberculeuses, des santés ruinées, des carrières perdues, un personnel décimé, des charges considérables pour le budget et des lacunes souvent sensibles dans la continuité de l'enseignement reçu par les enfants.

Pour le Professorat

J'ai examiné, dans les écoles normales de la Seine, un grand nombre de jeunes gens actuellement professeurs ; 60 0/0 n'avaient pas naturellement la voix professionnelle, celle qui ne fatigue ni le maître ni l'élève et qui assure à l'enseignement oral la première de ses qualités, l'*oralité* elle-même. Quand le futur professeur ne sait pas prendre la voix professionnelle, utile et solide, et quand on ne lui en enseigne pas l'exercice, il est voué à la laryngite professionnelle et souvent à pis encore.

D'autre part, si on examine les enfants au point de vue de la capacité auditive scolaire, on trouve une insuffisance au moins aussi grande. De cinq à quinze ans, plus de 60 0/0 des enfants n'entendent qu'en fai-

sant effort ; ils se fatiguent donc à comprendre et à entendre. Or, l'effort pour entendre, comme l'effort pour voir, est un effort à la fois nerveux et musculaire, bien plus pénible que le simple effort pour comprendre ; l'enfant se lasse vite de cette double tension, intellectuelle et sensorielle ; il suit mal et l'effort inutile lui nuit bientôt plus que l'effort utile ne le sert. L'enfant qui se fatigue en classe n'est pas seulement un enfant qui n'apprend plus, c'est un enfant qui apprend à ne pas apprendre ; il s'émousse, se tasse, se ferme à l'enseignement. Le temps de classe est beaucoup trop long pour l'immense majorité des enfants ; un adulte ne supporterait pas cette tension qu'on impose à ces petits êtres déjà en travail de croissance.

Travail vocal de milliers de maîtres, travail auditif et intellectuel de millions d'enfants, tout cela demande une protection efficace et puissamment organisée.

Pour le barreau, il en est de même. Où et quand l'avocat appprend-il à parler, à se former une voix résistante et active ?

Il y a des écoles nationales où l'on cultive la voix ; mais de quelle façon ! Ce sont les Conservatoires. On peut être un excellent professeur de chant sans savoir un mot de physiologie vocale ; mais qu'on la sache ou qu'on l'ignore, comme on ne peut impunément s'en écarter, ne vaudrait-il pas mieux pour cela la connaître ?

Le premier venu, sans diplôme, sans études, sans responsabilité, peut s'improviser professeur de chant

et entreprendre le surmenage spécial d'organes aussi délicats que ceux de la respiration et de la phonation. En règle générale, c'est pour avoir ignoré l'art du chant, qu'on se trouve réduit à l'enseigner ; c'est après avoir perdu sa propre voix qu'on s'attaque à celle des autres. Il serait moins dangereux pour la santé publique de recruter les professeurs des écoles et des lycées parmi les refusés au baccalauréat que de laisser de jeunes poumons et de jeunes larynx aux mains de maîtres aussi ignorants de leur fonctionnement. Ceci est déplorable dans l'enseignement privé, libre, car ce n'est pas impunément pour la santé et la carrière que tant de voix sont mal conduites, mais ce devrait être inadmissible dans les écoles nationales.

Si on se bornait à ignorer la physiologie, le mal serait déjà grand. Le pis est qu'on y enseigne l'*anti-physiologie* la plus flagrante et que même les conditions physiques, matérielles, indispensables au développement des voix, n'y sont pas assurées.

Pour le théâtre

Un jeune chanteur qui se destine au théâtre devra pouvoir mettre en vibration, animer de sa voix une masse d'air qui souvent dépassera 100.000 mètres cubes ; or, les salles où il travaille sa voix n'ont pas même 100 mètres cubes. L'élève travaille l'échelle *d'un millième.*

Il devra conduire, sous le contrôle de l'oreille, les moindres effets de sa voix à 30, 40, 50 mètres au-devant de lui ; il travaille dans une salle où l'oreille ne peut suivre la voix au delà de quelques mètres. Il est dans l'impossibilité matérielle de savoir ce qu'il fait de sa voix là où elle doit agir ; il est comme un peintre trop myope pour voir jusqu'à la toile où il peint ; la voix échappe au contrôle de l'oreille, son seul guide. Le chanteur est habitué par son maître à se *sentir* chanter, à sentir sa voix en poitrine, en gorge, en masque, dans le palais, dans le nez, entre les yeux ; sa voix, au lieu de prendre son expansion et sa projection, de se travailler dans la plus importante de ses dimensions, la distance, se télescope, se tronque, se tasse vers le chanteur ; il se fausse l'oreille, se fausse l'expression... et se gâte la voix. Il semble plus occupé à lutter avec sa propre voix qu'à la brandir comme un geste d'art et d'expression théâtrale. Toutes les absurdités, tous les contre-sens physiologiques sont enseignés, imposés par les maîtres aussi aveugles que leurs élèves, malgré la ruine incessante de tant de belles voix naturelles. Des milliers de voix sont mises tous les ans dans les mains des professeurs ; combien en sortent grandies et embellies, combien en sortent même intactes, combien s'y perdent en quelques mois?

Des chanteurs et des médecins ont avant moi signalé ce misérable état de choses ; je lutte directement depuis plusieurs années contre cette ignorance si dangereuse ; la société française de laryngologie, l'Académie de médecine s'en sont occupés récemment... Rien n'y fait,

car tout le mal vient de l'incohérence inouïe des intéressés eux-mêmes.

Dans les écoles nationales et partout, il faut une protection du travail vocal, car le mal n'atteint pas que des carrières, il atteint la santé et l'instruction publique.

TABLE DES MATIÈRES

—

Saint-Amand (Cher). — Imprimerie Bussière

EXTRAIT
DU CATALOGUE GÉNÉRAL DES OUVRAGES DU FONDS

BIBLIOTHÈQUES
COLLECTIONS ET REVUES

ÉDITÉES PAR

M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

PARIS (Ve)

1913-1914

Envoi franco aux prix marqués sur ce Catalogue

BIBLIOTHÈQUE INTERNATIONALE DE DROIT PUBLIC

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE **Gaston Jèze**

Honorée de souscriptions du Ministère de l'Instruction publique

☞ Les volumes de cette Bibliothèque se vendent aussi reliés avec une augmentation de 1 fr. pour la série in-8 et 0 fr. 50 pour la série in-18

BRYCE (J.). — La république américaine. Préface de E. Chavegrin. 2e *édition revue et augmentée*, 5 vol. in-8 : Tome I : Le Gouvernement national; Tome II : Le Gouvernement des Etats; Tome III. Le système des partis : l'Opinion publique; Tome IV et V : Les institutions sociales. 1912-1913. 5 vol. in-8. brochés .. 60 fr. »

LABAND (P.). — Le droit public de l'empire allemand. Edition française. Préface de F. Larnaude. Trad. de Gandilhon, Lacuire, Vulliod, Jadot et Bouyssy. 1900-1904. 6 vol. in-8. br. 60 fr. »

DICEY (A.-V.). — Introduction à l'étude du droit constitionnel. Préface de A. Ribot. Trad. A. Batut et G. Jèze. 1902. 1 vol: in-8. broché. .... 10 fr. »

WILSON (W.). — L'Etat, avec une préface de L. Duguit. Trad. de J. Wilhelm. 1902. 2 vol. in-8. brochés................ 20 fr. »

HAMILTON (A.), **J. JAY**, et **J. MADISON**. — **Le fédéraliste**, nouvelle édition française, par G. Jèze, avec une préface de A. Esmein. 1902. 1 vol. in-8, broché .... 14 fr. »

KORKOUNOV (N.-M.). — **Cours de théorie générale du droit**. Préface de F. Larnaude. Trad. française de J. Tchernoff. 1903. 1 vol. in-8 broché.. 10 fr. »

KOVALEWSKY (M.). — **Les institutions politiques de la Russie**. Trad. française, par M. Derocquigny. 1903. 1 vol. in-8. broché. 7 fr. 50

ANSON (Sir R.). — **Loi et pratique constitutionnelle de l'Angleterre**, Trad. Gandilhon. 1903-1095. 2 vol. in-8 :
Tome I : *Le Parlement*. 1903. 1 vol. in-8. broché..... 10 fr. »
Tome II : *La Couronne*. 1905. 1 vol. in-8. broché..... 10 fr. »

MAYER (Otto). — **Le droit administratif allemand**, édition française par l'auteur. 1903-1906. 4 vol. in-8.................. 32 fr. »

NITTI (F.-S.). — **Principes de science des finances**, avec une préface de A. Wahl. Trad. de J. Chamard. 1904. 1 vol. in-8, broché. 12 fr. »

CURTI (Th.). — **Le referendum**, histoire de la législation populaire en Suisse. Trad. J. Ronjat, 1905, 1 vol. in-8, broché....... 10 fr. »

DICEY (A.-V.). — **Leçons sur les rapports entre le droit et l'opinion publique en Angleterre au cours du XIXe siècle**. Préface de A. Ribot. Trad. de A. Batut et G. Jèze. 1906. 1 vol. in-8, broché.. 12 fr. »

MOREAU (F.) et **DELPECH** (J.). — **Les règlements des Assemblées législatives**. Préface de Ch. Benoist. 1906-1907. 2 vol. in-8, brochés .... 30 fr. »

GOODNOW (F.-G.). — **Les principes du droit administratif des Etats-Unis**. Trad. A. et G. Jèze. 1907. 1 vol. in-8, broché .... 12 fr. »

STUBBS (W.). — **Histoire constitutionnelle de l'Angleterre**, avec introduction, notes et études de Ch. Petit-Dutaillis. 2 vol. in-8. Trad. par G. Lefebvre.
Tome I. 1907. 1 vol. in-8 broché.................. 16 fr. »
Tome II. 1913. 1 vol. in-8, broché.................. 16 fr. »

ERRERA (P.). — **Traité de droit public belge**. 1909. 1 fort volume in-8, broché .... 12 fr. 50

NERINCX (Alf.). — **L'organisation judiciaire aux Etats-Unis**. 1909. 1 vol. in-8, broché.............................. 10 fr. »

MAY (Erskine). — **Traité des lois, privilèges, procédures, et usages du Parlement**. 2 vol. in-8, brochés .... 25 fr. »

LOWELL (A.-L.). — **Le gouvernement de l'Angleterre.** Trad. de A. Nerincx, 2 vol. in-8 :
Tome I. 1910. 1 vol. in-8, broché.................. 15 fr. »
Tome II. 1910. 1 vol. in-8, broché.................. 15 fr. »

REDLICH (J.). — **Le gouvernement local en Angleterre.** Trad. Oualid, 1911. 2 vol in-8 :
Tome I : 1911. 1 vol. in-8, broché.................. 12 fr. »
Tome II : 1911. 1 vol. in-8, broché.................. 12 fr. »

JELLINEK (G.). — **L'Etat moderne et son droit.** Trad. Fardis, 1911-1913. 2 vol. in-8 :
Tome I : Doctrine générale. 1911. 1 vol. in-8, broché. 12 fr. »
Tome II : Théorie juridique. 1913. 1 vol. in-8, broché. 12 fr. »

SÉRIE IN-18 :

TODD (A.). — **Le gouvernement parlementaire en Angleterre.** Traduit sur l'édition anglaise de Spencer Walpole, avec une préface de Casimir-Périer. 1900. 2 vol. in-18, brochés............... 12 fr. »

WILSON (W.). — **Le gouvernement congressionnel,** avec une préface de Henri Wallon. 1900. 1 vol. in-18, broché .... 5 fr. »

JENKS (Edward). — **Esquisse du gouvernement local en Angleterre.** Trad. J. Wilhelm. Préface de H. Berthélemy. 1902. 1 vol. in-18, broché. .... 5 fr. »

DICKINSON (G.-L.). — **Le développement du Parlement pendant le XIXe siècle.** Trad. et préface de M. Deslandres. 1906. 1 vol. in-18 broché .... 5 fr. »

SOUS PRESSE

OPPENHEIMER. — **L'Etat, ses origines,** 1 vol. in-18.

BIBLIOTHÈQUE INTERNATIONALE D'ÉCONOMIE POLITIQUE

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE Alfred Bonnet

Honorée de souscriptions du Ministère de l'Instruction publique

☞ Les volumes de cette Bibliothèque se vendent aussi reliés avec une augmentation de 1 fr. pour la série in-8 et 0 fr. 50 pour la série in-18

SÉRIE IN-8° :

COSSA (Luigi). — Histoire des doctrines économiques. Trad. Alfred Bonnet. Préface de A. Deschamps. 1899. 1 vol. broch. (I) (*Epuisé*)

ASHLEY (W.-J.). — Histoire et doctrines économiques de l'Angleterre. Trad. Bondois et Bouyssy. 1900. 2. vol. brochés (II-III). 15 fr. »

SÉE (H.). — Les classes rurales et le régime domanial au moyen-âge en France. 1901. 1 vol. broché (IV) .... 12 fr. »

WRIGHT (C.-D.). — L'évolution industrielle des Etats-Unis. Trad. F. Lepelletier. Préf. de E. Levasseur. 1901. 1 vol. br. (V) 7 fr. »

CAIRNES (J.-E.). — Le caractère et la méthode logique de l'économie politique. Trad. G. Valran. 1902. 1 vol. broché (VI) . . . 5 fr. »

SMART (W.). — La répartition du revenu national. Trad. G. Guéroult. Préface de P. Leroy-Beaulieu. 1902. 1 vol. broché (VII). 7 fr. »

SCHLOSS (David). — Les modes de rémunération du travail. Trad. Charles Rist. 1902. 1 vol. broché (VIII).............. 7 fr. 50

SCHMOLLER (G.). — Questions fondamentales d'économie politique et de politique sociale. 1902. 1 vol. broché (IX)...... 7 fr. 50

BOHM-BAWERK (E.). — Histoire critique des théories de l'intérêt du capital. Trad. Bernard. 1902. 2. vol. brochés (X-XI) . . 14 fr. »

PARETO (Vilfredo). — Les systèmes socialistes. 1902. 2 volumes brochés (XII-XIII).................................... *Epuisé*

LASSALLE (F.). — Théorie systématique des droits acquis. Avec préface de Ch. Andler. 1904. 2 vol. brochés (XIV-XV)....... 20 fr. »

RODBERTUS-JAGETZOW (C.). — Le capital. Trad. Chatelain. 1904. 1 vol. broché (XVI). .... 6 fr. »

LANDRY (A.). — L'intérêt du capital. 1904. 1. vol. br. (XVII) 7 fr.

PHILIPPOVICH (E.). — **La politique agraire.** Traduit par S. Bouyssy, avec préface de A. Souchon, 1904. 1 vol. broché (XVIII) .... 6 fr. »

DENIS (Hector). — **Histoire des systèmes économiques et socialistes**
Tome I : *Les Fondateurs*. 1904. 1 vol. broché (XIX).... 7 fr. »
Tome II : *Les Fondateurs* (fin). 1907. 1 vol. broché (XX) 10 fr. »

WAGNER (Ad.). — **Les fondements de l'économie politique :**

Tome I. Trad. Polack, 1904. 1 vol. broché (XXII).... 10 fr. »
Tome II. Trad. K. L. 1909. 1 vol. broché (XXIII)..... 12 fr. »
Tome III. Trad. K. L. 1913. 1 vol. broché (XXIV)...... 10 fr. »
Tome IV. Trad. K. L. 1913. 1 vol. broché (XXV). . . 10 fr. »

SCHMOLLER (G.). — **Principes d'économie politique.** Traduit par G. Platon et L. Polack. 5 vol. 1905-08 (XXVI à XXX).... 50 fr. »

PETTY (Sir W.). — **Œuvres économiques.** Trad. Dussauze et Pasquier. 1905. 2 vol. brochés (XXXI-II)............ 15 fr. »

SALVIOLI. — **Le capitalisme dans le monde antique.** Trad. A. Bonnet. 1906. 1 vol. br. (XXXIII)...................... 7 fr. »

EFFERTZ (O.). — **Les antagonismes économiques.** Introduction de Ch. Andler. 1906. 1 vol. broché (XXXIV).............. 12 fr. »

MARSHALL (A.). — **Principes d'économie politique.** 2 vol. in-8 :

Tome I. Trad. par Sauvaire-Jourdan. 1907. 1 vol. broché (XXXV).................................... 10 fr. »
Tome II. Trad. par Sauvaire-Jourdan et Bouyssy. 1909. 1 vol. broché (XXXVI).............................. 12 fr. »

FONTANA-RUSSO (L.). — **Traité de politique commerciale.** Trad. F. Poli. 1908. 1 vol. in-8 broché (XXXVII) .... 14 fr. »

CORNELISSEN (C.). — **Théorie du salaire et du travail salarié.** 1909. 1 fort vol. in-8, broché (XXXVIII)................... 14 fr. »

JEVONS (W. Stanley). — **La théorie de l'économie politique.** Trad. H.-E. Barrault et M. Alfassa. 1909. 1 vol. in-8 br. (XXXIX), 8 fr. »

PARETO (Vilfredo). — **Manuel d'économie politique.** Trad. de A. Bonnet. 1909. 1 vol. broché (XL).................. 12 fr. 50

CANNAN (Edwin). — **Histoire des théories de la production et de la distribution dans l'économie politique anglaise de 1776 à 1848.** Trad. par E. Barrault et M. Alfassa. 1910. 1 vol. in-8 broché (LXI).. 12 fr. »

CLARCK (J.-B.). — **Principes d'économique dans leur application aux problèmes modernes de l'industrie et de la politique économique.** Traduction. W. Oualid et O. Leroy. 1911. 1 vol. in-8 broché (LXII) .... 10 fr. »

FISHER (I.). — **De la nature du capital et du revenu.** Trad. S. Bouyssy, 1911. 1 vol. in-8 broché (XLII)...................... 12 fr. »

LORIA (A.). — **La synthèse économique.** Etude sur les lois du revenu. Trad. C. Monnet. 1911. 1 vol. in-8 broché (XLIII) ...... 12 fr. »

CARVER (Th. N.). — **La répartition des richesses.** Trad. R. Picard. 1913. 1 vol. in-8 broché (XLIV) .... 5 fr. »

WEBB (S. et B.). — **La lutte préventive contre la misère.** Trad. H. La Coudraie. 1913. 1 vol. in-8 (XLV), broché.............. 8 fr. »

HERSCH (L.). — **Le Juif errant d'aujourd'hui.** (40 tableaux statistiques et 9 diagrammes). 1913. 1 vol. broché (XLVI).... 6 fr. »

CORNELISSEN (Ch.). — **Théorie de la valeur.** 2e édition entièrement refondue. 1913. 1 vol. broché (XLVII) .... 10 fr. »

LEROY (M.). — **La coutume ouvrière. Doctrines et institutions.** 1913. 2 vol. brochés (XLVIII-IXL) .... 18 fr. »

KOBATSCH (R.). — **La politique économique internationale.** Trad. G. Pilati et A. Bellaco. 1913. 1 vol. in-8. broché (L) .. 12 fr. »

TOUGAN-BARANOWSKY (M.). — **Les crises industrielles en Angleterre.** Trad. par Schapiro. 1913. 1 vol. broché (LI)..... 12 fr. »

SÉRIE IN-18 :

MENGER (Anton). — **Le droit au produit intégral du travail.** Trad. A. Bonnet. Préface de Ch. Andler. 1900. 1 vol. broché (I) 3 fr. 50

PATTEN (S.-N). — **Les fondements économiques de la protection.** Trad. F. Lepelletier. Préface de P. Cauwès. 1889. 1 vol. broché (II)... 2 fr. 50

BASTABLE (C.-F.). — **La théorie du commerce international.** Trad. avec introd. par Sauvaire-Jourdan. 1900. 1 vol. br. (III) 3 fr. »

WILLOUGHBY (W.-F.). — **Essais sur la législation ouvrière aux Etats-Unis.** Trad. Chaboseau. 1903. 1 vol. broché (IV).. 3 fr. 50

DUFOURMANTELLE (M.). — **Les prêts sur l'honneur.** 1913. 1 vol. broché (V) .... 4 fr. »

SOUS PRESSE :

WAGNER. — **Fondements de l'économie politique.** Tome V.

AUSPITZ et **LIEBEN.** — **La théorie des prix........**

BOHM-BAWERK. — La théorie positive du capital.....

FISHER. — Le pouvoir d'achat de la monnaie..........

WALSH. — Le problème fondamental de la monnaie.

KAUFMANN. — La Banque en France.

ROSCHER (W.). — **Politique industrielle.** Mise à jour par Stieda, 2 vol. in-8.

ROSCHER (W.) — **Politique commerciale.** Mise à jour par Stieda, 2 vol. in-8.

BIBLIOTHÈQUE INTERNATIONALE DE DROIT PRIVÉ ET DE DROIT CRIMINEL

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE P. Lerebours-Pigeonnière

Honorée de souscriptions du Ministère de l'Instruction publique

☛ Les volumes de cette Bibliothèque se vendent aussi reliés avec un augmentation de 1 franc

COSACK (C.), *professeur à l'université de Bonn.* — **Traité de droit commercial.** Avec préface de Ed. Thaller, traduction de Léon Mis. 1905-7. 3 vol. in-8 :

Tome I : **Théorie générale.** 1905. 1 vol. in-8, broché. 8 fr. »
Tome II : **Opérations.** 1905. 1 vol. in-8, broché .... 8 fr. »
Tome III : **Sociétés, assurances terrestres et maritimes.** 1907. 1 vol. in-8, broché.......................... 10 fr. »
L'ouvrage complet : 3 vol. in-8............. 26 fr. »

STEVENS (E.-M.) D. C. L. de Christ Church (Oxford). — **Eléments de droit commercial anglais,** revus et corrigés par Herbert Jacobs, traduit par L. Escarti, avec introduction, par P. Lerebours-Pigeonnière. 1909. 1 vol. in-8, broché..................... 10 fr. »

LISTZ (Dr F. von), *professeur ordinaire de droit à Berlin.* — **Traité de droit pénal allemand.** Traduit sur la 17e édition allemande (1908) par R. Lobstein. 1910-1913. 2 vol. in-8 :

Tome I : **Partie générale.** 1910. 1 vol. in-8 ...... 10 fr. »
Tome II : **Partie spéciale.** 1913. 1 vol. in-8 .... 12 fr. »
L'ouvrage complet : 2 vol. in-8 .... 22 fr. »

VIVANTE (C.), *professeur ordinaire de droit commercial à l'université*

de Rome. — **Traité de droit commercial,** avec préface de M. Albert Wahl. 1910-1912. Traduction par Jean Escarra. 4 vol. in-8° :

Tome I : **Les commercants ;**
Tome II : **Les sociétés commerciales ;**
Tome III : **Les Titres de crédit.**
Tome IV : **Les obligations.**

L'ouvrage complet : 4 vol. in-8°................ 112 fr. »

WIELAND (D. C.). — **Les droits réels dans le Code civil suisse.** Trad. et mis au courant par H. Bovay. 1913-1914. 2 vol. in-8. brochés .... 25 fr. »

Tome I : 1913. 1 vol. in-8 .... (*Déjà paru*).

WIELAND (D. C.). — **Les droits réels dans le Code civil suisse**

Tome II : 1 vol. in-8........................ (*Sous presse*).

BIBLIOTHÈQUE SOCIOLOGIQUE INTERNATIONALE

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE René Worms

Honorée de souscriptions du Ministère de l'Instruction publique

☛ Les volumes I à XXX de la Collection peuvent aussi être achetés reliés avec une augmentation de 2 fr. et XXXI et suite avec une augmentation de 1 fr. seulement.

SÉRIE IN-8

WORMS (René). — **Organisme et société.** 1896. 1 vol. in-8 (I) 6 fr. »

LILIENFELD (Paul de). — **La pathologie sociale.** 1896. 1 vol. in-8 (II).. 6 fr. »

NITTI (Francesco S.). — **La population et le système social.** 1897. 1 vol. in-8 (III) .... 5 fr. »

POSADA (A.). — **Théories modernes sur les origines de la famille, de la société et de l'état.** 1896. 1 vol. in-8 (IV)............. 4 fr. »

BALICKI (S.). — **L'Etat comme organisation coercitive de la société politique.** 1896. 1 vol. in-8 (V) .... (*Epuisé*).

NOVICOW (J.). — **Conscience et volonté sociales.** 1897. 1 vol. in-8 (VI) .... 6 fr. »

GIDDINGS (Franklin H.). — **Principes de sociologie.** 1897. 1 vol. in-8 (VII).. 6 fr. »

LORIA (A.). — **Problèmes sociaux contemporains.** 1897. 1 vol. in-8 (VIII) .... 4 fr. »

VIGNES (M.). — **La science sociale d'après les principes de Le Play et de ses continuateurs.** 1897. 2 vol. in-8 (IX-X).......... 16 fr. »

VACCARO (M.-A.). — **Les bases sociologiques du droit et de l'Etat.** 1898. 1 vol. in-8 (XI).......................... 8 fr. »

GUMPLOWICZ (L.). — **Sociologie et politique.** 1898. 1 volume in-8 (XII).. 6 fr. »

SIGHELE (Scipio). — **Psychologie des sectes.** 1898. 1 volume in-8 (XIII)....................................... 5 fr. »

TARDE (G.). — **Etudes de psychologie sociale.** 1898. Un volume in-8 (XIV).. 7 fr. »

KOVALEWSKY (M.). — **Le régime économique de la Russie.** 1898. 1 vol. in-8 (XV)................................ 7 fr. »

STARCKE (C.). — **La famille dans les diverses sociétés.** 1899. 1 vol. in-8 (XVI).................................... 5 fr. »

LA GRASSERIE (Raoul de). — **Des religions comparées au point de vue sociologique.** 1899. 1 vol. in-8 (XVII)............. 7 fr. »

BALDWIN (J.-M.). — **Interprétation sociale et morale des principes du développement mental.** 1899. 1 vol. in-8 (XVIII) .... 10 fr. »

DUPRAT (G.-L.). — **Science sociale et démocratie.** 1900. 1 vol. in-8 (XIX).. 6 fr. »

LAPLAIGNE (H.). — **La morale d'un égoïste ; essai de morale sociale.** 1 vol. in-8 (XX).............................. 5 fr. »

LOURBET (Jacques). — **Le problème des sexes.** 1900. 1 volume in-8 (XXI).. 5 fr. »

BOMBARD (E.). — **La marche de l'humanité et les grands hommes d'après la doctrine positive.** 1900. 1 vol. in-8 (XXII) .... 6 fr. »

LA GRASSERIE (Raoul de). — **Les principes sociologiques de la criminologie.** 1901. 1 vol. in-8 (XXIII)................. 8 fr. »

POUZOL (Abel). — **La recherche de la paternité.** 1902. 1 volume in-8 (XXIV)..................................... 10 fr. »

BAUER (A.). — **Les classes sociales.** 1902. 1 vol. in-8 (XXV) 7 fr. »

LETOURNEAU (Ch.). — **La condition de la femme dans les diverses races et civilisations.** 1903. 1 vol. in-8 (XXVI).......... 9 fr. »

WORMS (René). — **Philosophie des sciences sociales.** 3 vol. in-8 :

Tome I. *Objet des sciences sociales. 2e édition.* 1913. 1 vol. (XXVII)... 4 fr. »

Tome II. *Méthode des sciences sociales* 1903. 1 volume (XXVIII).. 4 fr. »

Tome III. *Conclusion des sciences sociales* 1907. 1 volume (XXIX)... 4 fr. »

RIGNANO (E.). — **Un socialisme en harmonie avec la doctrine économique libérale.** 1904. 1 vol. in-8 (XXX) .... 7 fr. »

NICEFORO (A.). — **Les classes pauvres.** Recherches anthropologiques et sociales. 1905. 1 vol. in-8 (XXXI) .... 8 fr. »

LESTERWARD (F.). — **Sociologie pure.** 1906. 2 volumes in-8 (XXXII-III) .... 16 fr. »

LA GRASSERIE (R. de). — **Les principes sociologiques du droit civil.** 1906. 1 vol. in-8 (XXXIV) .... 10 fr. »

CAIRD (Edw.). — **Philosophie sociale et religion d'Auguste Comte.** 1907. 1 vol. in-8 (XXXV) .... 4 fr. »

BAUER (A.). — **Essai sur les révolutions.** 1908. 1 volume in-8 (XXXVI) .... 6 fr. »

SIGHELE (S.). — **Littérature et criminalité.** 1908. 1 volume in-8 (XXXVII) .... 4 fr. »

LACOMBE (P.). — **Taine historien et sociologue.** 1909. 1 volume in-8 (XXXVIII) .... 5 fr. »

KOVALEWSKY (M.). — **La France économique et sociale à la veille de la Révolution.** 1909-1911. 2 vol. :

Tome I : *Les Campagnes.* 1909. 1 vol. in-8 (XXXIX) .. 8 fr. »

Tome II : *Les Villes.* 1911. 1 vol. in-8 (XL) .... 7 fr. »

STEIN. — **Le sens de l'existence.** 1909. 1 vol. in-8 (XLI) ... 12 fr. »

MAUNIER (R.). — **L'origine et la fonction économique des villes.** 1910. 1 vol. in-8 (XLII) .... 6 fr. »

BOCHARD (A.). — **L'évolution de la fortune de l'Etat.** 1910. 1 vol. in-8 (XLIII) .... 6 fr. »

SIGHELE (S.). — **Le crime à deux.** 1909. 1 vol. in-8 (XLIV) 4 fr. »

CORNEJO. — **Sociologie générale.** 1911. 2 volumes in-8 (XLV-XLVI) .... 20 fr. »

LA GRASSERIE (R. de). — **Les principes sociologiques du droit public.** 1911. 1 vol. in-8 (XLVII) .... 10 fr. »

COMTE (Aug.). — **Système de politique positive** condensé, par Cherfils. 1912. 1 vol. in-8 (XLVIII) .... 12 fr. »

WORMS (René). — **La sexualité dans les naissances francaises.** 1912. 1 vol. in-8 (XLIX) .... 5 fr. »

SÉRIE IN-18 (*volumes brochés*) :

WORMS (René). — **Principes biologiques de l'évolution sociale.** 1910. 1 vol. in-18 (A) .... 2 fr. »

BALDWIN (J.-Mark). — **Psychologie et Sociologie.** 1 volume in-18 (B) .... 2 fr. »

OSTWALD (W.). — **Les fondements énergétiques de la science et de la civilisation.** 1910. 1 vol. in-8 (c) .... 2 fr. »

MAUNIER (R.). — **L'économie politique et la sociologie.** 1910. 1 vol. in-8 (D) .... 2 fr. 50

NOVICOW (J.). — **Mécanisme et limites de l'association humaine.** 1912. 1 vol. in-18 (E)................................ 2 fr. »

ARREAT (L.). — **Génie individuel et contrainte sociale.** 1912. 1 vol. in-18 (F) .... 2 fr. »

SOUS PRESSE :

MICHELS (Robert). — **Amour et Chasteté.**

SZERER. — **Origine sociologique de la peine.**

BIBLIOTHÈQUE INTERNATIONALE
DE SCIENCE ET DE LÉGISLATION FINANCIÈRES

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE **Gaston Jèze**

Honorée de souscriptions du Ministère de l'Instruction publique

☛ Les volumes de cette Bibliothèque se vendent aussi reliés avec une augmentation de 1 franc

SELIGMAN (Edw. R.-A.). — **L'impôt progressif en théorie et en pratique.** Edition française revue et augmentée par l'auteur. Traduction de A. Marcaggi. 1909. 1 vol. in-8 : broché .... 10 fr. »

WAGNER (Ad.), *professeur à l'université de Berlin.* — **Traité de la science des finances.** Traduction de M. Vouters. 3 vol. :

Tome I : **Théories générales : Le budget. Les besoins financiers. Les recettes d'économie privée.** 1909. 1 volume in-8 : broché.. 15 fr. »

Tome II : **Théorie de l'imposition. Théorie des taxes** et **Théorie générale des impôts.** Traduction de Jules Ronjat. 1909. 1 vol. in-8 : broché.......................... 15 fr. »

Tome III : **Le Crédit public.** 1912. 1 vol. in-8 broché 8 fr. »

Tomes IV et V : **Histoire de l'impôt depuis l'antiquité jusqu'à nos jours**, par Wagner et Deite. Traduction Bouché-Leclercq et Couzinet. 1913. 2 vol. in-8, brochés .... 24 fr. »

L'ouvrage complet : 5 vol. in-8, brochés .... 60 fr. »

MYRBACH-RHEINFELD (Baron Fr. Von), *professeur à l'université d'Innsbruck.* — **Précis de droit financier.** Traduction française de Bouché-Leclercq. 1910. 1 fort vol. in-8 : broché........ 15 fr. »

SELIGMAN (Edw. R.-A.). — **Théorie de la répercussion et de l'incidence de l'impôt.** Edition française d'après la 3e édition américaine, Traduction par Louis Suret. 1910. 1 vol. in-8 : br. 15 fr. »

SOUS PRESSE :

SELIGMAN. — **Essai sur l'impôt,** 1 vol.

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

PUBLIÉES AVEC LE CONCOURS DU COLLÈGE LIBRE DES SCIENCES SOCIALES

Honorées de souscriptions du Ministère de l'Instruction publique

☞ Les volumes de cette Collection se vendent aussi reliés avec une augmentation de 1 fr. pour la série in-8 et 0 fr. 50 pour la série in-18

FARJENEL (F.). — **La morale chinoise.** Fondement des sociétés d'Extrême-Orient. 1906. 1 vol. in-8 (I), broché... 5 fr. »

MARIE (Dr A.). — **Mysticisme et folie.** (Etude de psychologie normale et de pathologie comparées. 1907. 1 vol. in-8 (II), broché 6 fr. »

LEROY (M.). — **La transformation de la puissance publique.** Les syndicats de fonctionnaires. 1907. 1 vol. in-8 (III), broché. 5 fr. »

BONNET (H.). — **Paris qui souffre. La misère à Paris. Les agents de l'assistance à domicile.** Avec une préface de M. Ch. Benoist. 1908. 1 vol. in-8 (IV), broché........................ 5 fr. »

SICARD DE PLAUZOLLES (Dr). — **La fonction sexuelle.** 1908. 1 vol. in-8 (V), broché .... 6 fr. »

LEROY (M.). — **La Loi.** Essai sur la théorie de l'autorité dans la démocratie. 1908. 1 volume in-8 (VI), broché..... 6 fr. »

RECLUS (Elie). — **Les croyances populaires.** La Survie des Ombres. Avec avant-propos, par Maurice Vernes. 1908. 1 volume in-8° (VII), broché.................................... 5 fr. »

RYAN (G.-A.). — **Salaire et droit à l'existence,** traduction de L. Collin. 1909. 1 vol. in-8 (VIII), broché............. 8 fr. »

SERRIGNY. — **Conséquences économiques et sociales de la prochaine guerre,** avec préface de Frédéric Passy. 1909. 1 vol. in-8 (IX), broché .... 10 fr. »

BRUN (Ch.). — **Le Roman social en France au XIXe siècle.** 1910. 1 vol. in-8 (X), broché .... 6 fr. »

REGNAULT (Dr F.). — **La genèse des miracles.** 1910. 1 vol. in-8, (XI), broché .... 6 fr. »

VERNES (**M.**). — **Histoire sociale des religions.** I. Les religions occidentales. 1911. 1 volume in-8, (XI *bis*,) broché ... 10 fr. »

MÉTHODES JURIDIQUES (**Les**). — Leçons faites par MM. Berthélemy, Garçon, Larnaude, Pillet, Tissier, Thaller, Truchy et Gény. Préface de P. Deschanel. 1911. 1 vol. in-8, (XII), broché 5 fr. »

OLPHE-GALLIARD. — **L'organisation des forces ouvrières.** Avec préface de P. de Rousiers. 1991. 1 vol. in-8, (XIII), broché 8 fr. »

AMBROSIO (**M. Andrea d'**). — **La passivité économique.** Premiers principes d'une théorie sociologique de la population économiquement passive. 1912. 1 vol. in-8, (XIV) broché .... 8 fr. »

ŒUVRE SOCIALE DE LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE (**L'**). — Leçons professées au Collège libre des Sciences sociales, par MM. Astier, *sénateur*. Godart, Groussier, Breton, F. Buisson, Borrel, Aubriot, Lemire, *députés*. Avec préface de Paul Deschanel. 1912. 1 vol. in-8, (XV), broché .... 5 fr. »

LEFAS (**A.**). — **L'Etat et les fonctionnaires.** 1913. 1 vol. in-8 (XVII).. 10 fr. »

SÉRIE IN-18 :

ATGER (**F.**). — **La crise viticole et la viticulture méridionale** (1900-1907). 1907. 1 vol. in-18, broché.................... 2 fr. »

BIBLIOTHÈQUE SOCIALISTE INTERNATIONALE

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE Alfred Bonnet

SÉRIE IN-8 :

WEBB (**Béatrix et Sidney**). — **Histoire du trade-unionisme.** 1897 Trad. Albert Métin. 1 volume in-8 (I) .... 10 fr. »

KAUTSKY (**Karl**). — **La question agraire. Etude sur les tendances de l'agriculture moderne.** Trad. Edg. Milhaud et C. Polack. 1 volume in-8 (II) .... 8 fr. »

MARX (**Karl**). — **Le capital.** Traduit à l'Institut des sciences sociales de Bruxelles par J. Borchardt et H. Vanderrydt :

Livre II. — **Le procès de circulation du capital.** 1900. 1 vol. in-8 (III)................................... 10 fr. »

Livre III. — **Le processus d'ensemble de la production capitaliste.** 1901-1902. 2 vol. in-8 (IV-V)............... 20 fr. »

KAUTSKY (K.) — **La politique agraire du parti socialiste.** Trad. C. Polack. 1903. 1 vol. in-8 (VI) .... 4 fr. »

AUGÉ-LARIBÉ (M.). — **Le problème agraire du socialisme.** La viticulture industrielle du midi de la France. 1907. 1 volume in-8 (VII).. 6 fr. »

ENGELS (F.). — **Philosophie. Economie politique. Socialisme** (Contre Eugen Duhring). Trad. E. Laskine. 1911. 1 vol. in-8 (VIII) .... 10 fr. »

SÉRIE IN-18 :

DEVILLE (G.). — **Principes socialistes.** 1898. 2e édition. 1 volume in-18 (I).. 3 fr. 50

MARX (Karl). — **Misère de la philosophie.** Réponse à la philosophie de la misère de M. Proudhon. 1908. Nouvelle édit. 1 vol. in-18 (II).. 3 fr. 50

LABRIOLA (Antonio). — **Essais sur la conception matérialiste de l'histoire.** Trad. A. Bonnet 2e édit. 1902. 1 volume in-18 (III) 3 fr. 50

DESTRÉE (J.) et **VANDERVELDE** (E.). — **Le sociacialisme en Belgique.** 2e édition. 1903. 1 volume in-18 (IV) .... 3 fr. 50

LABRIOLA (Antonio). — **Socialisme et philosophie.** Trad. A. Bonnet. 1899. 1 vol. in-8 (V)............................ 2 fr. 50

MARX (Karl). — **Révolution et contre-révolution en Allemagne.** Trad. Laura Lafargue. 1900. 1 vol. in-18 (VI)........ 2 fr. 50

GATTI (G.). — **Le socialisme et l'agriculture.** Préface de G. Sorel. 1901. 1 vol. in-18 (VII)............................ 3 fr. 50

LASSALLE (F.). — **Discours et pamphlets.** Trad. V. Dave et L. Remy 1903. 1 volume in-18 (VIII) .... 3 fr. 50

LASSALLE (F.) — **Capital et travail.** 1904. Trad. V. Dave et L. Remy. 1 vol. in-18 (IX) .... 3 fr. 50

LAFARGUE (P.). — **Le déterminisme économique de Karl Marx.** 1909. 1 vol. in-18 (X) .... 4 fr. »

MARX (Karl). — **Critique de l'économie politique,** trad. Laura Lafargue. 1909. 1 vol. in-18 (XI).................... 3 fr. 50

TARBOURIECH (E.). — **Essai sur la propriété.** 1905. 1 volume in-18 (XII) .... 3 fr. 50.

BERTHOD (A.). — **P.-J. Proudhon et la propriété.** 1910. 1 vol. in-18 (XIII).. 3 fr. »

ENCYCLOPÉDIE INTERNATIONALE D'ASSISTANCE, DE PRÉVOYANCE, D'HYGIÈNE SOCIALE ET DE DÉMOGRAPHIE

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DU Dr A. Marie

Honorée de souscriptions du Ministère de l'Instruction publique

ASSISTANCE

MARIE (Dr) et (R.) MEUNIER. — **Les Vagabonds**, avec un avant-propos, par Henry Maret. 1908, 1 vol. in-18 relié toile (I). 4 fr. »

MARIE (Dr) et DECANTE (R.). — **Les accidents du travail.** Etude critique des améliorations à apporter au régime du risque professionnel en France. 1 vol. in-18 relié toile. (II) .... 4 fr. »

BEAUFRETON (M.). — **Assistance publique et Bienfaisance privée.** 1911. 1 vol. in-18 relié toile. (III) .... 4 fr. »

RODIET (Dr A.). — **Les auxiliaires des médecins d'asile** (ouvrage couronné par l'Académie de médecine). 1910. 1 vol. in-18 relié toile. (IV) .... 3 fr. 50

LASVIGNES. — **Essai d'assistance comparée.** 1911. 1 vol. in-18 relié toile. (V) .... 4 fr. »

PRÉVOYANCE :

SICARD DE PLAUZOLES (Dr). — **La maternité et la défense nationale contre la dépopulation.** 1909. 1 vol. in-18 relié toile. (I) .... 4 fr. »

DECANTE (R.). — **La lutte contre la prostitution.** Avec préface par Henri Turot. 1909. 1 vol. in-18 relié toile (II) .... 4 fr. »

DUBIEF (Dr). — **L'apprentissage et l'enseignement technique**, 1 vol. relié toile (III) .... 6 fr. »

VIVIANI (R.), *ministre du Travail.* — **Les retraites ouvrières et paysannes**, avec préface. 1910. 1 vol. in-18 relié toile. (IV). 6 fr. »

OLPHE-GALLIARD (G). — **Les caisses de prêts sur l'honneur.** 1913. 1. vol. in-18, relié toile (V)................... 4 fr »

HYGIÈNE :

MARTIAL (Dr R.). — **Hygiène individuelle du travailleur.** Avec préface de M. le sénateur Strauss. 1907. 1 volume in-18 relié toile (I)... 4 fr. »

MARIE (Dr A.). — **La pellagre.** Avec une préface de M. le professeur Lombroso. 1908. 1 vol. in-18 relié toile. (II) .... 4 fr. »

BERNARD (M.). — **Pour protéger la santé publique.** Avec une préface du Dr Fernand Dubief, *ancien ministre de l'Intérieur.* 1909. 1 volume in-18 relié toile. (III) .... 4 fr. »

BERNARD (M.). — **L'hygiène publique obligatoire en France. La lutte administrative contre le choléra et les autres maladies transmissibles**, avec préface du Dr A. Marie. 1910. 1 vol. in-18 relié toile. (IV) .... 4 fr. »

BRETON (J.-L.). — **Le plomb.** 1910. 1 vol. in-18 relitoile. (V) 4 fr. »

MIRABEN (G.). — **La fumée divine (opium), la lutte antitoxique.** 1912. 1 vol. in-18 relié toile. (VI) .... 4 fr, »

HUBAULT (P.). — **Les Coulisses de la fraude.** 1913. 1 vol. in-18. rel. toile (VII) .... (*Sous presse*).

DÉMOGRAPHIE :

BRON (Dr G.). — **Les origines sociales de la maladie.** Avec préface du Dr A. Marie. 1908. 1 vol. in-18 relié toile. (I) ..... 3 fr. 50

WAHL (Dr). — **Le crime devant la science.** 1910. 1 volume in-18 relié toile. (II) .... 4 fr. »

ROECKEL (P.). — **L'éducation sociale des races noires.** 1911. 1 vol. in-18 relié toile. (III) .... 3 fr. 50

BIBLIOTHÈQUE PACIFISTE INTERNATIONALE

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE **Stéfane-Pol**

Honorée de la souscription des Ministères de l'Instruction publique et du Commerce

Ont paru :

BEAUQUIER (Ch.). Ed. GIRETTI et **STEFANE-POL.** — **France et Italie**, avec préface de M. Berthelot de l'*Institut.* 1904. 1 volume in-18 .... 1 fr. »

DUMAS (J.). — **La colonisation (Essai de doctrine pacifiste)**, avec préface de Ch. Gide. 1904. 1 vol. in-18 .... 1 fr. 25

ESTOURNELLES DE CONSTANT (D'). — **France et Angleterre.** 1904. 1 vol. in-18 .... 1 fr. »

FINOT (J.). — **Français et Anglais devant l'anarchie européenne.** 1904. 1 vol. in-18 .... 1 fr. »

FOLLIN (H.). — **La marche vers la paix.** 1903. 1 vol. in-18. 0 fr. 75

FONTANES (E.). — **La guerre**, avec préface de F. Passy. 1904. 1 vol. in-18 .... 0 fr. 50

JACOBSON (J.-A.). — **Le premier grand procès international de la Haye (notes d'un témoin).** 1904. 1 vol. in-18 .... 0 fr. 50

LAFARGUE (A.). — **L'orientation humaine.** 1904. 1 volume in-18 .... 1 fr. »

LA GRASSERIE (R. de). — **De l'ensemble des moyens de la solution pacifiste.** 1905. 1 vol. in-18 .... 1 fr. »

MESSIMY. — **La paix armée.** (La France peut en alléger le poids). 1903. 1 vol. in-18 .... 0 fr. 75

MOCH (G.). — **Vers la fédération d'Occident. Désarmons les Alpes.** 1905. 1 vol. in-18, avec 6 graphiques .... 0 fr. 50

NATTAN-LARRIER. — **Les menaces des guerres futures.** 1904. 1 vol. in-18 .... 1 fr. »

NOVICOW (J.). — **La possibilité du bonheur.** 1904. 1 volume in-18 .... 2 fr. »

PASSY (Fr.). — **Historique du mouvement de la paix.** 1904. 1 volume in-18 .... 0 fr. 75

PRUDHOMMEAUX (J.). — **Coopération et pacification.** 1904. 1 vol. in-18 .... 1 fr. »

RICHET (Ch.). — **Fables et récits pacifiques,** avec une préface de Sully-Prudhomme. 1904. 1 vol. in-18 .... 1 fr. »

RUYSSEN (Th.). — **La philosophie de la paix.** 1904. 1 volume in-18 .... 0 fr. 75

SEVERINE. — **A Sainte-Hélène,** pièce en 2 actes. 1904.. 1 volume in-18 .... 1 fr. »

SPALIKOWSKI (Ed.). — **Mortalité et paix armée,** avec une préface de C. Flammarion. 1904. 1 vol. in-18 .... 0 fr. 50

STÉFANE-POL. — **L'esprit militaire.** (Histoire sentimentale). 1904. 1 vol. in-18 .... 2 fr. »

STÉFANE-POL. — **Les deux évangiles.** Considérations sur la peine de mort, le duel, la guerre, etc. 1903. 1 vol. in-18 .... 0 fr. 50

SUTTNER (B^e de). — **Souvenirs de guerre.** 1904. 1 volume in-18 .... 0 fr. 50

PETITE ENCYCLOPÉDIE

SOCIALE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Leçons d'économie politique, par André Liesse, avec une préface de Courcelle-Seneuil, de l'Institut. 1 vol. in-18 (I), 1892 3 fr. »

La réforme des frais de justice, par E. Manuel et R. Louis, docteurs en droit, 2e édition, 1 vol. in-18 (II), 1892.. 3 fr. »

Code manuel de droit industriel, par M. Dufourmantelle. 3 vol. in-18 (III-V) :

— **Législation ouvrière en France et à l'Etranger.** 2e édition. 1 vol. in-18 (III). 1893........................ 3 fr. »

— **Brevets d'invention.** Contrefaçon, etc. 1 vol. in-18 (IV) 1893 .... 3 fr. »

— **Dessins et marques de fabrique**, nom commercial, concurrence déloyale, etc. 1 volume in-18 (V). 1894........ 3 fr. »

Code manuel des électeurs et des éligibles avec formules, par A. Maugras, avocat-publiciste, 2e édition. 1 vol. in-18 (VI). 1898 3 fr. »

Législation générale des cultes protestants en France, en Algérie et dans les colonies, par Penel-Beaufin. 1 vol. in-18 (VII). 1894.. 3 fr. »

Commentaire de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage facultatifs, par A. Lelong. 1 volume in-12 (VIII). 1894.. 1 fr. 50

Législation générale du culte israélite en France, en Algérie et dans les colonies, par Penel-Beaufin. 1 volume in-18 (IX). 1894.. 3 fr. »

Code manuel du propriétaire-agriculteur, par Daniel Zolla, prof. à l'Ecole nationale d'agriculture de Grignon, 2e édition. 1 vol. in-18. (X) 1902...................................... 3 fr. 50

Les questions ouvrières, par Léon Milhaud. 1 vol. in-18 (XI). 1894.. 2 fr. 50

Cours de droit professé dans les lycées de jeunes filles de Paris, par Jeanne Chauvin, 2e édition. 1 volume in-18 (XII), relié toile. 1908.. 3 fr. 50

Guide théorique et pratique, général et complet des clercs de notaire et des aspirants au notariat, par Jean Martin, notaire. 1 vol. in-18 (XIII). 1895................................ 3 fr. »

La question monétaire considérée dans ses rapports avec la condition sociale des divers pays et avec les crises économiques, par Léon Poinsard. 1 volume in-18 (XIV). 1895....... 3 fr. »

Les budgets français. Etude analytique et pratique de législation financière, par MM. P. Bidoire et A. Simonin. 3 volumes :

— **Projet de budget 1895.** 1 vol. in-18 (xv). 1895 .. 3 fr. »

— **Budget de 1895 et projet de budget de 1896.** 1 volume in-18 (xvi). 1896 .... 3 fr. »

— **Budget de 1896 et projet de budget de 1897.** 1 volume in-18 (xxii). 1897 .... 3 fr. »

La saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements. 2e édition revue et augmentée par V. Emion. 1 vol. in-18 (xvii). 1896 3 fr. »

La question sanitaire, dans ses rapports avec les intérêts et les droits de l'individu et de la société, par le Dr J. Pioger. 1 vol. in-18 (xviii). 1895 .... 3 fr. »

Les banques d'émission, par G. François. 1 volume in-18 (xix) .... 3 fr. »

La Science et l'art en économie politique, par René Worms. 1 vol. in-18 (xx. 1896 .... 2 fr. »

Code de l'abordage, par Robert Frémont. 1 vol. in-18 (xxi). 1897. .... 3 fr. »

L'éducation nationale, par Maurice Wolf. 1 vol. in-18 (xxiii). 1897 .... 3 fr. »

Mélanges féministes, par L. Bridel. 1 volume in-18 (xxiv). 1897 .... 3 fr. »

La justice gratuite et rapide par l'arbitrage amiable, par A. Charmolu, 2e édit. 1 vol. in-18 (xxv). 1902 .... 1 fr. »

Petit manuel pratique du juré d'assises, par J. Poncet. 1 vol. in-18 (xxvi). 1898 .... 2 fr. »

Finances communales, par R. Acollas. 1 volume in-18 (xxvii). 1898 .... 3 fr. »

Esquisse d'un tableau raisonné des causes de [la production, de la circulation de la distribution et de la consommation de la richesse, par M. Tessonneau. 1 vol. in-18 (xxviii). 1898 ...... 2 fr. »

Code manuel du chasseur, par G. Lecouffe, 3e édition. 1 vol. in-18 (xxix). 1909 .... 2 fr. »

Code manuel du pêcheur, par G. Lecouffe. 2e édition. 1 vol. in-18 (xxx). 1900 .... 1 fr. »

Manuel pratique des sociétés de commerce et par actions. Participations coopératives. Syndicats professionnels. Sociétés de Secours mutuels. Associations et Congrégations, par A. Lambert. 1 vol. ume in-18 (xxxi). 1902 .... 1 fr. 50

Manuel de la propriété industrielle et commerciale, par A. Lambert. 1 vol. in-18 (xxxii). 1903 .... 3 fr. »

Etudes d'économie et de législation rurales, par R. WORMS. 1 vol. in-18 (XXXIII). 1906........................... 4 fr. »

Code manuel du cycliste, par G. LECOUFFE. 1 vol. in-18 (XXXIV). 1909.. 2 fr. »

BIBLIOTHÈQUE DES DOCUMENTS DU PROGRÈS

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE R. Broda

BRODA (R.) et J. DEUTSCH. — Le prolétariat international. Etude de psychologie sociale. 1912. 1 vol. in-18 (I)........ 3 fr. »

BRODA (R.). — La fixation légale des salaires. Expériences de l'Angleterre, de l'Australie et du Canada. 1912. 1. vol. in-8 (II).. 2 fr. 50

BRODA (R.). — Le rôle de la violence dans les conflits de la vie moderne (enquête). 1913 1 vol. in-8 (III).............. 1 fr. 50

ANNALES DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE SOCIOLOGIE

PUBLIÉES SOUS LA DIRECTION DE René Vorms

— **Premier congrès** tenu en 1894, 1 vol. in-8 (I)....... 7 fr. »
— **Deuxième congrès** tenu en 1895. 1 vol, in-8° (II) .. 7 fr. »
— **Travaux de l'année** 1896. 1 vol. in-8° (III)........ 7 fr. »
— **Troisième congrès** tenu en 1897. 1 vol. in-8° (IV).... 10 fr. »
— **Travaux de l'année** 1898. 1 vol. in-8° (V) .... 10 fr. »
— **Travaux de l'année** 1899. 1 vol. in-8° (VI).......... 7 fr. »
— **Quatrième congrès** tenu en 1900. 1 vol. in-8° (VII).. 7 fr. »
— **Travaux des années** 1900 et 1901. 1 vol. in-8° (VIII) 7 fr. »
— **Travaux de l'année** 1902. 1 vol. in-8° (IX).......... 7 fr. »
— **Cinquième congrès** tenu en 1903 : **Rapports de la sociologie et de la psychologie.** 1 vol. in-8° (X).................... 8 fr. »
— **Sixième congrès** tenu en 1906 : **Les luttes sociales.** 1 vol. in-8° (XI).. 10 fr. »
— **Septième congrès** tenu en 1909 : (XII-XIII). **La solidarité sociale dans le temps et dans l'espace**, 1 vol. in-8° (XII).... 7 fr. »

— **La solidarité sociale, ses formes, son principe, ses limites**, 1 vol. in-8° (XIII)................................ 7 fr. »

— **Huitième Congrès tenu en 1913. Le Progrès**..... 1 vol. in-8 (XIV). .... 10 fr. »

TABLE GÉNÉRALE DES RÉFÉRENCES DE JURISPRUDENCE

aux recueils, Sirey, Dalloz, Gazette du Palais, Gazette des tribunaux, et des Pandectes françaises, classée par ordre chronologique depuis 1845 jusqu'à 1910 inclus, par Joseph JOUGLAR. *Licencié en droit, avoué à Briançon.*

Deux forts volumes in-4° carré .... 75 fr. »

En Distribution :

Catalogue des ouvrages du fonds (envoi sur demande) gratis

Catalogue des thèses de doctorat en droit (à 1913 inclus).. 2 fr.

Catalogue des ouvrages de droit (occasion). Envoi sur demande .... gratis

Catalogue des ouvrages classiques à l'usage des étudiants en droit. (Envoi sur demande) .... gratis

Bibliographie générale et complète des ouvrages de droit et de jurisprudence classée dans l'ordre des Codes avec table alphabétique des matières et des noms des auteurs, 1 vol. in-8° .... 1 fr. 50

PÉRIODIQUES

REVUE DU DROIT PUBLIC ET DE LA SCIENCE POLITIQUE EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

FONDÉE PAR F. Larnaude

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE M. Gaston Jèze

Avec la collaboration des plus éminents professeurs des Universités de France, Allemagne, Angleterre, Autriche-Hongrie, Australie, Belgique, Canada, Chili, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Grèce, Hollande, Italie, Japon, Norvège, Portugal, Roumanie, Russie, Suède, Suisse, Turquie.

Paraît tous les trois mois depuis 1894, par fascicule de plus de 200 p. gr. in-8. Chaque année forme un très fort volume. Prix. 20 fr. »

Abonnement annuel : France : 20 fr. Etranger : .... 22 fr. 50.

Le numéro .... 5 fr. »

La collection complète comprenant : 1[re] série (direction Larnaude, 1894–1903) et, 2[e] série (direction Jèze 1904-1913) avec abonnement à l'année 1914. Prix réduit................ 340 fr. »

La deuxième série seule, années 1904 à 1913 avec abonnement à l'année 1914 .... 175 fr. »

REVUE DE SCIENCE ET DE LÉGISLATION FINANCIÈRES

PUBLIÉE SOUS LE PATRONAGE DE

MM. Casimir Périer, Ribot, Stourm, Berthélemy, Chavegrin, Esmein et Hauriou

ET SOUS LA DIRECTION DE M. Gaston Jèze

Avec la collaboration des membres les plus éminents du Conseil d'Etat, de la Cour des comptes, de l'Inspection des finances, des professeurs des universités de France, Allemagne, Australie, Belgique, Etats-Unis, Grèce, Italie, Roumanie, Suisse.

Paraît tous les trois mois depuis 1903, par fascicule de près de 200 pages gr. in-8. Chaque année forme un très fort volume. Prix. 18 fr. »

Abonnement annuel : France : 18 fr. Etranger : 20 fr. »

Le numéro .... 5 fr. »

La collection complète (années 1903 à 1913) avec abonnement à l'année 1914. Prix réduit .... 175 fr. »

REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE **M. René Worms**

Secrétaire général de l'Institut international de sociologie et de la Société de sociologie de Paris

Avec la collaboration des membres de l'Institut international de sociologie et des principaux sociologues du monde entier

Paraît tous les mois depuis 1893, par fascicule de 80 pages gr. in-8.
Chaque année forme un très fort volume. Prix ...... 18 fr. »
Abonnement annuel : France : 18 fr. Etranger : .... 20 fr. »
Le numéro .... 2 fr. »

La collection complète (année 1893 à 1913 **inclus, avec abonnement à l'année** 1914) Prix réduit........................ 280 fr.

REVUE BIBLIOGRAPHIQUE

des ouvrages de Droit, de Jurisprudence, d'Économie politique, de Science financière et de Sociologie

Paraît tous les mois depuis 1894, par fascicules de 16 pages gr. in-8.
Les abonnements partent du 1er janvier de chaque année.
Abonnement annuel : France : 1 fr. Etranger : .... 1 fr. 50.
Le numéro .... 0 fr. 10

LE MOUVEMENT SOCIALISTE

DIRECTEUR : **Hubert Lagardelle**

Paraît tous les mois depuis 1899, par fascicule de 80 pages, gr. in-8.
Chaque année forme un fort volume. Prix .... 15 fr. »
Abonnement annuel : France : 15 fr. Etranger :...... 18 fr. »
Le numéro .... 1 fr. 50

LES DOCUMENTS DU PROGRÈS

PUBLIÉS SOUS LA DIRECTION DU **Dr Rodolphe Broda**

Paraît tous les mois depuis 1907, par fascicule in-8. Chaque année forme 2 volumes.
Abonnement annuel : France 10 fr. : Etranger .... 12 fr. »
Le numéro .... 1 fr. »

LE DEVENIR SOCIAL

(*Revue internationale d'économie, d'histoire et de philosophie*).

La collection complète (1895-1898). 4 forts volumes fr. in-8 50 fr.

Saint-Amand (Cher). — Imprimerie BUSSIÈRE.

